

alternatives

non violentes

DOCUMENTATION

une non-violence
méconnue :



LA DISSIDENCE en U. R. S. S.

6 f. revue bimestrielle

8° P. 6112

32

alternatives non violentes

ABONNEMENTS

France : 35 F — Etranger : 40 F — De soutien : 60 F
Belgique : 240 FB — Suisse : 15 FS

L'abonnement (1 an) vaut pour six numéros. Précisez toujours à partir de quel n° vous désirez commencer.

Changement d'adresse : Envoyer, si possible, la dernière bande, + 2 F en timbres.

Chèques, mandats, C.C.P. 2915-21 U Lyon.

Adresse : B. P. 28 - 69341 LYON Cédex 2

Rédaction : C. MELLON, 6, quai C. Bernard
69007 LYON

Au sommaire de nos derniers numéros, toujours disponibles :

N° 22 : Police - Justice - Prisons (5 F)

N° 23 : La Gauche et la force de frappe (5 F) :

Questions à la Gauche sur la défense nucléaire - La Gauche et la force de frappe (Bourdet) - Contre la force nucléaire (P. Viveret) - La terreur en chiffres - La prolifération de l'arme nucléaire (Groupement des scientifiques pour l'information sur l'énergie nucléaire).

N° 24-25 : Violence et Agressivité (7 F)

N° 26 : Non-violence aux Etats-Unis (5 F) :

Le mouvement non-violent aux USA - Remember Martin Luther King ! - Le « peace movement » contre la guerre du Vietnam (1965-1975) - Le centre de vie de Philadelphie - Le mouvement ouvrier aux Etats-Unis (entretien avec Marianne Debouzy). - L'occupation du site nucléaire de Seabrook.

N° 27 février-avril 1978 (6 F) :

Les leçons de MALVILLE (Jacques Semelin) - Quelle non-violence sur le Larzac ? (table ronde avec des paysans du Larzac) - Historique du ralliement de la Gauche à l'arme nucléaire - Pour une stratégie de « transarmement » - Entretien avec Serge-Christophe KOLM - Gandhi et Guevara

N° 28 : Nouveaux visages des impérialismes (6 F) :

De Yalta à Salt 2, les mutations des impérialismes - Pour suivre la course : la militarisation mondiale en chiffres - Entretien avec Pierre NAVILLE sur son livre, La guerre de tous contre tous - Défense populaire et luttes écologiques (Paul VIRILIO) - La stratégie « trilitérale ».

Défense nationale et défense du socialisme - Sortir de l'alliance atlantique (Claude Bourdet) - Sous-développement et Tiers-Monde : pour une approche « hétérodoxe » - Pour une nouvelle culture politique (présentation du livre de Viveret et Rosanval-Ion) - Irlande : La paix par les femmes ? - Italie : Terrorisme et stratégie non-violente -

N° 29-30 Dossier spécial « Objection de conscience » (10 F)

Historique de l'objection - Pour une conception politique de l'objection - Propositions juridiques pour une modification du statut - L'objection à travers le monde.

Ce numéro a connu un grand succès. Il est réédité avec quelques modifications, sous forme de brochure à commander directement au MAN, 20, rue Dévidet, 42500 Montargis.

N° 31 : Panorama des mouvements non-violents en Europe (6 F)

Allemagne - Angleterre - Belgique - Catalogne - Danemark - Hollande - Irlande - Suède - Suisse.

Editorial

A l'Est, la non-violence

LORSQUE nous cherchons des exemples de lutte non-violente, nous ne pensons pas spontanément à tourner nos regards vers l'Est. L'idée que, là-bas, une résistance soit possible sans clandestinité et sans violence semble peu réaliste. L'opinion occidentale, victime des habituels préjugés concernant les possibilités de l'action non-violente, imagine volontiers que, face à une police toute puissante et à une « justice » qui n'offre pas la moindre garantie d'indépendance, il n'y a de résistance possible que dans la clandestinité.

Or, c'est exactement le contraire, on commence à s'en apercevoir. Depuis quelques années, un certain nombre de livres et de documents publiés à l'Ouest nous permettent de bien connaître les luttes menées à l'Est par ceux que l'on appelle « dissidents » (1). A les lire, on s'aperçoit que ces luttes sont non-violentes et non-clandestines ; ce point est même l'un des rares qui fasse l'unanimité de tous les dissidents, si divers par ailleurs, dans leur conceptions politiques, leurs origines sociales, leurs

motivations, leur objectifs. C'est ainsi que Sakharov a pu déclarer dans un récent entretien avec un journaliste du *Monde* : « Tous les courants de l'opposition que je connais ont une chose en commun : ils ne reconnaissent que la lutte à visage découvert. La défense publique et non-violente (2) des droits de l'Homme tels qu'ils sont exprimés dans la Déclaration internationale des droits de l'Homme de l'ONU, voilà l'idéologie qui peut regrouper et qui regroupe dans notre pays des gens venus d'horizons politiques, nationaux et religieux différents » (3).

(1) Nous utiliserons ce mot, « dissidents », pour désigner tous ceux qui luttent contre le pouvoir soviétique et ses succursales à l'Est, puisque c'est le mot actuellement le plus utilisé ; mais il y aurait à revenir sur sa signification exacte : Boukovski, par exemple, nous dit qu'il préférerait le mot de « résistant » et qu'il y renonce seulement parce qu'on lui explique que « résistance », en France, est un mot lié à des actions armées (pp. 10 et 11 du numéro 34 de la revue *Recherches*, 9, rue Pleyel, Paris 12, intitulé « Nous, dissidents ». Numéro très intéressant.)

(2) Souligné par nous.

(3) *Le Monde*, 19 août 1978.

Certes, le choix de cette non-violence s'explique en grande partie par le fait que tout recours à la violence insurrectionnelle serait absurde et suicidaire, voué d'avance à l'échec. C'est d'ailleurs un trait que l'on retrouve dans la plupart des luttes non-violentes auxquelles nous nous sommes intéressés à travers le monde : il y a rarement, à l'origine, une option idéologique pour ou contre la violence en général : il y a simplement adaptation des formes de lutte aux conditions concrètes de cette lutte.

Certains des dissidents vont plus loin et expliquent leur choix de l'action publique non-violente par des raisons qui dépassent le simple pragmatisme à court terme et relèvent déjà d'une réflexion sur la nécessaire cohérence de la fin et des moyens. Boukovsky, par exemple, après avoir été membre, dans son adolescence, d'une petite organisation clandestine, reconnaît son erreur et déclare : « On ne va pas à la démocratie par la voie de la clandestinité. On ne doit pas prendre des leçons chez ses ennemis, si l'on ne veut pas être comme eux » (4). Et Sakharov développe un point de vue analogue dans le même numéro du *Monde* : « Les buts et les méthodes du terrorisme sont diamétralement opposés à ceux du combat pour les droits de l'Homme dont le trait essentiel est de se dérouler ouvertement. C'est pourquoi le terrorisme ne peut pas se développer à partir du mouvement démocratique, quelles que soient les difficultés que ce mouvement rencontre et quelle que soit l'injustice du pouvoir... »

Il était donc temps qu'A.N.V. consacre enfin un numéro à ces non-violents méconnus, les résistants de l'Est. Mais qu'on nous comprenne bien : il ne s'agit pas de nous intéresser à leurs luttes uniquement parce que nous découvrons tout à coup qu'elles peuvent enrichir notre arsenal d'arguments pour la non-violence ! Ce serait une vue à la fois récupératrice et absurde : comme si les luttes étaient au service de la non-violence et non l'inverse. Par

(4) *Et le vent reprend ses tours*, p. 117. Voir dans ce numéro la présentation de ce livre.

ailleurs, l'enjeu de ce qui se prépare dans cette partie du monde est suffisamment important pour mériter toute notre attention, indépendamment de tout point de vue sur violence ou non-violence. Mais il se trouve que l'information, depuis quelques années, se répand assez largement en Occident et que quiconque veut s'informer sur les luttes en URSS peut désormais le faire facilement : des livres importants ont été publiés, provoquant des débats dans la presse, la télévision... Nombre de revues ont sorti un dossier « dissidents ». Inutile, pour nous, de refaire ce travail. L'ambition de ce numéro est donc à la fois plus restreinte et plus conforme à la spécificité propre d'A.N.V. : mettre en relief, dans ce qui se fait et se dit en URSS, les éléments qui concernent plus directement l'action et la réflexion non-violentes ; extraire de cette masse d'information les pages qui nous intéressent de plus près.

Ambition limitée, qui explique qu'une bonne partie du numéro est consacrée à reproduire des textes déjà publiés ailleurs (5) Mais nous avons pu aussi rencontrer deux dissidents maintenant exilés en France : Léonide PLIOUCHTCH et Natalya GORBANEVSKAIA. Deux articles inédits complètent ce dossier : l'un rassemble les informations les plus récentes sur une nouvelle orientation de la dissidence russe, la naissance d'une opposition ouvrière ; l'autre permet de mieux comprendre, en remontant à la confrontation Tolstoï-Lénine, les origines de l'actuelle perversion des espoirs socialistes en URSS. L'auteur de cet essai très personnel, Jean Van Lierde, milite depuis longtemps en Belgique pour la non-violence et contre tous les impérialismes (6).

(5) Limitée aussi dans l'espace : il ne sera question ici que des dissidents d'URSS. Il y aurait tout autant à dire sur ce qui se passe dans les pays sous domination soviétique, mais il fallait choisir. Tout un dossier sur la Tchécoslovaquie notamment, initialement prévu pour ce numéro, sera publié dans notre prochain numéro.

(6) Il fait partie, à Bruxelles, du « Comité du 1^{er} Mai, pour les libertés démocratiques et les droits des travailleurs dans les pays de l'Est ». Ce Comité édite un bulletin très intéressant, « *D'ici-d'Est* », 16, avenue du Bois-de-la-Cambre, 1170 Bruxelles. Abonnement (6 numéros) : 100 F Belges.

les dissidents et nous

Tel quel, ce numéro se présente plutôt comme un dossier d'informations : il aurait fallu le compléter par des articles concernant notre propre position vis-à-vis des dissidents de l'Est. Car nous sentons bien que nous ne pouvons rester simples observateurs des luttes des autres : le récit de ce que font ces hommes et ces femmes et de la répression qui les frappe ne peut nous laisser indifférents. Mais comment agir ? Sur qui ? Avec qui ? Dans quel but ? Autant de questions trop neuves pour être abordées immédiatement. En attendant d'y revenir prochainement, essayons au moins de jeter en désordre quelques éléments du débat :

1. Tout combat pour les droits de l'Homme a une portée politique, même s'il se veut apolitique. Un Etat totalitaire ne peut accorder les libertés d'opinion, d'expression, d'organisation, sans cesser d'être totalitaire. Il faut donc se méfier des mots « politique » et « apolitique », car leur sens peut parfois s'inverser : une action comme celle que mène, par exemple, Amnesty International, action qui se veut rigoureusement « apolitique », n'est-elle pas en fait beaucoup plus efficace pour peser dans des rapports de force politiques que bien des actions de groupuscules bardés de théories politiques ?

2. Cela doit-il nous conduire à accepter sans y regarder de plus près tout ce qui se présente sous le manteau respectable du « respect des droits de l'Homme » ? Depuis quelques années, on assiste à une véritable inflation de ce côté, et on est bien obligé de se demander quelles sont les

causes d'un tel phénomène (7). Ce n'est pas diminuer l'importance et l'urgence du combat pour les droits de l'Homme que de s'interroger sur l'utilisation qui en est faite dans le discours des gouvernements. Il y a des précédents : on sait, par exemple, comment dans les années 60, c'était le thème de « l'aide au tiers monde » qui mobilisait les idéalistes et les générosités, et que bien des opérations fort peu désintéressées se sont camouflées derrière... Qu'on ne nous refasse pas le coup avec les droits de l'Homme aujourd'hui ! Là encore, voyons ce qui se fait, non ce qui se proclame : si Giscard, par exemple, refuse de recevoir Boukovsky pour ne pas mécontenter Brejnev, c'est son droit, et il joue là son rôle de chef d'Etat, soucieux des « bons rapports » entre « grandes puissances ». Mais alors, un peu de pudeur, s'il vous plaît, dans les déclarations « humanitaires »... Si Carter juge utile de se servir des droits de l'Homme comme d'un atout dans son jeu avec l'URSS, c'est son affaire, et tant mieux pour ceux qui en bénéficieront. Mais il vaudrait mieux dire clairement que c'est un atout dans un jeu, non une campagne « morale » menée au nom de grands principes humanitaires. Cela lui permettrait d'expliquer plus facilement pourquoi cet atout n'est pas joué lorsqu'il n'a pas *intérêt* à le jouer, en Iran par exemple...

3. Nous estimons que tout homme doit avoir le droit de penser ce qu'il veut, d'exprimer et de diffuser ses opinions sans risquer de se retrouver en prison ou en hôpital psychiatrique. Mais cela n'implique encore, de notre part, aucune position particulière par rapport au *contenu* de ces opinions : la liberté d'opinion d'un témoin de Jéhovah, par exemple, doit nous être aussi chère que celle d'un dissident politique. Dans le cas des dissidents russes, pouvons-nous rester dans cette neutralité bienveillante à tous ? Ne sommes-nous pas liés à certains courants qui les traversent plus qu'à d'autres ? Il

(7) Bien qu'il se limite au problème des Droits de l'Homme dans le Tiers Monde et n'aborde pas celui des pays de l'Est, on lira avec intérêt, sur les ambiguïtés des campagnes « droits de l'Homme », l'article de Pierre Charentenay dans les *Etudes* de Mai 1978 : *Droits de l'Homme et société de consommation* (Etudes : 15, rue Monsieur, Paris 7^e).

serait malhonnête de le nier : si les dissidents sont fortement unis dans leur lutte pour les libertés fondamentales, ils sont divisés, et parfois très profondément (8), quant au type de société qu'ils souhaitent pour leur pays. Même si ce débat concerne un pays qui n'est pas le nôtre, et dont les réalités nous demeurent largement étrangères, il ne peut nous laisser indifférents. Certains dissidents, à nos yeux, cherchent à réaliser chez eux ce que nous voudrions réaliser chez nous ; ils sont un peu comme des frères de lutte. D'autres développent des arguments qui ressemblent parfois un peu trop à ceux que nous trouvons chez nos propres adversaires. Le danger est grand, alors, de créer des catégories de « bons » et de « mauvais » dissidents et, à partir de là, d'oublier les uns au profit des autres : les dissidents « politiques » par exemple, attireront plus notre attention que le sort réservé aux sectes religieuses ou aux Tatars de Crimée (9). Pendant des années, ce fut le grand aveuglement (la grande hypocrisie ?) de la gauche occidentale que de « choisir » entre de « bonnes » victimes et des mauvaises. Il ne faudrait pas que le nécessaire débat politique que nous avons avec les dissidents nous fasse retomber dans ce piège.

4. Devant ce phénomène relativement nouveau que constitue l'intérêt pour les dissidents de l'Est, certains s'interrogent : pourquoi maintenant ? Il serait peut-être plus honnête de retourner la ques-

(8) L'article de B. Morand, dans ce numéro, donne déjà une idée de la diversité des courants dans la dissidence. Pour s'informer davantage on pourra lire deux recueils de textes rassemblés autour de deux sensibilités politiques opposées : « *Des voix sous les décombres* » (Seuil 1975) a été rassemblé par Soljénitsyne et ses amis ; « *URSS, alternatives démocratiques* » (Saveli 1978) présente un éventail d'opinions assez larges, du christianisme social jusqu'au néo-marxisme de Pliouchtch, mais toutes assez opposées aux opinions de l'autre recueil. Cette confrontation des deux livres est très éclairante.

(9) Le 18 mai 1944, toute la population des Tatars de Crimée (200 000 personnes) fut déportée par Staline en Asie Centrale. Ils étaient accusés d'avoir collaboré avec les Allemands. Le pouvoir soviétique s'est acharné à détruire en Crimée toute trace de ses anciens habitants et il a fait repeupler cette région par d'autres. En 1956, Khroutchchev rendit leur territoire à six autres peuples déportés, mais pas aux Tatars. Depuis 1957, les Tatars mènent une longue lutte non-violente pour retrouver leur terre. Certaines de leurs pétitions ont recueilli 120 000 signatures, chiffre inouï en URSS. Le général Grigorenko a pris parti pour eux et s'est retrouvé, pour cela, en hôpital psychiatrique.

tion : pourquoi si tard ? Pourquoi a-t-il fallu attendre Prague 68, puis l'affaire Soljénitsyne et la publication du *Goulag* pour voir l'opinion occidentale se mobiliser un peu ? Qu'on ne dise pas que c'est l'information qui manquait : dès les années 40 et 50, de nombreux témoignages étaient parvenus en Occident (10) ; non seulement ils étaient peu diffusés, mais ils étaient contestés, voire attaqués en diffamation devant les tribunaux ! Et pourtant la répression était autrement plus importante qu'elle ne l'est maintenant : c'est par millions que les citoyens d'URSS mouraient dans les camps. Comment ce qui est incroyable à un moment (au sens propre : impossible à croire) devient-il 20 ans plus tard croyable, admis, évident ? Quelle censure est tombée qui nous permet de lire et de dire tout le mal que nous pensons du système soviétique sans avoir peur d'être taxés de « réactionnaire » (la grande peur de l'homme de gauche occidental) (11) ?

5. On sait que la « mauvaise conscience » a souvent été, pour l'opinion libérale occidentale, une des motivations principales de ses engagements dans la défense des opprimés : nous sentant quelque peu « responsables » de ce que nos pays ont fait en Afrique, par exemple, nous sommes plus motivés pour lutter contre le racisme, le néocolonialisme, l'Apartheid, etc... Or, en ce qui concerne l'Est, il semble que l'Occident n'éprouve aucune « mauvaise conscience » : nous ne nous sentons pas responsables de l'oppression qui règne là-bas. C'est à la fois vrai et faux : il est vrai que l'Occident n'a pas de responsabilité directe, mais le

(10) Signalons, entre autres : *J'ai choisi la liberté* de V.-A. Kravchenko, publié aux USA, puis en France en 1947, et les *Mémoires d'un révolutionnaire*, passionnant témoignage de Victor Serge, publiés au Seuil en 1951. On pourrait aussi reprendre les collections des revues *Esprit* et *Socialisme ou barbarie*.

(11) Cette peur n'est pas encore totalement tombée. Elle explique comment certains tentent, comme si c'était vital pour eux, d'élever de piétre défenses : la technique du « bouc émissaire » étant toujours la meilleure dans ces cas-là, on cherche à tout expliquer par les erreurs d'un seul homme, Staline, pour mieux innocenter le reste du système. C'est la thèse du gros ouvrage de R. Medvédov, *Le stalinisme* (Seuil 1972) ; c'est aussi la thèse à laquelle tentent de s'accrocher certains éléments des P.C. occidentaux.

silence, l'indifférence, la collaboration économique, la « coexistence pacifique » peuvent être aussi des formes de complicité. A Yalta, les « Grands » se sont partagé l'Europe, et cela arrange *tout le monde*, y compris les pouvoirs occidentaux (12). Et il est bien probable qu'il n'y a pas que l'URSS qui avait intérêt à faire échouer le « printemps de Prague ». Les dissidents russes n'ont peut-être pas tous les éléments pour juger sereinement des rapports politiques internationaux, mais ils sont sévères pour l'Occident, coupable à leurs yeux de faire passer sa propre tranquillité avant tout. Ainsi, cette page de Boukovsky, à la fin de son livre, quand il va être exilé en Occident précisément : « ... l'Occident, depuis les débuts du pouvoir soviétique ou peu s'en faut, nous approvisionne en menottes, au sens propre comme au figuré... Et la prétendue « politique de détente », les accords d'Helsinki ? Nous, en tous cas, dans la prison de Vladimir, nous avons senti dans notre peau qui d'entre eux avait gagné. Ce n'est pas d'aujourd'hui qu'on bâtit sur nos ossements les « relations d'amitié » avec l'Union soviétique. Mais le plus répugnant, c'est que l'Occident s'est toujours efforcé de se justifier par toutes sortes de théories et de doctrines abstrusas. Exactement de même que le Soviétique s'est forgé une multitude innombrable d'autojustifications pour supporter plus facilement d'être le complice de cette entreprise de violence généralisée, l'Occident, lui aussi, cherche à apaiser sa conscience. Et les autojustifications sont parfois rigoureusement les mêmes. Mais la violence se venge sans pitié sur ceux qui lui prêtent leur appui. Et ceux qui pensent que la ligne de démarcation entre liberté et non-liberté coïncide avec les frontières territoriales de l'URSS se méprennent cruellement. » (13)

(12) L'accord de Yalta ne comportait pas seulement le partage bien connu. Il y avait aussi une « clause secrète », prévoyant que les Occidentaux livreraient à l'URSS tous les ressortissants soviétiques qu'ils trouveraient dans les rangs de l'armée allemande ou dans les camps nazis, et cela même si ces soviétiques désiraient rester à l'Ouest. Ce « rapatriement forcé » a porté sur des dizaines de milliers de personnes, dont la plupart furent soit immédiatement exécutées, soit envoyées au Goulag. Sur cet épisode peu glorieux de la « libération », voir l'ouvrage de Nicholas Bethell, *Le dernier secret* (Seuil 1975).

(13) *Et le vent reprend ses tours*, p. 403-404.

6. Reste la question des *moyens* : que pouvons-nous faire ? A ce sujet, il y a des débats, parmi ceux qui soutiennent les dissidents comme parmi les dissidents eux-mêmes, entre deux tendances : les uns pensent qu'il faut insister sur des pratiques de boycott (économiques, scientifiques, sportifs, etc.) afin que les dirigeants soviétiques soient contraints de lâcher du lest sur certains points ; d'autres pensent que cela risque de renforcer l'isolement de ces peuples et qu'il vaut mieux chercher à développer toutes les occasions de rencontre, d'échange, etc.. Nous avons déjà connu ce genre de débat à propos de la coupe du monde de football en Argentine : boycotter pour marquer la rupture et faire échouer une « opération prestige », ou « y aller » pour s'informer sur place ? Dès maintenant, le même débat est ouvert concernant les Jeux olympiques de Moscou en 1980 (14).

De toutes manières, nous ne pouvons laisser aux gouvernements occidentaux le soin de défendre la liberté à l'Est. Nous savons d'avance que ce soin passera toujours pour eux après leurs intérêts propres (15). C'est donc aux mouvements populaires qu'il incombe d'inventer des formes d'action manifestant clairement notre solidarité avec ceux qui luttent à l'Est ; comme le disent dans une « lettre à l'Occident », neuf prisonniers du camp de Perm n° 36 : « Rendez-vous bien compte que la funeste habitude du commerce de la liberté d'autrui menace irrévocablement la vôtre » (16).

Christian MELLON.

(14) Pour le boycott des Jeux Olympiques à Moscou, contacter le COSIR, 14, rue de Nanteuil, Paris 15^e.

(15) Une simple anecdote en témoigne, rapportée par Libération (31 mars 1978) : une française, Françoise Aupetit, chargée de cours à l'Institut pédagogique d'Ervan (Arménie soviétique) avait pris contact avec des dissidents politiques arméniens. En quittant le pays, elle avait emporté à l'Ouest quelques documents édités par ces dissidents ainsi que des informations sur la répression qui les frappe. Elle en fut blâmée par le ministère français des Affaires étrangères, au nom de la bonne coopération franco-soviétique.

(16) Lettre publiée dans le n° 52 des *Cahiers du Samizdat* (Mai 1978), et reproduite dans ce numéro, p. 59.

Survol historique

LES ANCETRES DU SAMIZDAT

Le terme de *Samizdat* est d'un usage relativement récent, le phénomène de l'édition et de la diffusion clandestine d'une littérature non officielle et non soumise à la censure a existé depuis très longtemps dans la tradition russe. Ne mentionnons que pour mémoire, et pour ne pas remonter trop loin, la diffusion dans un cercle d'amis de la fameuse lettre de Bielinski, qui valut à Dostoïevski, en 1849, une condamnation à mort communée en cinq ans de bagne et cinq autres années d'exil en Sibérie. Rappelons aussi l'influence qu'eut, dans les années 1855-60, le journal d'Alexandre Herzen, *Kolokol* (la Cloche), introduit clandestinement en Russie et diffusé par des lecteurs bénévoles. De même, les tracts de *Narodnaya Volya*, vers 1880, exercèrent leur influence sur toute la jeunesse et l'intelligentsia révolutionnaires.

Après la Révolution d'octobre, une certaine opposition continua à se manifester plus ou moins ouvertement, jusqu'à la liquidation de l'opposition anarchiste, syndicaliste et maximaliste, dont les feuilles ne cessèrent de se répandre qu'en 1926. C'est en 1926, justement, que le Comité central se réserva le monopole absolu de tout ce qui était imprimé. Pourtant, cette même année, la *Plate-forme de l'Opposition de gauche* circula encore, recueillant des signatures pour dénoncer, avant le XV^e Congrès du PCUS, « les forces hostiles au socialisme qui grandissaient sous le régime de la NEP ». L'imprimeur, Fichelev, fut condamné pour « détournement de papier et de matériel », et envoyé au camp des Solovki. La *Plate-forme* avait recueilli environ six mille signatures dont celles de dix-sept membres du Comité central (parmi lesquels Trotsky, Zinoviev, Kamenev, Rakovski...). Jusqu'en 1933, des pétitions et des tracts de l'opposition de gauche circulèrent encore, en particulier dans les isolateurs et les camps. Après le bannissement de Trotsky (1927) et son exil à l'étranger (1929), son *Bulletin de l'Opposition ouvrière* fut introduit clandestinement en URSS. Ce *Bulletin* était peu lu par les masses, mais très attentivement par les officiels du parti, et par Staline lui-même, sur lequel, selon Isaac Deutscher, il exerça une influence certaine.

En 1932, Ryoutine rédigea un *Programme antistalinien*. A partir de 1936, on ne trouve plus guère de traces de

de l'opposition en U.R.S.S.

publications clandestines en URSS, tant la psychose de la peur et de la méfiance devinrent fortes. C'est dans les camps et les prisons que circulent encore des manifestes et des poèmes, mais il ne semble pas qu'ils en soient sortis à cette époque. Varlam Chalamov y fait allusion, de même qu'Evguenia Guinzbourg. Des poèmes, transmis oralement par des déportés, ont franchi, mais après la mort de Staline seulement, les barbelés des camps, pour être transmis au-dehors.

Déporté en Sibérie en 1935, Victor Serge réussit à faire passer en France, par des voies sur lesquelles il est resté très discret, et pour cause, une longue lettre-témoignage à des amis français. A cette époque, les témoignages sur l'URSS proviennent d'émigrés, de personnes expulsées (comme Victor Serge ou Anton Ciligai), de membres du Komintern ayant rompu avec l'URSS (comme Münenberg ou Ignace Reiss), mais, pratiquement, rien ne filtre d'une opposition intérieure qui serait cohérente, organisée, et s'exprimerait dans la clandestinité. Pourtant, Boris Souvarine fait état, en 1940, dans son *Staline*, d'une jeunesse « pseudo-soviétique, non-conformiste, impossible à définir dans son mutisme (...) qui garde l'esprit critique, (...) cache ses opinions, lit les poètes et les philosophes, échappe à l'influence officielle sous les dehors du mimétisme ». Cette jeunesse, il l'oppose « à la jeunesse dite soviétique, coulée au moule de l'organisation bolchévique, inculte, égoïste, sportive, (...) grossièrement pratique, ne doutant de rien, la tête pleine de brochures orthodoxes (...), plutôt stérile en dépit de ses priviléges ».

LES « MONACHKI »

C'est dans cette jeunesse, née avec la Révolution d'Octobre, que va pourtant se développer un mouvement, sur lequel on n'apprendra vraiment quelque chose que beaucoup plus tard, après la guerre et après le « dégel » khrouchtchévien, le mouvement des *Monachki*. Le mot est un sobriquet, qui signifie « petits moines », donné par le GPU à de jeunes croyants et qu'ils adoptèrent eux-mêmes par la suite. C'est peu avant la dernière guerre, à la fin des années 30, que ce mouvement naquit et se développa, principalement à Moscou et Leningrad, sous l'impulsion de cadres moyens des Komsomols (organisation de la Jeunesse communiste), bouleversés par les purges et la terreur déclenchée après l'assassinat de Kirov fin 1934. Ces cadres quittèrent le parti et cherchèrent une issue à leur angoisse. C'est dans l'Evangile qu'ils la trouvèrent : ils y virent la véritable image du communisme humanitaire, auquel ils avaient cru. Ils s'assignèrent le double but de répandre l'enseignement social et humain de l'Evangile dans la population et de lutter contre le stalinisme, par la non-violence et la charité évangélique. L'Etat totalitaire était pour eux l'incarnation du Mal, de l'Antéchrist, et ils voulaient lui opposer le refus du travail, la résistance passive, la grève, afin de le miner par la base. Ainsi, comptaient-ils susciter un mouvement de masse et parvenir à un changement de régime par un large consensus populaire, évitant toute révolution qui, pensaient-ils, ne ferait qu'ajouter aux malheurs du peuple. « On ne peut combattre la terreur par la terreur mais par la solidarité des opprimés. » Le devoir des croyants était donc de boycotter tous les ordres de l'administration. Leur idéal était un communisme chrétien, sans classes, un Etat composé de communautés industrielles et agricoles, où la vie ressemblerait à celle des premiers chrétiens. Ils refusaient la propriété privée, les biens de la terre étant à tous ses habitants. Ils manifestaient la plus complète tolérance envers les religions et refusaient l'affiliation à une confession, la vraie Eglise du Christ n'ayant besoin, selon eux, ni de sanctuaires, ni de prêtres et pas davantage de rituel ou de dogme.

Les *Monachki* recrutèrent surtout des adeptes dans le milieu des travailleurs agricoles des fermes d'Etat, principalement dans les régions de Sibérie et d'Asie centrale. Dans ces immenses territoires, où ils se faisaient envoyer comme volontaires, les *Monachki* ont souvent eu la possibilité de travailler longtemps sans être inquiétés par la police politique. Rencontrant une vieille aspiration de la paysannerie russe, ils reçurent un accueil favorable, souvent chaleureux, parmi les populations des paysans des fermes d'Etat.

Bien entendu, les dénonciations finirent tout de même par les atteindre et beaucoup d'entre eux furent condamnés, pour « propagande anti-soviétique », à de lourdes peines. Dans les camps, et de nombreux témoignages d'anciens déportés se recoupent à leur sujet, ils furent parmi les plus intransigeants des opposants, refusant le travail pour l'Etat et n'acceptant que celui qui était nécessaire aux besoins des détenus. Ils multiplièrent les grèves et posèrent des problèmes à tous les commandants de camps qui héritèrent d'eux par leur refus du travail et leurs grèves de la faim. Mais ils ne s'inclinèrent pas.

On ne connaît pas de textes émanant d'eux et il est probable qu'ils s'exprimèrent surtout oralement et par la diffusion de l'Evangile. C'est seulement après 1956, par des rescapés des camps, que l'on a commencé à connaître leur action. Le témoignage le plus complet en ce qui les concerne a certainement été celui de Brigitte Gerland (in *Samizdat I*, Le Seuil, 1969), qui en connut un bon nombre à Vorkouta, où ils participèrent à la grande grève de 1953.

L'OPPOSITION SE CONSTRUIT DANS LES CAMPS

Pour la période de l'après-guerre, malgré le peu d'informations qui ont filtré d'URSS, on possède tout de même quelques indications sur des mouvements d'opposition qui se développèrent jusqu'à la mort de Staline. Là encore, les informations sont parvenues tardivement, par les rescapés des camps.

Trois mouvements apparaissent, dans les années qui suivirent l'armistice de 1945, qui semblent avoir été organisés et avoir diffusé de la littérature clandestine.

L'Opposition ouvrière, constituée dès 1947, n'a pas laissé beaucoup de traces matérielles de son activité, mais son nom seul suffit à indiquer son orientation trotskiste. Elle semble avoir été décapitée totalement avant 1949.

Le Mouvement démocratique de la Russie du Nord est né, en 1947 aussi, dans les camps du complexe concentrationnaire de Vorkouta, parmi d'anciens officiers de l'Armée rouge, ayant combattu contre le nazisme et qui refusaient d'être considérés comme des traîtres à la patrie et au socialisme. Ils furent, avec les *Monachki* et les Ukrainiens, parmi les combattants les plus actifs lors des grèves de Vorkouta en 1953. Mais il n'y a pas de trace non plus de publications provenant d'eux, même si on est presque sûr qu'ils en firent circuler dans le camp.

L'Œuvre véritable de Lénine est née d'une proclamation rédigée par une douzaine d'étudiants de l'Université de Moscou au début de 1948. Egalement d'inspiration trotskiste, cette proclamation demandait l'abolition d'un gouvernement s'appuyant sur la bureaucratie et l'armée ; le retour à la démocratie directe des soviets ouvriers et paysans (retour à la pensée de Lénine) ; prônait la lutte contre le système de gouvernement de l'URSS, ne s'appuyant que sur la bureaucratie et l'armée, ce système ne pouvant être éliminé que par une révolution politique. La proclamation demandait ouvertement le renversement du régime, accusé d'exploiter les peuples soviétiques et de « les écraser pour se maintenir au pouvoir ».

Ce mouvement se répandit très rapidement dans les universités, notamment celles de Leningrad, Kiev, Odessa. A la fin de l'année 1948, le mouvement comptait plusieurs centaines de membres. Les jeunes étudiants s'en prenaient moins à Staline personnellement qu'au système bureaucratique qui avait favorisé son accession au pouvoir. Le mouvement continua à se développer jusqu'en 1950. Ses membres réussirent même à établir des contacts avec des ouvriers. Le mouvement était organisé en petits cercles de trois ou quatre personnes, très cloisonnés, qui distribuaient des tracts et du matériel de propagande. Les membres des cercles intervenaient dans toutes les discussions lorsque c'était possible, retrouvant la tactique de l'opposition de gauche de Leningrad dans les années 1925-30. En une nuit, des centaines de membres de *L'Œuvre véritable de Lénine* furent arrêtés et condamnés à des peines de vingt-cinq ans de camp dans des procès tenus à huis clos. Le récit de ces procès se colporta de bouche à oreille dans Moscou.

Dans les camps, les membres de *L'Œuvre véritable de Lénine* découvrirent d'autres groupes d'opposants qu'ils ignoraient.

L'Œuvre véritable de Lénine fut pratiquement anéantie, en tant que groupe, dans les années 1950-1951. Mais, à la même époque, à Moscou, se manifesta une autre organisation clandestine d'étudiants, se réclamant également du marxisme, mais de tendance anarcho-syndicaliste, dont le mot d'ordre était : « Des soviets et pas de partis ». Ils refusaient toute centralisation dans la direction de l'Etat, demandaient un gouvernement de syndicats, constitués de soviets et coordonnés par des commissions de députés.

C'est dans les camps que les deux groupes fusionnèrent vraiment, en dépit de divergences théoriques, mais, au bout de quelques années, ils ne formèrent plus qu'une seule organisation, avec des fractions en son sein. La grande question qu'ils débattaient était la suivante :

guerre ou révolution ? Comment, à partir des camps, en s'appuyant autant sur les droits communs que sur les politiques, était-il possible de combattre le plus efficacement le système stalinien ? Les uns pensaient que toute action importante ne pouvait être déclenchée qu'à la faveur d'un conflit généralisé entre l'Est et l'Ouest. Les autres, qu'il s'agirait d'une révolution intérieure à l'URSS. Curieusement, ces jeunes léninistes mettaient tout leur espoir dans les Etats-Unis et les nations occidentales, qu'ils imaginaient, après l'anéantissement du système soviétique, prêts à accepter une république socialiste soviétique revenue à ses frontières de 1939...

Les jeunes léninistes furent parmi les premiers, selon le témoignage de Brigitte Gerland, à faire circuler au camp de Vorkouta l'idée d'une grève massive, après la mort de Staline. Dès 1949, certains avaient tenté d'organiser une grève dans un puits de mine de Vorkouta, mais la tentative avait échoué, et l'on avait alors séparé les politiques des droits communs.

On trouve un reflet des tendances de ces deux mouvements dans un petit livre, publié anonymement en Occident, et qui circula clandestinement en URSS dans les années 1968, *Une matinée de Joseph Staline* (Ed. de l'Herme). Le texte de l'opposition qui est apporté à Staline, comme preuve d'une conspiration, reproduit assez fidèlement les documents de *L'Œuvre véritable de Lénine*, et exprime très nettement sa pensée. Et Staline répond : « Ils n'ont rien inventé depuis vingt ans ».

On trouve des allusions à ces trois mouvements d'opposition de l'après-guerre dans la *Chronique des événements en cours* de janvier 1972 (n° 23), dans un compte rendu du premier numéro d'une autre publication en samizdat, *Oboreznie* (Revue), qui publiait un article intitulé « *Sur l'histoire du samizdat* ». Ces trois mouvements y étaient mentionnés. Là encore, les renseignements les plus précis proviennent des rescapés des camps, principalement de Vorkouta.

UN DEGEL DISCRET

La mort de Staline, en mars 1953, la réhabilitation des médecins accusés de complot, la chute de Béria, provoquèrent une certaine libéralisation, et on procéda à des libérations dans les camps. La révolte ouvrière de Berlin-Est en juin 1953, les grandes grèves des camps de Vorkouta, Norilsk, Kinguir entre l'été 1953 et l'été 1954, malgré leur répression féroce, apportèrent quelques améliorations au statut des détenus politiques. Certains étrangers furent libérés précipitamment, et la vérité commença à filtrer sur l'ampleur de la répression stalinienne.

Un mouvement, assez timide d'abord, se dessina chez les intellectuels, revendiquant une plus grande autonomie de création. En novembre 1953, *Novy Mir* publiait un article de V. Pomerantsev, intitulé *De la sincérité en littérature*, qui marquait une rupture avec le dogme du réalisme socialiste imposé par Jdanov sur ordre de Staline. Ehrenbourg prit position en faveur de Pomerantsev et publia, en mai 1954, son roman *Le dégel*, dont le titre donnait à lui seul la mesure du changement intervenu. Dans le même esprit, plusieurs romans furent publiés, qui

Nous remercions Bernadette Morand et les éditions « Arts et Voyages » (Bruxelles) d'avoir autorisé ANV à reproduire ces pages, extraites du livre L'URSS des profondeurs publié en 1978 à Bruxelles et diffusé en France par Gamma, 3, rue Garancière, 75006 Paris.

La matière première de ce livre, c'est le Samizdat russe : peu nombreux sont en Occident ceux qui peuvent lire régulièrement la production de textes clandestins d'URSS. L'auteur le fait pour nous : son livre permet de se faire une très bonne idée de l'ensemble des thèmes abordés, des débats en cours, des évolutions qui se dessinent. Débats sur les nationalités, débats religieux, débats politiques, tout y est. Un livre précieux

rompaient avec l'optimisme de commande de la littérature soviétique ; le plus célèbre fut *L'homme ne vit pas seulement de pain*, de Doudintsev, suivi par *L'Ingénieur Bakhirev*, de Galina Nikolaieva. On y voyait des usines soviétiques qui ne fonctionnaient pas parfaitement, et des inventeurs désintéressés brimés par des cadres arrivistes et paresseux, ce qui était, dans la littérature soviétique, une innovation certaine.

Mais le grand tournant sera marqué par le XX^e Congrès du PCUS en 1956 avec la divulgation du Rapport Khrouchtchev, puis la révolution hongroise de novembre 1956, précédée par les troubles de Pologne à la fin d'octobre.

A partir de ce moment, deux courants très nets vont se dessiner dans l'opposition en URSS. L'un, purement

littéraire d'abord, l'autre politique, qui finiront par se rejoindre à travers les publications clandestines quelques années plus tard.

Pour les jeunes intellectuels, le XX^e Congrès, et les événements de Pologne, et surtout de Hongrie, avaient constitué des facteurs essentiels les encourageant à la lutte « contre les cerveaux figés », comme le jeune poète Ivan Khabarov avait défini les dirigeants de l'URSS. La riposte des autorités fut brutale et particulièrement maladroite. Refusant aux jeunes poètes le droit de s'exprimer dans un pur lyrisme, elle suscita un mouvement qui s'épanouit à travers la publication clandestine de revues strictement littéraires, d'un caractère plutôt nihiliste, et généralement éphémère, telles que *Hérésie*, *La feuille de vigne*, *Le bourdon bleu*, *Les voix fraîches*...

Du côté des jeunes intellectuels, il s'opérait alors un retour aux sources russes : Dostoievski, Soloviov, Berdiaev, Chestov ; et aussi, par eux, à d'autres bannis, Pasternak, Akhmatova ; et, d'une certaine manière, pour quelques-uns d'entre eux, ce retour aux sources était aussi un retour au christianisme.

Une revue, plus fermement orientée que les autres, *Syntaxe*, dont le rédacteur en chef était Alexandre Guinzbourg, parut à cette époque. Trois numéros parvinrent à l'Ouest, publiés en russe par la revue *Grani*, à Francfort. Khabarov y collaborait. La répression tomba durement sur la rédaction de *Syntaxe*, et Guinzbourg fut condamné à trois ans de camp. D'autres revues naquirent aussitôt, *Boomerang*, édité par Ossipov ; *Phénix 61*, dont le rédacteur en chef était Youri Galanskov, qui devait mourir dans un camp en 1972. On y trouvait également les noms de Boukovsky, V. Nossov. De jeunes poètes vinrent lire leurs œuvres sur la place Maïakovski ; parmi eux se trouvaient Kouznetsov, Ossipov, auxquels cela valut une lourde condamnation, qu'ils purgèrent dans un camp de Morovie, puis à la prison de Vladimir.

L'autre grand événement, qui a marqué ces années, fut la publication, avec l'autorisation de Khrouchtchev, du récit de Soljénitsyne, *Une journée d'Ivan Denissovitch*, au moment où, en 1962, le XXII^e Congrès du PCUS décidait d'enlever Staline du mausolée de la place Rouge.

Pour la première fois, il était officiellement possible, en URSS, de parler des camps et de dire que les détenus politiques n'étaient ni des ennemis du peuple, ni des traîtres à l'URSS et à la révolution. A partir de ce moment, une avalanche de récits sur les camps s'abattit sur les rédactions des revues et les éditions d'Etat. Soljénitsyne a donné, dans *Le chêne et le veau*, une description de ces mois et de l'atmosphère qui régna alors dans les milieux littéraires en URSS.

LES COURANTS SE DIVERSIFIENT

A la fin de 1965, se constituait à Moscou le groupe SMOG (initiales des mots Audace, Pensée, Image, Profondeur), sous l'impulsion de Valéry Tarsis et Michel Naritsa. Ce mouvement se déploya au grand jour, et demanda même à être reconnu officiellement. Il fut soutenu par certains écrivains et par des scientifiques, et même accueilli avec faveur par le Comité des Komsomols de Moscou. On projeta l'organisation d'un congrès avec la participation du comité urbain des Komsomols, en septembre 1966. Mais, au dernier moment, le comité urbain se récusa. Le SMOG eut des filiales à Leningrad, Kiev, Odessa et dans l'Oural. L'ouvrage de Michel Slavinsky, *La presse clandestine en URSS 1960-1970*, donne d'amples détails sur ce mouvement. Boukovsky, Vadim Delaunay furent des membres actifs de SMOG, soutenus par des hommes comme Essenine-Volpine, mathématicien, fils du poète Essenine. Ils organisèrent des manifestations pour protester contre le procès Siniavski-Daniel, en 1966.

La perquisition opérée chez Soljénitsyne à la fin de 1965 tendait, sans doute, à intimider les écrivains en leur montrant que la diffusion d'œuvres non soumises à la censure était illégale. Mais, en général, les autorités cherchèrent des prétextes pour arrêter les personnes diffusant le samizdat et les inculper pour d'autres motifs.

A la fin de 1965, également, Andreï Siniavski et Youli Daniel étaient arrêtés pour avoir publié leurs œuvres en Occident. Ils furent jugés en 1966 et condamnés à sept et cinq ans de camp à régime sévère. Ce procès eut un grand retentissement. Il marque une nouvelle étape dans la répression mais aussi dans la prise de conscience des milieux littéraires en URSS.

A peine sorti de prison, Alexandre Guinzbourg publiait un *Livre blanc* sur le procès Siniavski-Daniel, qui allait lui valoir une nouvelle condamnation, à sept ans de camp cette fois. Ces événements coïncidaient avec l'échec essuyé par Tvardovski dans sa tentative de faire de *Novy Mir* le lieu de la contestation ouverte des intellectuels. Youri Galanskov était arrêté à son tour pour avoir publié une nouvelle livraison de *Phénix* (*Phénix 66*), dans laquelle il déclarait ouvertement la guerre aux staliniens du Comité central. En 1967, Vadim Delaunay était aussi arrêté.

En dehors de ces mouvements à caractère surtout littéraire, des mouvements politiques se développaient également, dans la clandestinité.

Pour la période précédant 1966, outre les trois mouvements dont nous avons déjà parlé, on peut signaler *l'Union des patriotes de Russie*, mentionnée par plusieurs

auteurs du samizdat, appelée parfois « Groupe Krasnopevtsev-Rendel », du nom de ses principaux organisateurs, membres du personnel de l'Université de Leningrad. On y trouve aussi le nom d'étudiants de Leningrad, condamnés en 1958 à des peines de détention de dix ans. Le groupe semblait avoir une orientation nettement marxiste-léniniste.

Une organisation, née parmi les membres de la Faculté des Sciences de Leningrad, en 1963, édita un journal intitulé *Kolokol* (La Cloche) en référence directe à Herzen. Se nommant « Union des Communards », ce groupe serait également d'inspiration marxiste-léniniste. Ses dirigeants étaient Valery Ronkin et Sergueï Khakhaev, qui furent condamnés à sept ans de détention en 1965, ainsi que d'autres membres de cette « Union ». Ils avaient des sympathisants peu actifs, mais prenant part à des discussions, dont le nombre aurait été estimé à deux cent cinquante. L'un des dirigeants de ce mouvement, I.I. Fedorov, aurait été arrêté en 1969 et condamné à six ans de détention seulement, parce qu'il, capitaine du KGB, il aurait travaillé au Ministère de l'Intérieur et été ainsi protégé plus longtemps, échappant aux soupçons qui pesaient sur son groupe.

Un groupe social-démocrate a publié une revue, *Tetrad socialistcheskoï demokratii* (Cahiers de la démocratie socialiste), dont deux numéros ont paru en novembre et décembre 1965, avec des articles de Levitine-Krasnov, Brodski, Evtouchenko, Soljénitsyne.

En 1964, des membres de l'Université de Leningrad fondent *L'Alliance sociale chrétienne pan-russe pour la libération du peuple* (désignée en russe par les lettres BCXOH), qui fut liquidée en 1967, ses membres étant condamnés à de lourdes peines. Ils étaient une trentaine, et trente candidats se préparaient à être admis dans ce groupe, qui a été appelé aussi « Cercle Berdiaev », en hommage au philosophe mort en exil. Ses dirigeants étaient Igor Ogourtsov, traducteur de japonais, Mikhaïl Sado, un orientaliste, Evgeni Vaguine, critique littéraire, et Boris Averitchkine, juriste. Une soixantaine de personnes auraient été arrêtées en liaison avec ce groupe, non seulement à Leningrad, mais à Tomsk et à Irkoutsk. L'orientation de ce groupe était chrétienne et sociale, pour la libération du peuple russe.

On trouve, en 1966, un pamphlet de deux pages de *l'Alliance des Solidaristes russes*, avec un programme en onze pages, reprenant nettement les idées du mouvement de l'émigration blanche de 1930, NTS (Narodno Troudovoï Soyoux — Union populaire du travail), dont le siège fut à Belgrade avant de se fixer à Francfort. En 1971, apparaît un autre document intitulé *Opinion d'un groupe NTS en*

Russie, texte adressé à NTS à l'Ouest. Un tract signé de l'Alliance des Solidaristes russes a circulé à Moscou en 1971. Depuis cette date, un bulletin de l'Alliance des Solidaristes, ainsi que des tracts, ont circulé en URSS.

Un *Club Ryleev* (dont le nom se réfère directement aux Décembristes de 1825), formé par de jeunes intellectuels de Moscou, a été fondé en juin 1966. Une publication *Rouskoïe slovo* (La parole russe) le définit comme « une société humanitaire à caractère socio-littéraire et historico-culturel ». La référence au passé est très claire, à la fois dans le nom du groupe et le titre du journal.

La question des nationalités a suscité également de nombreux mouvements de contestation, dirigés généralement contre la tentative de russification des régions annexées à l'URSS après la dernière guerre. L'Ukraine, les pays baltes, en particulier, sont des foyers d'agitation et n'ont cessé, depuis 1945, de manifester une opposition plus ou moins ouverte, suivant les époques, à la politique du pouvoir soviétique.

D'autres nationalités, comme les Tatars de Crimée, les Meskhètes de Géorgie, et les Arméniens manifestent aussi des revendications nationalistes ouvertes. Les Tatars de Crimée et les Meskhètes de Géorgie ont été déportés, en 1944, vers l'Asie centrale ; les Arméniens revendiquent surtout l'autonomie de leur culture et, comme les Baltes et les Ukrainiens, demandent à être une république non fédérée. D'autres groupes font aussi état de leurs revendications nationalistes, comme en Biélorussie, où, en 1963, un groupe s'est créé pour fonder une organisation antisoviétique, sous la direction d'un jeune homme de vingt-et-un ans, Khanzenkov, qui fut condamné à dix ans de détention pour « trahison ».

Près d'Odessa, en 1964, Nikolaï Dragoch et des enseignants et étudiants de l'université ont fondé une *Union démocratique et socialiste*. Ils furent jugés et condamnés pour activités antisoviétiques.

L'OPPOSITION RELIGIEUSE

L'autre grand problème, qui agite l'Union soviétique, est celui des croyants, de toutes confessions, dont l'opposition n'est pas toujours uniquement religieuse, puisque, pour les Baltes et les Ukrainiens en particulier, elle se confond avec leurs revendications nationalistes et séparatistes. Ils édитent des publications clandestines et sont particulièrement actifs. Dès 1964, les parents des prisonniers baptistes tenaient une conférence secrète pour échanger des nouvelles des prisonniers. Les participants étaient en majorité des femmes, dont les fils et

les maris étaient détenus pour leurs convictions religieuses. Depuis cette date, les conférences se sont multipliées, et, à partir de 1964, deux bulletins ont paru régulièrement, *Bratskii listok* (La Feuille fraternelle) et *Vestnik spassenia* (Le Messager du Salut), diffusant des nouvelles des communautés baptistes, des hymnes religieux, des instructions et des lettres ouvertes aux chrétiens aussi bien qu'aux autorités.

On connaît au moins une dizaine de bulletins semblables, en samizdat, à cette époque, dans les communautés baptistes d'URSS. L'un des plus importants fut celui de la communauté de Barnaoul, dont l'un des membres, N.K. Chmara, est mort en prison, torturé, le 9 janvier 1964.

A partir de 1971, le Conseil des parents de prisonniers baptistes a édité régulièrement un bulletin. Les baptistes ont même une maison d'édition clandestine, *Khristianine*, qui publie des livres religieux. En octobre 1974, sept membres de cette maison d'édition furent arrêtés à Tsesis (Lettonie), les machines et le matériel furent saisis. Ils étaient en train d'imprimer 30 000 évangiles, comme cadeau de Nouvel-An pour les croyants.

Les catholiques lituaniens ont aussi des publications clandestines. Depuis 1972, la *Chronique de l'Eglise catholique de Lituanie* paraît régulièrement.

LA « CHRONIQUE »

Mais l'événement le plus important de l'opposition en URSS fut la publication, à partir de 1968, de la *Chronique des événements en cours*, l'organe du Mouvement démocratique, qui, se basant sur le respect de la loi et de la Constitution de l'URSS, dénonce toute les atteintes aux droits de l'homme en URSS. Réunissant des hommes aussi divers par leurs positions que Sakharov, Medvedev, Levittine-Krasnov, Grigorenko, Amalrik, le Mouvement démocratique déploie son activité dans toute l'URSS.

Interrompue en 1972, la *Chronique* a repris sa parution en 1973, et continue à être diffusée clandestinement.

Contrairement aux revues parues jusqu'alors, la *Chronique* ne publie pratiquement pas de textes littéraires, mais surtout des témoignages sur toutes les atteintes aux droits de l'homme, toutes les violations de la légalité. Elle a publié toutes les protestations de Sakharov et du Mouvement des droits de l'homme. Elle dénonce les internements dans les hôpitaux psychiatriques, le traitement des prisonniers politiques dans les camps, elle donne dans la mesure du possible les compte rendus des procès intentés aux dissidents. Les commentateurs se mon-

trent toujours d'une parfaite objectivité. La *Chronique* est ouverte à tous les courants de pensée, diffusant des textes en provenance d'autres mouvements, se faisant l'écho de toutes les persécutions.

Les autorités tentèrent d'accréditer l'idée que les œuvres diffusées en samizdat étaient illégales parce que « venant de l'étranger ». Puisque, en réalité, rien, dans la loi soviétique, n'interdit à un citoyen de faire lire un manuscrit à quelqu'un, il fallait bien trouver des bases juridiques pour étayer les mesures destinées à enrayer la diffusion du samizdat. Un général du KGB, A. Malyguine, a lancé un avertissement très clair, dans le journal *Molodoï Komouniste* (Le jeune communiste) : « Toutes sortes d'œuvres d'un contenu idéologique nocif viennent de l'étranger. Ce qu'on appelle le « samizdat » est né, lui aussi, sur l'initiative des services d'espionnage étrangers, qui le soutiennent énergiquement ». Cet article date de janvier 1969, à une époque où la circulation des textes se fait plus intense et prend une ampleur qu'elle n'avait jamais eue, à la suite des événements de 1968.

LE TOURNANT DE 1968

En URSS, comme dans toute l'Europe, pour des raisons différentes, l'année 1968 a marqué aussi un tournant. L'invasion de la Tchécoslovaquie a été ressentie par tous les dissidents comme un événement tragique et indigne. La manifestation symbolique de Larissa Daniel, Vadim Delaunay, Pavel Litvinov, Viktor Fainberg, Constantin Babitski, Vadim Dremliouga et Natalia Gorbanevskaya sur la place Rouge, à Moscou, durement réprimée pour « entrave à la circulation » (de façon à mieux discréditer les participants), qu'avait précédée la lettre d'Anatoli Marchenko au journal tchèque *Listy* pour affirmer son soutien au nouveau cours de la politique tchécoslovaque, et qui lui valut, le 21 août 1968 justement, une condamnation à un an de détention (peine maximale pour l'infraction à la législation sur les passeports, chef d'accusation retenu contre lui !) susciteront un mouvement d'opinion souterrain mais très net.

Soljénitsyne, de son côté, raconte, dans *Le chêne et Je veau*, quelles furent ses réactions à l'invasion de la Tchécoslovaquie, et comment, pour sauver *L'Archipel du Goulag*, passé à l'Ouest mais non encore publié, il renonça à faire signer un tract portant ces mots « Quelle honte d'être Soviétique », par quelques grands noms de la littérature et de l'intelligentsia.

Des tracts protestant contre l'invasion de la Tchécoslovaquie ont été assez largement diffusés à Moscou.

Quelques mois plus tard, les funérailles d'Alexis Kostérine, qui avait aussi protesté contre l'invasion de la Tchécoslovaquie en renvoyant sa carte du parti, furent l'occasion d'une manifestation, qui eut une influence certaine sur le développement et l'organisation de certains mouvements contestataires.

Quelques vieux bolcheviques se souvenaient encore des funérailles de Ioffé, en 1927. Ioffé s'était suicidé pour protester contre la prise complète du pouvoir par Staline, et son enterrement avait été l'occasion d'une manifestation silencieuse de l'opposition de gauche, malgré les efforts de la police pour l'empêcher.

Kostérine était aussi un vieux bolchevique, ayant connu les prisons et bagnes tsaristes, combattant de la Révolution d'Octobre et de la guerre civile. Ecrivain connu, il était tombé en disgrâce dans le début des années 30 et avait été arrêté en 1938. Il avait passé dix-sept ans dans les camps staliniens, et n'avait été libéré qu'après la mort de Staline. Pendant qu'il était en camp, une de ses filles était devenue une héroïne nationale d'URSS. Membre d'un groupe de Partisans pendant la guerre, Nina taine sur le développement et l'organisation de certains prise, torturée, évadée, reprise et fusillée, elle avait laissé un *Journal*, publié par *Novy Mir* après la guerre, qui eut un énorme succès et fut traduit dans toutes les langues (notamment en français, préfacé par Elsa Triolet). Mais personne, à l'étranger tout au moins, et probablement en URSS non plus, ne savait que le père de cette jeune héroïne, donnée en exemple à tous les communistes du monde, était, lui, un « ennemi du peuple », dans un camp soviétique.

Après sa libération, Kostérine s'était voué à la défense des minorités opprimées, les Allemands de la Volga, les Tatars de Crimée, les Tchétchènes. Réintégré au PC et à l'Union des Ecrivains, il ne put, cependant, publier la plupart de ses œuvres, qui circulèrent en samizdat. Au moment de sa mort, l'Union des Ecrivains venait de décider son exclusion. L'Union tenta d'escamoter ses funérailles, mais la femme de Kostérine et ses amis, parmi lesquels le général Grigorenko, tinrent bon. Grigorenko parla à la morgue de l'hôpital, puis Djemilev, poète Tatar de Crimée, parla en tatar (et en vers !) devant une nombreuse assistance rassemblée au cimetière. Au repas de funérailles qui suivit, Yakir, Grigorenko, Djemilev, Ochaev, un poète tchètchène, rappelèrent la vie et le combat de Kostérine. Ces discours furent distribués en samizdat.

Peu de temps après, le général Grigorenko était arrêté et interné dans un hôpital psychiatrique. De nombreuses protestations contre cet internement circulèrent. Un jeune psychiatre, Semion Glouzman, publia clandestinement une

expertise psychiatrique sur le cas du général Grigorenko, qui lui valut plus tard une lourde condamnation, qu'il purge encore actuellement.

En 1969, se constituait un Groupe d'initiative pour la défense des droits civiques, qui adressait un appel à la Commission des Droits de l'homme de l'ONU. Ce groupe était appuyé par un Comité de soutien. L'appel se référait à toutes les atteintes aux droits de l'homme en URSS, énumérant les principaux procès, depuis celui de Siniavski et Daniel jusqu'à l'arrestation du général Grigorenko. L'appel se terminait en demandant que la Commission mette à l'ordre du jour de ses travaux l'examen du problème posé par la violation des droits civiques essentiels en Union soviétique. Parmi les signataires de cet appel, on trouvait les noms de P. Yakir, N. Gorbanewskaïa, Khodorovitch, Krassine, Levitine-Krasnov, Pliouchtch, Podiapoliski, Kovalev, Djemilev... Parmi les signataires du comité de soutien, on trouvait aussi de nombreux noms qui reviendront les années suivantes dans le samizdat et la *Chronique des événements en cours*.

Une dure répression touchera les membres de ce premier groupe, à partir de 1970. Ceux qui ne seront pas arrêtés immédiatement seront soumis à des interrogatoires et à la surveillance du KGB. Mais des groupes semblables se constitueront dans d'autres villes, à Kharkov, à Moscou, à Leningrad, à l'Université de Gorki. On trouve des traces de procès contre des membres de ces groupes tout au long des années 1970-72.

C'est en 1968, également, que l'académicien Sakharov écrit son *Memorandum*, et le fait circuler en samizdat, malgré les prières et les menaces du ministre de l'Industrie nucléaire, qui en avait eu connaissance, et craignait son retentissement, étant donné la personnalité de Sakharov.

En 1973, un « Groupe 73 » se fonde à Moscou pour assister les personnes emprisonnées ou soumises aux persécutions du KGB pour avoir usé de leurs droits et de leurs libertés. Fondé par quatre scientifiques (Albrecht, Arkhangelski, Tverdokhlebov et Korneev), ce groupe se considérait comme strictement légal et apolitique, il exprimait sa sympathie pour Amnesty International.

En novembre 1970, à l'initiative de Sakharov, s'était constitué le Comité pour les droits de l'homme, avec Tchalidzé et Tverdokhlebov. Tchalidzé abandonne le Comité lorsqu'il part pour les Etats-Unis (où l'ambassade soviétique lui retire son passeport). Mais Chafarévitch et Podiapoliski se joignent au Comité.

En raison de la personnalité de ses initiateurs, le Comité pour la défense des droits de l'homme rencontre une large audience, il est connu à l'étranger très rapide-

ment. Il échappe aux persécutions ouvertes. Le Comité trouve un écho fidèle de toutes ses interventions dans la *Chronique des événements en cours*.

Le prix Nobel de Soljénitsyne, la circulation de ses œuvres en samizdat suscitent des remous et un intérêt passionné dans les milieux les plus divers. Soljénitsyne apparaît vraiment comme la voix des opprimés, la voix de ceux qui n'ont jamais pu dire leur souffrance et leur lutte tout au long de tant d'années.

L'OPINION INTERNATIONALE

Malgré la répression, l'écho suscité par les campagnes en faveur de certaines personnalités arrêtées en URSS a encouragé les dissidents soviétiques à continuer leur combat.

La solidarité manifestée par les scientifiques, avec Sakharov, avec Jaurès Medvedev, puis Pliouchtch, la campagne en faveur de Boukovsky, aboutissant à son échange avec Luis Corvalan, ont marqué l'influence de l'opinion internationale sur le sort de certains individus persécutés pour leurs prises de position en faveur des droits de l'homme en URSS.

Depuis l'émotion soulevée, en URSS et à l'étranger, par le procès Siniavski-Daniel, les contestataires ont pris conscience de leur force et des possibilités que leur offre le soutien de l'opinion internationale. Les campagnes en faveur de Grigorenko, les révélations sur les internements dans les asiles psychiatriques ont permis de faire passer hors des frontières un courant très net d'information et de solidarité.

La signature des Accords d'Helsinki a fait naître en URSS un espoir très réel. La formation du Groupe social pour le respect des Accords d'Helsinki, et de nombreux autres groupes semblables, nés dans différentes régions d'URSS, montrent que ces accords sont, pour les Soviétiques, un engagement grave de la part de leur gouvernement, et ils sont décidés à veiller, dans la mesure de leurs moyens, à leur respect.

Que le droit à l'émigration, le droit à la liberté de pensée et de réunion aient été officiellement reconnus par l'URSS dans un document international, signé par trente-cinq pays, ne peut plus être, aux yeux de nombreux Soviétiques, une clause de style, mais doit devenir une réalité tangible dans leur vie.

Bernadette MORAND

Tolstoï et Lénine

Du comte Léon Nikolaïevitch Tolstoï et du révolutionnaire Vladimir Ilitch Oulianov, dit Lénine (1), on peut dire qu'ils furent deux géants à la démesure de la Russie. Ils furent également deux penseurs de réputation mondiale.

Il semble paradoxal de vouloir opérer une quelconque jonction ou convergence entre ces deux hommes que tout sépare : la vie, les œuvres, les sentiments, l'action ou les convictions morales. C'est pourtant le second qui, souvent, rendra un hommage, même critique, à son aîné et qui fera en sorte que son souvenir reste vivace dans la Révolution soviétique...

Je n'ai pas l'ambition de rédiger une thèse sur ces relations, mais de dégager seulement quelques jalons trop peu connus qui expliquent la « liaison » entre l'apôtre de la non-violence et le génie de la révolution communiste ; entre le noble voulant vivre comme les pauvres et avec eux et l'idéologue voulant les arracher à la servitude. Non pour s'enraciner dans le passé historique mais au contraire pour déceler ce qui subsiste, ce qui a été camouflé et ce que le présent et l'avenir peuvent restituer de cette confrontation essentielle. Bref, situer la non-violence DANS la révolution et non dans sa marginalité, et en fonction des dissidents de notre temps.

En septembre 1978 devait se tenir en Yougoslavie le VIII^e Congrès des slavisants. Il coïncidait

(1) Tolstoï, né à Iasnaïa-Poliana le 28 août 1828 et mort le 7 novembre 1910 ou, selon le calendrier grégorien, respectivement le 9 septembre 1828 et le 20 novembre 1910. Lénine, né à Simbirsk en 1870 et mort le 21 janvier 1924 à Moscou.

avec le 150^e anniversaire de la naissance de Tolstoï, commémoration qui a pris, en URSS, des proportions inhabituelles (2). Il y a dix ans déjà, je formulais le vœu (3) de voir bientôt surgir le jumelage socio-culturel et politique entre les œuvres de Tolstoï et celles de Lénine, en espérant que l'URSS — enfin — autorise la réimpression, la publication et la circulation des œuvres complètes de Tolstoï, jusque-là censurées ou sélectionnées (4), ou réservées à certains privilégiés de l'université ou des académies. Je pensais le moment venu de « restituer au peuple, toute l'œuvre militante, antimilitariste et nonviolente, de ce prodigieux artiste non conformiste », auteur de plus de cent ouvrages.

Or, voici qu'en août 1978, dans la *Pravda*, les *Nouvelles de Moscou*, *Troud*, les *Izvestia*, etc., on nous informe que le premier tome des œuvres complètes (en russe) de Léon Tolstoï (en 22 volumes) vient de sortir et que le tirage à un million d'exemplaires est déjà couvert par les souscriptions ! Cinq tomes seront publiés en langue ouzbèque.

De plus, dans les commentaires des journalistes et des professeurs, hier admiratifs sur l'aspect littéraire, mais condescendants et hautains sur la pensée morale ou religieuse de Tolstoï, voici que l'on perçoit des opinions soviétiques autorisées qualifiant Tolstoï de « partie intégrante de notre vie spirituelle », dont il ne faut plus négliger les appels antimilitaristes de résistance à la guerre. A toute occasion, on rappelle combien Lénine admirait son œuvre ; combien Gorki, l'athée, s'écriait : « Je le regardais et pensais : cet homme-là est semblable à Dieu » ; comment Tchekhov, peu enclin à l'hyperbole, parlait de son hypnotisme ; comment Rozanov estimait qu'en Tolstoï le peuple russe se retrouvait tout entier.

(2) Ainsi le philologue soviétique, Constantin Lomounov vient de publier « Tolstoï, grand champion de la paix », tiré à 50 000 exemplaires.

Parmi d'autres, ce professeur avait publié aussi « Lénine lit Tolstoï ».

(3) *Cahiers de la Réconciliation*, n° 5-6, mai 1968.

(4) En fait, depuis 1917, des œuvres de Tolstoï ont été éditées 2 450 fois en 66 langues de l'URSS et en 30 langues étrangères. Il est naturellement au premier rang des Classiques avec un tirage global qui dépasse 210 millions d'exemplaires.

LORSQUE Lénine, âgé de 25 ans, commençait en 1895 à fréquenter les cercles ouvriers de Pétersbourg, Tolstoï avait 67 ans et avait déjà publié « *Guerre et paix* » (1869) (5), « *Anna Karénine* » (1876), « *Confession* » (1880), « *La mort d'Ivan Ilitch* » (1887), la « *Sonate à Kreutzer* » (1889) et il préparait (depuis 1889) « *Résurrection* », qui sont considérés comme des chefs-d'œuvre de la littérature mondiale. Tolstoï était la figure de proue de la paysannerie russe dressée contre le tsarisme et l'asservissement socio-économique. Il pouvait dire à Maxime Gorki « je me sens plus moujik que vous » ! Ses œuvres, mises à l'index par le régime, étaient traduites à l'étranger. Il entretenait une correspondance énorme avec des intellectuels du monde entier (6). Il fut également excommunié par le Saint Synode en février 1901 pour ses vues trop rationalistes et non conformistes sur l'orthodoxie.

Révolutionnaire social, il était aussi théologien, moraliste, artiste, conteur, historien, mais à la différence des futurs courants bolchevistes, c'était un antimilitariste radical, un nonviolent libertaire et finalement un objecteur de conscience qui avait trouvé sa vocation profonde après s'être bagarré pendant des années de sa jeunesse dans l'armée (qu'il quitta en 1851) en menant une vie assez désordonnée.

*
*
*

En septembre 1908, toute l'Europe progressiste célèbre le 80^e anniversaire de Tolstoï. Le journal bolchevique *Proletari* qui paraissait à Genève, publie alors le premier grand article de Lénine sur l'œuvre de l'écrivain. Il était intitulé « *Tolstoï, miroir de la révolution russe* ». Le futur leader communiste considérait l'écrivain de Iasnaïa-Poliana comme l'interprète incontestable des sentiments et des intérêts des millions de paysans russes. Il affirmait que Tolstoï avait conquis la reconnaissance mondiale précisément « parce qu'il a su créer un tableau

(5) Roman inspiré des guerres de 1805 et 1812 contre Napoléon.

(6) Les archives Tolstoï contiennent plus de 50 000 lettres venues de partout et plus de 10 000 réponses de l'écrivain. Il s'intéressait à toutes les cultures et toutes les religions dans les cinq continents.

incomparable de la vie russe », parce qu'il traduisait avec une rigueur « dont seuls les artistes de génie sont capables » l'originalité du développement de la Russie de la seconde moitié du XIX^e siècle et du début du XX^e siècle, parce qu'il avait décrit avec justesse « la mentalité des masses, leur rejet de la violence et de l'oppression », leurs aspirations à une vie meilleure. La critique imputable du despotisme, du capitalisme, « l'arrachement de tous les masques de la comédie du tribunal et de la direction de l'Etat » (7), tout cela Lénine l'appréhendait. Mais, par contre, il n'aimait pas du tout les théories tolstoïennes de la nonviolence (non-résistance), du perfectionnement moral et du renouveau spirituel. Il liait cela aux côtés faibles (et réactionnaires) de la paysannerie, aux conditions asiatiques de la Russie des moujiks. Il pensait que si les œuvres de Tolstoï sont très éducatives, elles aident également les militants à surmonter les aspects « négatifs » de sa pensée. Lénine écrivit encore sept articles sur Tolstoï (8), mesurant l'impact positif de son œuvre et situant ses contradictions et ses faiblesses en fonction de ce que lui-même estimait néfaste par rapport aux exigences présentes et futures de la révolution socialiste à venir. C'est en quoi il disait que Tolstoï avait porté préjudice au mouvement révolutionnaire.

Lors de la révolution de 1905, Tolstoï refuse les moyens violents qu'elle emploie, mais il proclame qu'une révolution pacifique et paysanne est indispensable. Il s'indigne de la répression et publie des textes pathétiques : « *Je ne puis me taire* ». Après cette révolution de 1905, Lénine vient à Paris (centre de l'émigration révolutionnaire russe), pendant 3 ans et demi (de décembre 1908 à juin 1912). Il y fit plusieurs conférences sur Tolstoï, dont celle du 18 janvier 1911 à la Salle des Sociétés scientifiques (9).

(7) Professeur Youri Loukine, in *Nouvelles Moscou* 27-8-78.

(8) Dont « *L.T. et le mouvement ouvrier* » - « *T. et la lutte prolétarienne* », etc.

(9) Le résumé en fut publié dans *Parijski Vestnik* (Messager de Paris) n° 3/1911. Un livre de R. Kaganova fut édité à Moscou en 1977 (Ed. Mysl) sur « *Lénine en France* ». Mais, par ailleurs, sur le séjour de Lénine en Suisse, il faut lire les belles, féroces et savoureuses pages de Soljenitsyne : « *Lénine à Zurich* » (Ed. du Seuil).

L sera donc très intéressant demain de mesurer en U.R.S.S. l'effet réel de la réédition complète des œuvres de Tolstoï. Tout porte à croire en effet qu'elles réveilleront dans la *mémoire populaire* un certain nombre d'idées que le stalinisme et le régime ont voulu écraser, avec acharnement et fanatisme.

Le lecteur soviétique de 1979, lorsqu'il lira par exemple « *Appels aux dirigeants* » (dont je possède l'édition parisienne de 1902), qui contient ces fameux « *Appels aux officiers et aux soldats* » écrits en décembre 1901, à Haspra, va nécessairement faire un examen de conscience terrible, lui qui a connu le Goulag ou qui a vécu l'invasion de la Tchécoslovaquie en août 1968 !! (10).

De plus, il y a des chapitres inouïs de Tolstoï sur l'Etat, la peine de mort, la guerre, les prisons, l'argent, le pouvoir, la justice, les tribunaux, l'armée et l'apprentissage du meurtre, l'Eglise, l'administration, la nonviolence, la désobéissance civile, la responsabilité individuelle, le travail manuel, la paix, les religions, l'éducation des enfants, le partage... Ces chapitres ont, depuis la Révolution d'Octobre, une singulière résonance d'actualité !

Puis aussi, cet autre ouvrage de 1893 : « *Le salut est en vous* » ou « *Le royaume des cieux est en vous* », dont on sait qu'il fit découvrir le *Sermon sur la Montagne* à Gandhi. Celui-ci avait envoyé de Londres sa première lettre à Tolstoï (11). La communion de ces deux génies fut extraordinaire. « La Russie m'a donné en Tolstoï un maître (gourou) qui m'a pourvu d'une base raisonnable pour ma nonviolence » écrivait Gandhi.

(10) De même, l'Acte Final d'Helsinki devint la base de la résistance non-violente des dissidents actuels qui y retrouvaient proclamés tous les principes que l'Etat n'appliquait pas !

Déjà du temps de Lénine, la dissidence était très vivace et s'appuyait sur des conceptions pluralistes des courants dans les soviets. Dès alors des dissidents devaient fuir l'URSS, tels Victor Serge, Voline Makhno, etc ; plus tard Trotski et tant d'autres. Mais des millions furent massacrés. Dès avant 1930 des comités de gauche se constituaient chez nous pour arracher des militants à la Guépou.

(11) En 1909. Il avait alors 40 ans et Tolstoï 81. Deux mois avant sa mort, le 7-9-1910, Tolstoï envoyait sa dernière lettre à Gandhi, dans laquelle il trace le plan de campagne nonviolente pour l'Inde...

Enfin, il ne faut pas négliger qu'il reste en U.R.S.S. 180 millions de citoyens d'origine orthodoxe, dont près de 60 millions de pratiquants réguliers ou occasionnels. Que des courants dynamiques vont de la dissidence à l'inféodation totale au Pouvoir. Qu'il y a aussi les baptistes, les adventistes et autres sectes, sans oublier l'Islam et ses 50 millions de fidèles en Orient soviétique (12). Bref, comme l'écrivait Mgr Etchegaray en 1966 : « Personne ne soupçonne l'ampleur de la vie religieuse en U.R.S.S. C'est le plus grand volcan de la chrétienté ». Dans ce terreau, la pensée tolstoïenne peut retrouver des échos considérables.

N'est-ce pas déjà, après 61 ans d'athéisme officiel, un prodigieux exemple de résistance spirituelle nonviolente ?

**

TOUS les courants révolutionnaires, à l'aube du XX^e siècle, étaient en contact avec Tolstoï. Ainsi, il recevait régulièrement chez lui Brontch-Brouévitch, collaborateur de Lénine, qui devint l'un des responsables du Conseil des Commissaires du Peuple et qui avait collaboré aux éditions *Svobodnoïe Slovo* (parole libre) dirigées par Vladimir Tchertkov en Angleterre. Ce dernier était l'ancien secrétaire de Tolstoï (et devint membre de l'Internationale des Résistants à la guerre - I.R.G. - W.R.I.). C'est lui d'ailleurs qui nous fit parvenir copie d'une édition originale du fameux statut soviétique (du 4 janvier 1919) des objecteurs de conscience, signé par Lénine au bas du Décret du Conseil des Commissaires du Peuple (voir annexes).

Pourquoi Lénine a-t-il signé ce texte et obtenu ce droit au refus du service militaire en pleine révolution bolchevique alors que tant de ses écrits fustigeaient les pacifistes et appelaient les prolétaires à prendre les armes contre la bourgeoisie ? Tout indique que c'était, pour lui, une manière

(12) A ce propos, voir l'ouvrage « *L'Empire éclaté* », d'H. Carrère d'Encousse (Ed. Flammarion 1978).

d'hommage à Tolstoï et aux dizaines de milliers de nonviolents et antimilitaristes russes qui avaient résisté à l'oppression tsariste (13). Egalement parce qu'il savait que ce courant contestataire et populaire n'était pas du tout étranger au socialisme, *mais qu'il en constituait l'une des composantes historiques indiscutables*. Non seulement en Russie mais dans la tradition ouvrière, internationaliste, anarchiste, socialiste et syndicaliste révolutionnaire de toute l'Europe.

Lénine avait suivi avec attention toute la lutte prolétarienne et syndicale contre le militarisme, le patriotisme et la préparation de la tuerie de 1914-1918. Il connaissait les congrès de la C.G.T. et des partis socialistes qui, avec Jaurès et Liebknecht, appelaient les masses à refuser de faire la guerre et à déclencher la grève générale aux armées si elle devait éclater (14).

De même, Lénine savait que le Congrès de la Paix qui devait se tenir à Stockholm en 1909 avait été annulé, tellement les autorités avaient eu peur du rapport préparé par Tolstoï et dans lequel il lançait un appel généralisé à l'objection de conscience collective. Il avait vu l'assassinat de Jaurès, l'effondrement de l'internationale socialiste en 1914. Mais il était, avec Trotski, aux côtés des pacifistes, des antimilitaristes, des socialistes révolutionnaires lors des fameuses conférences historiques de Zimmerwald (septembre 1915) et de Kien-

(13) Certes, en 1921, il dira à Humbert Droz qui le félicitait du statut, que les objecteurs « seraient de mauvais soldats et démoliraient l'armée »... Mais enfin ! Par contre, selon Voline dans « La révolution inconnue » (Ed. Belfond) il y eut jusqu'à 1922, dans la tourmente générale, 92 objecteurs tolstoïens-anarchistes fusillés.

(14) Il est utile de se rappeler à cet égard le V^e couplet du Chant de l'Internationale :

« Les rois nous soulaient de fumée
Paix entre nous, guerre aux tyrans
Décrétons la grève aux armées
Crosse en l'air et rompons les rangs
S'ils s'obstinent ces cannibales
A faire de nous des héros
Ils sauront bientôt que nos balles
Sont pour nos propres généraux. »

On sait que le parolier de l'INTERNATIONALE était un franc-maçon socialiste, Eugène Pottier, né à Paris en 1816 et exilé après la Commune. Il y revint, et lors de sa mort en 1887 Paris lui fit des funérailles grandioses.

thal (avril 1916) en Suisse, qui rassemblaient tous ceux qui se dressaient contre la guerre au sein du mouvement ouvrier européen (15).

Enfin, dans la tradition non-conformiste et révolutionnaire russe, Lénine pouvait penser encore aux dizaines de milliers de *paysans* nonviolents mennonites que la tsarine Catherine II avait accueillis dès 1788 lorsqu'ils fuyaient les répressions des propriétaires fonciers des Balkans. Il n'ignorait pas que lorsque le tsar voulut les mobiliser en 1870, il dut y renoncer devant leur objection de conscience collective. En 1914, ils étaient encore 100 000 en Russie et jusqu'à 1929 leurs droits furent protégés, notamment grâce au statut de 1919. Mais il y avait aussi, depuis la fin du XVII^e siècle, des milliers de Doukhobors (combattants spirituels), pacifistes, socialistes-chrétiens et antimilitaristes, dont « l'anarchisme » appelait la persécution de l'Etat et de l'Eglise. D'abord brûlés vifs et déportés, ils furent ensuite acceptés puis de nouveau opprimés. Tolstoï, dans une immense campagne de portée internationale, vint à leur secours en 1898 et obtint des aides considérables pour permettre leur émigration au Canada (où ils constituent toujours de grandes communautés) (16). Puis, en 1924, Biroukoff obtint encore, après la mort de Lénine, que les Doukhobors puissent rentrer en URSS et qu'ils soient exemptés du service militaire.

**

(15) A ce sujet voir :

- *L'origine de l'Internationale Communiste*, par J. Humbert-Droz. Ed. La Baconnière, 1968.
- *Le mouvement ouvrier pendant la guerre - De l'Union sacrée à Zimmerwald*, par Alfred Rosmer. Ed. Librairie du Travail - Paris 1936 (588 pages).
- *Syndicalisme révolutionnaire et communisme. Les archives de Pierre Monatte*, Ed. Maspero, 1968.
- La collection de la revue « *La révolution prolétarienne* » éditée à Paris. Certains ouvrages de Romain Rolland, dont « *Vie de Tolstoï* », publié en 1911, puis mis à jour en 1928 ; sans oublier « *Au-dessus de la Mêlée* » et « *Les Précurseurs* ».

(16) Sur tous les mouvements nonviolents dans l'histoire humaine, il faut lire les deux ouvrages de B. de Ligt « *La Paix créatrice* », Ed. Rivière - Paris 1934 (à présent diffusés par Ed. Sirey).

Il était donc normal qu'en fonction de ce passé Lénine signe également, le 30 mars 1918, l'arrêté spécial protégeant le domaine de Tolstoï à lasnaïa-Poliana ; puis le 6 avril 1920, il signa le décret sur la nationalisation de la maison de Tolstoï à Moscou. Quant à la demeure de Khomovniki, elle devint un musée en 1921. Puis le domaine de lasnaïa-Poliana (17) fut proclamé musée-domaine ouvert à tous par le décret du Présidium du 10 juin 1921. C'est d'ailleurs un ancien membre du Conseil de l'I.R.G., Valentin Bulgakov, qui en fut le gardien officiel et le guide, jusqu'à sa mort en septembre 1966. Il était le dernier des secrétaires personnels de Tolstoï.

C'est dans ces lieux que des milliers de soviétiques et d'étrangers défilent aujourd'hui pour commémorer le souvenir de Tolstoï. Sur les Livres d'or, on trouve aussi des dédicaces... (merveilleuses) de Léonide Brejnev rendant hommage à l'écrivain de paix et de justice... Ah ! s'il pouvait l'entendre aussi pour les milliers de dissidents qui invoquent la justice depuis tant d'années, alors que leur nonviolence les jette en asile psychiatrique ou aux travaux forcés.

Un autre fait peu banal du rapport Tolstoï-Lénine m'a particulièrement touché dans les années plus récentes. Zimmerwald, dont je parlais plus haut, avait été choisi comme lieu *secret* de la Conférence de 1915, par un pasteur protestant suisse, docteur en théologie (18), qui s'appelait Jules Humbert-Droz. Socialiste de gauche et tolstoïen, il sera condamné en 1916 comme objecteur de conscience à six mois de prison et trois ans de privation des droits civiques. Il avait publié sa défense « *Guerre à la guerre - A bas l'armée* ». En la lisant, Lénine avait réagi ainsi : « J'ai lu la plaidoirie de J.H.D. Mon Dieu, quel philiste du tostoïsme ! »... Puis encore il lui avait trouvé « des bâilles d'esprit borné tolstoïen et de

(17) La traduction française de lasnaïa-Poliana est CLAIRCOLLINE (ou clairière). Or, un quartier résidentiel de La Hulpe (près de Bruxelles) s'appelle ainsi, du fait qu'un tolstoïen allemand, l'écrivain et dramaturge Carl Sternheim vint s'y installer avant 1914 ! (Le Peuple, 20-9-1978).

(18) Il avait présenté sa brillante thèse à l'Université de Neuchâtel le 10-7-1914 sur « Christianisme et Socialisme ».

pacifisme petit-bourgeois » ! Et pourtant, en 1921, c'est lui que Lénine choisira comme « secrétaire de l'*Internationale Communiste* », avec le hongrois Rakosi et le finlandais Kuusinen. J. Humbert-Droz deviendra, pour le Komintern, « *L'œil de Moscou à Paris* » (19) et en bien d'autres lieux (20).

Or, si le premier volume de ses Mémoires s'intitule « *Du tolstoïsme au communisme* », que d'autres retracent tout son travail dans le mouvement communiste jusqu'à 1942, J.H. Droz redeviendra alors secrétaire général du Parti socialiste suisse, pour terminer ses dernières années de combat dans le courant anti-guerre de sa jeunesse, aux côtés des pacifistes, des anti-atomiques, des objecteurs et des socialistes chrétiens (21). J'évoque cela, en fonction de Tolstoï, parce que le fameux *Testament de Lénine* de 1923 sera un réquisitoire prophétique (22) contre la brutalité de Staline, ce camarade qu'il « faudrait déplacer de son poste de secrétaire général » avant qu'il ne soit trop tard, parce que la révolution risque de dégénérer. « Dans quel bourbier sommes-nous enfouis ! » s'écrie Lénine. Pendant des mois, il sera terrassé par les progrès de sa maladie. A moitié paralysé, ne pouvant plus parler, se rapprochant de Trotski et appelant tous les autres à corriger et enrayer la course à la bureaucratisation totalitaire que Staline, cyniquement, met en marche. Comme l'écrit Rosmer, dès la mort de Lénine, la décomposition du *communisme* était apparente. Mais l'orthodoxie moscouitaire et les divers P.C. staliniens, pendant plus de 50 ans, ont masqué et manipulé l'histoire.

Or, ce n'est pas un paradoxe : entre un Tolstoï qualifié d'anarchiste (par ses positions radicales contre l'Etat et par ses appels aux responsabilités

(19) Coll. Archives Julliard - Paris, 1964.

(20) Il publiera, bien après sa rupture avec Staline, ses *Mémoires* et ses *Archives* qui sont passionnantes. Par exemple les quatre volumes édités à Neuchâtel par la *Baconnière*.

(21) J'eus l'occasion d'être à la tribune avec lui et le pasteur Mathiot, lors du Congrès romand des Socialistes religieux à Yverdon, le 26-10-58.

(22) *Le dernier combat de Lénine*, par Moshé-Lewin, Ed. de Minuit, 1967. - *Moscou sous Lénine*, par A. Rosmer ; préface de A. Camus ; Ed. Pierre Horay, 1953.

individuelles et autogestionnaires) et Lénine dans son ouvrage « *L'Etat et la révolution* », il y a peut-être plus de convergence essentielle que d'incompatibilité historique.

Certes, en écrivant sa brochure dans un cadre historique précis en août-septembre 1917, Lénine ne pouvait encore évaluer la praxis de l'exercice du pouvoir et les immenses problèmes engendrés par la direction de l'Etat. Mais ce qui est sûr, théoriquement, pour lui, *comme marxiste*, c'est que la conception du rôle de l'Etat est d'une importance capitale. Aussi il affirme que *le socialisme et l'Etat se développent parallèlement mais en sens contraire* ; que la montée de l'un coïncide avec le déclin de l'autre ; et que *la mort de l'Etat marque l'avènement du socialisme* (23).

Lénine proclame que le prolétariat doit *démolir* la machine d'Etat de la bourgeoisie et la remplacer par *l'Etat prolétarien* qui ne sera qu'un *demi-Etat* car « il ne faut au prolétariat qu'un Etat *en voie d'extinction*, c'est-à-dire constitué de telle sorte qu'il commence immédiatement à s'éteindre et ne puisse point ne point s'éteindre ». C'est déjà ce que Engels évoquait dans le socialisme où « le gouvernement des personnes fait place à l'administration des choses... L'Etat n'est pas aboli, il s'éteint ». D'où la liaison profonde entre *l'autogestion et le dépérissement de l'Etat* (24).

Toute l'intuition *tolstoïenne* et libertaire reste en effet essentielle dans la démarche du socialisme autogestionnaire, mais elle n'est pas du tout étrangère à la conception marxiste et leniniste quant aux finalités des processus historiques. N'est-ce pas Daniel Guérin qui publiait un ouvrage sur le « *Marxisme libertaire* » ?

Certes, beaucoup d'ouvrages nous ont expliqué pourquoi, dès 1920, « vu les circonstances spéci-

(23) Certes, beaucoup de penseurs socialistes, comme Bettino Craxi (*Le Monde*, 24-10-78) contestent radicalement cette vision. Pour eux, la logique leniniste est mystificatrice car « il faut étayer toute chose » pour parvenir à la société sans Etat. Léninisme et pluralisme sont antithétiques. Le *totalitarisme de la coercition* précède celui du consentement....

(24) Voir Pierre Joye, in *Cahiers marxistes*, septembre 1978 ; mais aussi « *Lénine et l'autogestion* », *Cahiers marxistes*, mai 1976 - Bruxelles (Fondation Jacquemotte - P.C.B.).

ques de l'époque », l'U.R.S.S. comme Lénine, ont abandonné les perspectives autogestionnaires, pourquoi ils ont *militarisé le parti et sacrifié l'Etat*, permettant l'épouvantable période stalinienne et le socialisme du Goulag, mais nous pensons maintenant que, du XX^e Congrès du P.C.U.S. à l'euro-communisme, des choses changent réellement. Dans les notions actuelles de coexistence pacifique, de voie pacifique vers le socialisme, de démocratie, de révolution légale, graduelle, non-armée et parlementaire, de pluralisme marxiste, de socialisme à visage humain, etc, n'y a-t-il pas toute la sève humaniste et révolutionnaire qui pouvait rapprocher, précisément, deux hommes aussi différents que Tolstoï et Lénine ?

Verrons-nous donc bientôt les premiers ouvrages marxistes et socialistes sur la stratégie de transition dépasser le concept périmé d'insurrection armée du prolétariat, rejeter la conscription « populaire » de nos régimes « bourgeois » et leurs « Défenses nationales » (atomiques ou conventionnelles) pour aboutir enfin à la seule alternative, celle de la Défense civile et populaire nonviolente ?

Toutes ces réflexions nous ramènent aux *dissidents* d'aujourd'hui, de l'Est et de l'Ouest : par leur nouvel internationalisme, ils sont en train de forger, contre les maladies perverses des totalitarismes divers, les éléments de convergence essentiels qui doivent demain garantir le jumelage effectif du socialisme et des libertés démocratiques. Le recul historique aidant, avec la connaissance du passé et la réflexion présente, il est sûr que *socialisme et nonviolence* désormais seront, dans les mouvements ouvriers et ceux du Tiers-Monde, le parcours le plus riche pour l'éclosion des révolutions humaines.

Si le peuple russe, bientôt, retrouve la *synthèse* de ses deux géants, alors Tolstoï et Lénine apporteront au monde des « lendemains qui chantent ».

Jean VAN LIERDE.

Annexes

DECRET DU CONSEIL DES COMMISSAIRES DU PEUPLE DU 4 JANVIER 1919 PORTANT EXEMPTION DU SERVICE MILITAIRE EN RAISON DE CONVICTIONS RELIGIEUSES

1. Ordonnons que, sur décision du Tribunal du peuple, il soit accordé à toute personne ne pouvant participer à un service militaire en raison de ses convictions religieuses, le droit d'y substituer, pour la durée du service des appelés de la même classe, un service sanitaire à accomplir par priorité dans les hôpitaux pour malades contagieux, ou un autre travail d'utilité publique, au choix de l'appelé.

2. Avant de statuer sur la substitution du service militaire par un service civil, le Tribunal du peuple demande pour chaque cas particulier une enquête du Conseil Unifié de Moscou pour les Sociétés et Groupes religieux. L'enquête doit établir si les convictions religieuses de l'appelé excluent la participation au service militaire et si l'appelé agit sincèrement et en bonne conscience.

3. Le Conseil Unifié de Moscou pour les Sociétés et Groupes religieux a, par dérogation, le droit d'entreprendre, à la suite d'une décision unanime, des démarches auprès du Présidium du Comité Exécutif Central Panrusse, en vue d'obtenir l'exemption totale du service militaire, sans service civil de substitution, s'il peut expressément prouver l'incompatibilité de ce service de remplacement avec les convictions religieuses de l'appelé, avec la littérature religieuse de la secte considérée, ainsi qu'avec la vie privée de l'appelé.

Remarque : L'introduction de la demande d'exemption du service militaire est un droit de l'appelé lui-même autant que du Conseil Unifié de Moscou pour les Sociétés et Groupes religieux, ce dernier ayant le droit d'entreprendre les démarches en vue de l'examen de l'affaire par le Tribunal du peuple de Moscou.

Le Président du Conseil des Commissaires du Peuple,
V. OULIANOV (LENINE)

Le Commissaire du Peuple à la Justice, KOURSKI
Le Chef du Service administratif du Conseil des Commissaires du Peuple, V. BRONTCH-BROUIEVITCH.

Le Secrétaire, L. FOTIEVA.

4 janvier 1919. Moscou. Kremlin.

Publication faite au Recueil des Lois et Règlements du Gouvernement des Ouvriers et Paysans du 20 mai 1919, n° 17, et au Journal du Commissariat du Peuple à l'Armée du 16 janvier, n° 10. (Isvestia).

TELEGRAMME AUX COMMANDEMENTS DES REGIONS MILITAIRES ET AUX COMMISSAIRES MILITAIRES

Conformément au décret du Conseil des Commissaires du Peuple du 4 janvier courant, les appelés refusant d'accomplir leur service militaire en raison de leurs convictions religieuses ne seront plus soumis à la détention préventive avant l'examen de l'affaire par le Tribunal du Peuple, ni à l'enrôlement pour l'arrière-front, à condition que les intéressés aient signé une déclaration conformément au décret. Leur affaire est à transmettre au Tribunal du peuple.

29 avril 1919. N° 1238/L

Le vice-président du Conseil militaire révolutionnaire de la République : E. SKLIANSKI.
Authentique : le secrétaire de la direction du Quartier général panrusse. MLADOV.

Ce décret du 4 janvier 1919 a été republié, pour la première fois semble-t-il, dans le recueil « Décrets du pouvoir soviétique » (Dekrety sovietskoj vlasti), t. IV, Mos., 1968, pp. 282-284 (décret n° 131). Ce texte est suivi d'une note explicative.

Le projet du point 3 du décret est écrit de la main de LENINE.

**

Une ordonnance n° 237, désignant les sectes, mouvements ou églises non-violents reconnues, fut prise par le Commissariat de la Justice et de la Haute Cour en 1923. Confirmation fut faite par la loi n° 424 du 13 août 1930 et par l'article 59/5 du Code criminel soviétique.

Depuis, le statut a été abrogé par Staline. Seules les dispositions administratives furent prises en faveur des objecteurs de conscience soviétiques, notamment pendant et après la guerre 1941-1945. Mais depuis les récentes années, plusieurs dizaines d'objecteurs furent à nouveau condamnés à de lourdes peines en URSS. Certains ont été adoptés par des sections de Amnesty International depuis 1976.

**

BOUKOVSKY

le résistant

En décembre 1976, sur l'aéroport de Zurich, le communiste chilien Luis CORVALAN fut échangé contre le « dissident » russe Vladimir BOUKOVSKY. Surmontant l'éccurement qu'inspirait cet étrange marchandise d'hommes, nous nous sommes réjouis que deux hommes retrouvent la liberté, que deux victimes du totalitarisme soient libérés de l'écrasement.

Pourquoi Boukovsky ? Pourquoi, parmi la foule de ceux qui sont actuellement détenus dans le Goulag multiforme (prisons, camps, hôpitaux psychiatriques « spéciaux »), Brejnev a-t-il choisi de se débarrasser précisément de cet homme-là ? Quiconque aura lu le livre de Boukovsky Et le vent reprend ses tours, ne posera pas deux fois la question : pour un régime totalitaire, c'est une peste qu'un tel homme ! Un homme qui, par fidélité à ses principes, refuse toute concession, un homme qui a su vaincre sa peur, c'est un homme sur lequel le pouvoir n'a plus de prise, fût-ce au fond d'une prison. Et si, en plus, c'est quelqu'un d'assez astucieux pour repérer

les points faibles du système et s'en servir contre lui (voir le texte ci-dessous sur les « plaintes »), il ne reste plus qu'à l'éliminer au plus vite. Boukovsky était déjà trop connu à l'étranger pour être liquidé physiquement. Restait l'expulsion...

A la différence de Pliouchtch et de Soljénitsyne, Boukovsky n'est pas porteur d'une doctrine politique. On ne le voit guère participer aux débats qui divisent profondément les dissidents (par rapport au marxisme, au nationalisme russe, à l'Occident, etc...). Pourtant la lecture de son livre est indispensable à tous ceux qui, à l'Est comme à l'Ouest, sont à la recherche de nouvelles attitudes politiques. Boukovsky ne nous donne pas de recette sur la manière d'organiser une société plus juste, plus libre ; mais il nous montre comment, face à un pouvoir totalitaire, il est possible, opinièrement, de résister. Et qui pourrait dire que ce n'est pas une leçon politique qui peut nous être utile, à nous aussi ?

Les pages qui suivent sont extraites, avec l'autorisation des éditeurs, du récent livre de Boukovsky, Et le vent reprend ses tours, publié chez Robert Laffont.

NOUS avons compris une grande vérité, à savoir que ce n'est pas le fusil, ce ne sont pas les chars, ce n'est pas la bombe atomique qui engendrent le pouvoir, et le pouvoir ne repose pas sur eux. Le pouvoir naît de la docilité de l'homme, du fait qu'il accepte d'obéir. C'est pourquoi

tous ceux qui, chez nous, refusent d'obéir à la violence la réduisent exactement d'un 250 millionième. Nous avons participé au mouvement pour le respect des droits. Nous avons été à bonne école dans les camps. Nous savons donc quelle peut être la force foudroyante de l'insoumission de

l'homme. Et les puissants le savent aussi. Depuis longtemps, ils négligent dans leurs calculs, les dogmes du communisme. Ils les ont tous rejetés. Ils n'ont plus besoin d'hommes qui croient en un avenir radieux, ils ont besoin d'hommes soumis. Et quand on nous fait mourir de faim dans les camps et qu'on nous laisse pourrir dans les cachots, ce n'est pas un acte de foi dans le communisme que l'on cherche à obtenir de nous, mais notre soumission ou, tout au moins, un compromis (p. 35).

L'obstruction par les plaintes

LE travail forcé est, en soi, humiliant pour l'homme. Dans un régime pénitentiaire où soixante pour cent du salaire est retenu par la prison pour les besoins de la garde ; où le coût de votre nourriture, de vos vêtements et de votre entretien est déduit de la somme qui reste ; où le travail, moyen de votre « rééducation », vous prend huit heures par jour, six jours par semaine ; où, en outre, les normes de rendement sont artificieusement relevées pour rendre la tâche démesurée, dans un tel régime, je le déclare, le travail est inacceptable pour tout homme qui se respecte.

Nous avons donc refusé, et ce fut le début d'un long siège. Nous tous, les réfractaires enragés, on nous fit passer, et à plusieurs reprises, par toutes les sortes de châtiments possibles et c'est ainsi que je suis resté un an et demi, sur un peu moins de deux ans, au régime sévère ! Les autres écopèrent plutôt du cachot. Certains y ont passé soixante et même soixante-quinze jours. On a coupé toute correspondance avec notre famille, on nous a privés de visites, on nous a interdit tout achat à la boutique de la prison. C'était une guerre impitoyable, une guerre d'usure. Chacun comprenait qu'il ne pouvait pas se permettre de la perdre. C'est pourquoi, en dehors des habituels moyens de défense : grèves de la faim, transmission d'informations à l'exté-

rieur sur les illégalités commises dans la prison, nous avons appliquée une méthode quelque peu inattendue : nous avons littéralement fait couler les instances officielles sous une avalanche de plaintes.

Il faut connaître le système bureaucratique soviétique pour comprendre quel effet cela pouvait produire. D'après les lois en vigueur en URSS, tout détenu a le droit de porter plainte auprès de toute institution publique, auprès de tout fonctionnaire. La plainte doit être expédiée de la prison dans un délai de trois jours, à compter du moment où elle a été déposée. La direction dispose du même temps pour rédiger sa propre version des faits, pour fournir un extrait du dossier du plaignant et mettre le tout dans la même enveloppe que la plainte. L'instance qui reçoit celle-ci l'inscrit dans le registre idoine et elle est tenue d'y répondre dans le mois. Si elle n'est pas compétente pour régler la question soulevée, elle la transmet à qui de droit. En cas de plainte réitérée, il faut reprendre toute la procédure. Il existe plusieurs lois et instructions qui régissent l'ordre d'examen des plaintes. En pratique, si vous avez déposé une seule plainte, cela n'a jamais d'effet : on la transmet à la « personne compétente », c'est-à-dire précisément à celui dont vous vous plaignez. Et, naturellement, il jugera votre plainte non fondée. Mais, le plus souvent, personne ne les lit. On se les renvoie du haut en bas de la hiérarchie. Cette pratique a fait naître chez les gens un grand scepticisme

quant à l'efficacité des plaintes : les corbeaux, entre eux, ne se créent pas les yeux, disent les zeks.-

Mais si l'on observe les règles du jeu, les plaintes sont assez efficaces, même en prison. Il faut seulement connaître les lois et l'ordre d'examen des plaintes ; connaître à fond tous les règlements du régime pénitentiaire ; rédiger la plainte avec une concision et une précision extrêmes, de préférence sur une seule page. Autrement, personne ne la lira. On ne doit indiquer que le fait contrevenant à la loi ou à l'instruction, la date, le nom des coupables et la référence de l'instruction ou de la loi qui a été violée. Il faut écrire en grosses lettres et bien lisiblement, en laissant une marge. Si vous voulez qu'une haute instance examine votre requête, plaignez-vous du chef de l'instance qui est placée juste en dessous d'elle. Par exemple, si vous voulez que la direction générale du ministère de l'Intérieur vous réponde, ne vous plaignez pas du directeur de la prison, mais du chef de la direction générale. Pour cela, il faut gravir lentement les degrés de l'échelle bureaucratique, et, pour se plaindre de la réponse d'une instance donnée, s'adresser chaque fois à l'échelon auquel elle est immédiatement surbordonnée. Ne faites jamais porter votre plainte sur deux questions différentes. Envoyez-la sous pli recommandé, avec accusé de réception. Enfin, condition essentielle : il faut déposer des plaintes en quantité et auprès des instances les plus incompétentes.

Au plus fort de notre querre, nous écrivions chacun de dix à trente plaintes quotidiennement. C'est difficile de rédiger trente plaintes, en un seul jour. Aussi nous partagions-nous les questions à traiter. Chacun écrivait de son côté, puis donnait son texte à recopier aux autres. S'il y a cinq hommes dans votre cellule et que chacun se charge de six questions, le résultat de cette division du travail, c'est que chacun aura écrit trente plaintes, alors qu'il en aura seulement rédigé six. Recopier en grosses lettres trente pages d'un texte tout prêt, cela ne demande jamais qu'une heure et demie.

Le mieux, c'est de ne pas adresser les plaintes à l'administration, mais aux personnes, aux organismes et aux organisations les plus inattendus. Par exemple, à tous les députés du Soviet suprême, du soviet des républiques ou des régions, du soviet municipal, à tous les journaux et revues, à tous les cosmonautes, à tous les écrivains, peintres, artistes, danseuses, à tous les secrétaires du Comité central, aux généraux, aux amiraux, aux « ouvriers d'avant-garde », aux bergers, aux éleveurs de rennes, aux trayeuses de vache, aux sportifs et *tutti quanti*. Eh oui, en Union soviétique, tous les gens connus sont plus ou moins fonctionnaires !

Ensuite, il arrive ceci : les secrétaires de la prison croulent sous le poids des requêtes et ne parviennent pas à les expédier dans les trois jours puisqu'ils doivent — nous l'avons vu plus haut

— rédiger les notes qui accompagnent obligatoirement chaque plainte. Pour n'avoir pas respecté le délai, ils recevront immanquablement un blâme et seront privés de primes de rendement. Aux jours les plus chauds de notre guerre, sur ordre du directeur de la prison, tout le monde fut réquisitionné pour venir en aide au secrétariat : bibliothécaires, comptables, salariés, censeurs, officiers de la section politique, inspecteurs. Mieux encore : comme l'école du ministère de l'Intérieur se trouvait à côté de la prison, on envoya les élèves prêter main-forte au secrétariat !

Il faut enregistrer toutes les réponses et leur date d'expédition dans un cahier spécial et veiller rigoureusement à ce que les délais soient observés. Toutes ces plaintes parcourent un chemin compliqué et sont enregistrées dans toutes les instances où l'on doit constituer de nouveaux dossiers. En fin de compte, elles aboutissent toutes à la fois au parquet du lieu et à la direction régionale du ministère de l'Intérieur. Ces instances, elles non plus, n'arrivent pas à répondre. Elles outrepassent les délais, si bien qu'elles reçoivent, elles aussi, des blâmes et sont privées de primes. Alors, la machine bureaucratique travaille à toute vapeur, et vous faites déferler l'énorme vague des papiers d'une instance à une autre, semant la panique dans les rangs de l'ennemi. Les fonctionnaires sont des fonctionnaires, ils sont éternellement brouillés les uns avec les autres et, très souvent, vos plaintes deviennent

une arme dans leurs mains pour la guerre intestine qu'ils mènent de personne à personne et de service à service. Ainsi se passent quelques mois. Enfin, entre en jeu le facteur le plus puissant de la vie soviétique : la statistique.

Et voici qu'une haute instance apprend, dans tout le fatras des chiffres et graphiques, rapports et nouvelles sur la marche de l'édification du communisme, que 75 000 plaintes ont été déposées, au cours du dernier exercice, contre la prison de Vladimir et peut-être même contre l'administration régionale. Ces plaintes, personne ne les a lues, mais ce chiffre est inouï. Il dépare d'un coup toute la statistique du dernier exercice, tels et tels indices d'émulation socialiste de tels ou tels collectifs, des directions et même des régions. C'est mauvais pour tous : toute la région, qui était à l'avant-garde, figure maintenant parmi les retardataires. On lui retire les drapeaux rouges, fanions et autres coupes de challenge. Les travailleurs sont indignés. Le comité de région, pris de panique, forme précipitamment une grande commission, chargée d'inspecter notre prison.

Cette commission ne vous aidera pas personnellement, elle réglera tout au plus quelques-unes des questions mineures qui figurent dans vos plaintes. En revanche, elle doit obligatoirement trouver une masse de défauts et de négligences dans le travail de la direction. C'est pour cela qu'on l'a envoyée, qu'on lui a donné des indemnités de route, de déplace-

ment et des primes de rendement. La direction va en prendre pour son grade. On révoquera l'un, on rétrogadera l'autre, un troisième recevra un blâme. La commission rapporte au sommet les mesures prises et, satisfaite, rentre chez elle. Plus tard, étant donné que vous avez adressé des plaintes à tous ces députés, trayeuses de vaches, ballerines et autres éleveurs de rennes, il faudra bien que l'administration leur réponde à eux aussi, leur fournit des explications, les rassure, les informe de la décision de la commission et des mesures prises.

Et vous écrivez toujours, vous écrivez encore, vous déparez la statistique d'un nouvel exercice, vous obtenez l'envoi d'une nouvelle commission, et cela pendant des années. Ajoutez-y les commissions et les blâmes provoqués par la fuite des informations hors des frontières, les directives, circulaires, contrordres, plaintes des familles, les campagnes et les pétitions faites à l'étranger et vous comprendrez ce qu'ont enduré nos chefs en nous faisant la guerre pour nous envoyer au travail. Quel directeur de prison, quel procureur, quel secrétaire de comité régional du Parti communiste de l'Union soviétique voudrait avoir une telle vie ? Et si cela n'avait dépendu que d'eux, nous aurions depuis longtemps forcé le blocus, mais c'était un ordre de Moscou.

Mon Dieu, que n'ont-ils pas fait de nos plaintes ! Ils les confisquaient par sacs entiers, ils ne nous vendaient pas d'enveloppes ni de tim-

bres, ils nous interdisaient de les envoyer sous pli recommandé avec accusé de réception, en sorte qu'on puisse les voler plus aisément. Ils ont pris un décret spécial pour nous interdire de les adresser où que ce fût si ce n'est au parquet et au ministère de l'Intérieur. Enfin, pour avoir porté plainte, ils nous mettaient au cachot. Et quelles réponses nous recevions ! C'était fantastique ! Les fonctionnaires affolés, qui n'avaient même pas le temps de nous lire, répondaient à tort et à travers, confondaient les destinataires, confondaient les plaintes. Ils ont tellement tordu et distordu les malheureuses lois qu'on aurait pu les mettre eux-mêmes en prison. Par exemple, un colonel du ministère de l'Intérieur, appartenant à la direction locale, me répondit, tout abruti qu'il était par cette tempête de papiers, que le Congrès du Parti communiste de l'Union soviétique n'était pas un organisme public et que, par conséquent, on ne pouvait porter plainte auprès de lui. Aussitôt, un ouragan se déchaîna contre le colonel et il disparut dans ce tourbillon.

Les tribunaux de Vladimir avaient littéralement perdu la tête sous l'accumulation d'actions intentées et de demandes de poursuites judiciaires contre nos chefs. Ils nous répondaient, par exemple, que les officiers du ministère de l'Intérieur n'étaient pas justiciables des tribunaux soviétiques. Enfin, jetant le manche après la cognée, ils se mirent à nous envoyer, en guise de réponses, des récépissés ainsi conçus :

« Le mois écoulé, vos 187 plaintes ont été reçues et rejetées... » Suvait une signature. Tout le système bureaucratique de l'Union soviétique se trouva entraîné dans cette guerre. Il n'est pas de service ou d'institution de région ou de république dont nous n'avons reçu une réponse. Il arrivait que deux instances formulent un avis diamétralement opposé et, alors, nous les dressions l'une contre l'autre. A la fin, nous avons fait entrer dans notre jeu les truands eux-mêmes et l'épidémie des plaintes commença à se répandre dans la prison où il y avait 1 200 hommes.

Je pense que, si la situation s'était prolongée un peu plus et que toute la prison eût participé à cette action, la machine bureaucratique soviétique aurait tout simplement été mise hors service. Toutes les institutions de l'Union soviétique avaient interrompu leur travail pour nous répondre. Mais l'ennemi se rendit et le siège fut levé, après deux ans de lutte. On révoqua notre chef et on le mit à la retraite. Moscou était revenu sur sa décision ! (pp. 36-40)

La force du système : la collaboration de tous

D'UNE manière ou d'une autre, tout le monde est impliqué dans les crimes du pouvoir, tout le monde travaille dans les entreprises publiques, consolidant ainsi le système, lui créant des valeurs. Tout le monde lève la

main aux réunions, vote aux élections et — c'est là l'essentiel — s'abstient de protester. Quoi que l'on fasse, tout est considéré comme une « réalisation » du système. Qu'il s'agisse d'une découverte scientifique, d'une symphonie, d'une victoire aux jeux Olympiques, tout cela est présenté comme une nouvelle conquête du socialisme qui démontre ainsi qu'il est bien le régime du progrès. Mais pourquoi ne peut-on pas être membre du Parti ou des Jeunesse communistes ? On n'y fait rien de particulier, on n'exige rien des membres ordinaires, seulement qu'ils payent leur cotisation. Et, ensuite, personne ne vous demandera même votre accord : on vous enverra travailler au K.G.B. ou à la police. Quelle différence cela fait-il ? Si ce n'est pas moi, ce sera un autre. Tous les travaux se valent : il faut toujours exécuter les ordres. Chez nous, tout le monde est fonctionnaire. Nous sommes tous des employés de l'Etat. Et là, les gens ne sont pas pires que les autres : leur travail est comme ça, c'est tout. Bon, mais ceux qui donnent des ordres, ceux qui sont tout au sommet ? Mais ce ne sont que des fonctionnaires, eux aussi, des esclaves du système, des esclaves de la lutte interne pour le pouvoir. Et si on établissait présentement à Moscou un tribunal comme celui de Nuremberg, aucun juge et aucun procureur ne trouveraient de coupables. Du haut en bas, personne ne croit plus aux dogmes marxistes, mais on continue de s'y conformer, de s'y référer et de se battre en leur nom : c'est une preuve de loyali-

me, c'est la carte de pain assurée.

Mais comment cette âme mystérieuse concilie-t-elle le fait de penser d'une façon, de parler d'une autre et d'agir encore autrement ? Ici, on ne se tire pas d'affaire uniquement en racontant des anecdotes et même les fourmis doivent construire toute une théorie pour justifier leur soumission :

— Fouet contre hache ne vaut.

— Que puis-je faire seul ? (Si tout le monde s'y mettait, alors moi aussi...)

— Si ce n'est pas moi, ce sera un autre. (Et moi, cela vaut mieux : je ferai moins de mal)

— Pour sauvegarder l'essentiel, il faut faire des compromis, des concessions et des sacrifices. (C'est ainsi que l'Eglise considère qu'elle doit faire des concessions pour se conserver elle-même — et ces concessions ont été sans fin, à telle enseigne que maintenant c'est le K.G.B. qui nomme les prêtres et que ceux-ci, du haut de l'ambon, font des *suppliques* pour la santé des dirigeants soviétiques. C'est ainsi également que l'écrivain désireux de voir publier son œuvre, si nécessaire aux lecteurs, accepte de rayer une petite ligne par-ci, d'ajouter un paragraphe par-là, de changer la fin, de retirer un personnage, de modifier son titre, moyennant quoi l'essentiel a disparu ! Ça m'est égal, dit fièrement notre écrivain, à telle page, il y a une allusion et mon héros négatif dit TOUT, à peu près ouvertement ; ensuite, c'est vrai, il se rééduque et dit exactement le contraire).

— Il faut servir la Russie. Les communistes disparaîtront d'eux-mêmes, un jour ou l'autre. (Ces propos sont particulièrement répandus chez les savants et les militaires.)

— Il faut servir les valeurs éternelles, créer les valeurs impérissables de la science et de la culture, et toutes ces protestations (ce remue-ménage de souris) ne font que vous écarter de ce service.

— Il ne faut, en aucun cas, protester ouvertement : c'est de la provocation, cela ne fait qu'irriter les autorités et cela retombe ensuite sur les innocents.

— Les protestations publiques font le jeu des partisans de la ligne dure du Politburo et empêchent les « colombes » de procéder à la libéralisation.

— Les protestations publiques entravent les progrès de la libéralisation que l'on ne peut réaliser qu'à l'aide d'une grande politique et d'une diplomatie secrète.

— Protester pour des vétilles, c'est seulement se démasquer. Il faut se cacher. Quand viendra le moment décisif, alors oui ! Mais, en attendant, camouflons-nous.

— Oui, mais pas maintenant, maintenant, c'est le plus mauvais moment : ma femme est enceinte, mes enfants sont malades, il faut d'abord que je soutienne ma thèse, mon fils doit entrer à l'université... (Et ainsi de suite... jusqu'à la fin de la vie).

— Plus ça ira mal, mieux ce sera. Il faut pousser sciemment toutes les inepties du régime jus-

qu'à l'absurde. Tant que la coupe ne débordera pas, le peuple ne comprendra pas ce qui se passe.

— La Russie est un pays d'esclaves. Jamais les Russes n'ont eu de démocratie, et ils n'en auront jamais. Ils n'en sont pas capables. Ce n'est même pas la peine d'essayer. Avec notre peuple, on ne peut pas faire autrement.

— Le peuple garde le silence. De quel droit une poignée de mécontents s'expriment-ils ainsi ? Qui représentent-ils ? Ils expriment l'opinion de qui ?

J'ai même entendu ce raisonnement : vos protestations induisent en erreur l'opinion mondiale. Les Occidentaux peuvent penser que nous avons la possibilité de nous exprimer ouvertement ou de changer quoi que ce soit, vous faites donc le jeu de la propagande soviétique.

— Il faut faire carrière tranquillement, parvenir jusqu'au sommet et, de là, d'en haut, tenter de faire quelque chose : d'en bas, on ne fera jamais rien.

— Il faut gagner la confiance des conseillers des dirigeants, les éduquer et les instruire discrètement. C'est seulement ainsi que l'on pourra influer sur la marche de l'Etat.

— Vous protestez mais, moi, je ne le ferai pas. Il faut bien que quelqu'un reste en vie pour témoigner. (J'ai entendu cela au camp, avant une grève de la faim).

— S'il y avait une nouvelle théorie, à la place du marxisme, pour entraîner les gens, alors

oui... Mais sur le seul refus, on ne construira rien.

— C'est le ciel qui a envoyé le communisme à la Russie pour la punir de ses péchés, et ce serait pécher que de s'opposer au châtiment divin.

Et ainsi tout le monde, depuis les membres du Politburo, les académiciens et les écrivains jusqu'aux ouvriers et aux kolkhoziens, se trouve une justification. D'ailleurs, le plus souvent, les gens croient sincèrement exprimer leurs véritables sentiments. Rares

L'HUMOUR DE BOUKOVSKY

A peine arrivé en Occident, en décembre 1976, à la suite du fameux « échange » avec le chilien Corvalan, Vladimir Boukovsky se tailla parmi les journalistes une solide réputation d'humoriste. Lors de sa première conférence de presse à Zurich, on lui demanda : « Que souhaitez-vous à Brejnev pour son 70^e anniversaire ? » Il répondit : « D'être échangé contre Pinochet ! ». Plus tard, comme on lui demandait combien il y avait, selon lui, de prisonniers politiques en URSS, il répondit : 250 millions !

sont ceux qui reconnaissent qu'ils ne font qu'alléger un prétexte pour se justifier et qui avouent honnêtement qu'ils ont tout simplement peur des mesures répressives. Je n'ai rencontré dans ma vie qu'une seule personne qui m'aït dit que l'Etat communiste

faisait parfaitement son affaire : il lui permettait de gagner de l'argent, en écrivant toutes sortes de boniments démagogiques dans les journaux. « Dans un Etat normal, on ne me permettrait pas d'approcher la presse, même à une portée de canon ! Alors, qu'est-ce que je ferais ? Je serais débardeur ? »

En fait, seuls les « vrais-orthodoxes » (membres d'une secte qui s'est séparée de l'Eglise officielle et ne reconnaît pas l'Etat soviétique qu'elle considère comme une émanation du diable) ne soutiennent en aucune façon notre système d'oppression. Mais ils sont peu nombreux, et ils sont tous en prison parce qu'ils refusent de travailler pour l'Etat. Ils ne lisent pas les journaux et n'écoutent pas la radio. Ils ne veulent pas toucher de leurs mains les papiers officiels et ils font le signe de la croix quand ils ont affaire à des fonctionnaires, y compris des juges d'instruction : *Vade retro, Satan !* Quand ils sont en liberté, ils vivent de ce qu'ils gagnent en travaillant pour des particuliers.

Il y a peut-être encore des vagabonds, subsistant d'aumônes, qui vivent en dehors du système soviétique — dans les camps, ils travaillent — mais tous les autres, qu'ils le veuillent ou non, construisent le communisme. L'Etat se moque bien de savoir par quelles théories ils justifient leur participation à cette construction, ce qu'ils pensent et ce qu'ils ressentent. Tant qu'ils ne résistent pas, qu'ils ne protestent pas et n'expriment pas publiquement leur désaccord, ils font parfaite-

ment son affaire. L'Etat ne demande pas à être aimé. Tout est simple et cynique. Vous voulez un nouvel appartement : prenez la parole à telle réunion. Vous voulez obtenir vingt ou trente roubles de plus, occuper un poste de direction : entrez au Parti. Vous ne voulez pas être privé de certains biens, vous attirer des désagréments : votez aux réunions, travaillez et taisez-vous. Et tout le monde fait ainsi. Qui aurait envie de cracher contre le vent ? Et c'est ainsi que tient cet Etat qui continue à faire mourir des hommes dans les prisons, à entretenir chez tous la peur, à asservir d'autres peuples, à menacer le monde entier. (pp. 71-74)

L'engrenage de la violence

(B. réfléchit sur le choix des terroristes du XIX^e siècle, qui avaient assassiné le tsar)

BIEN sûr, c'est toujours si tentant, si simple et justifié : n'est-il pas équitable de rendre aux scélérats la monnaie de leur pièce ? Répondre à la terreur rouge par la terreur blanche, et à la blanche par la rouge. Voyez, ils nous torturent, ce sont des bêtes et non des hommes ! Pourquoi n'a-t-on pas le droit de les torturer ? Regardez, ils nous volent : qu'est-ce que nous attendons ? L'impunité ne fait que les stimuler, elle leur délie les mains. Et puisque le gouvernement, de toute façon, c'est la violence, pourquoi ne pas recourir à la vio-

lence au nom de la justice, et pour leur propre salut.

Au fond, peut-être, pour eux, qui s'en allaient avec leurs petits paquets soigneusement enveloppés vers le Jardin d'été, cela semblait-il incontestable. Pour moi je suis venu au monde en une année où l'humanité entière, qu'elle le voulût ou non, exterminait ses semblables pour cet enjeu : comment seront-ils sur la terre, les camps de concentration, rouges ou bruns ? Les gens n'avaient pas d'autre choix. Et tout portait à croire qu'on n'avait pas jusqu'à ce jour trouvé la solution ; à l'époque, précisément, les Américains commençaient à bombarder le Nord-Vietnam.

Une seule chose était claire pour moi : ce n'est pas de l'extérieur que la libération vient à l'homme. Elle doit venir de l'intérieur. (pp. 219-220)

Exiger le respect des lois

(B. raconte ses débats avec son ami Alexandre Essénine-Volpine, dont la conduite est inspirée par un seul principe absolu : il faut se battre pour que le pouvoir soviétique respecte ses propres lois !)

L'ETAT, c'est nous, les hommes, disait Alexandre. Tels nous serons, tel sera l'Etat. Les lois qui nous sont données, si on les examine attentivement, autorisent parfaitement cette interprétation. Allez, en bons citoyens de ce pays, obser-

vons les lois telles que nous les comprenons, c'est-à-dire telles qu'elles sont écrites. Nous ne sommes tenus de nous soumettre à rien, hormis la loi. Défendons notre loi contre les atteintes que lui font subir les autorités. Nous sommes, nous, du côté de la loi. Elles, contre. Bien entendu, dans les lois soviétiques, il y a beaucoup de choses absolument inacceptables. Mais les citoyens des autres pays, des pays libres, sont-ils par hasard satisfaits de toutes leurs lois ? Quand la loi ne plaît pas aux citoyens, ils obtiennent par les voies légales qu'on la révise.

— Mais EUX, ils ne peuvent pas se passer de l'arbitraire, objectait-on à Alexandre. S'ils se mettaient à observer strictement les lois, ils cesserait tout simplement d'être un Etat communiste.

— En fait, c'est aussi cela que je pense, concédait Alexandre dans un chuchotement complice.

Et tous riaient.

— Quel loufoque tu fais, Alexandre, lui disait-on. Enfin, qui va bien t'écouter avec tes lois ? Ils ont coffré les gens, ils les coifferont tout pareil. Qu'est-ce que ça change ?

— Eh bien, si quelqu'un viole les lois, lèse mes droits légaux, moi, en tant que citoyen, je suis tenu de protester. Peu m'importe de savoir quelle bande de criminels piétine la loi ; cela ne signifie pas que je cesse d'être un citoyen. Je suis tenu de lutter par tous les

moyens légaux. Et avant tout, par la publicité.

Tout le monde recommençait à rire :

— Tu veux la publicité maintenant ! Mais où aller la chercher, la publicité ? C'est la *Pravda*, peut-être, qui va t'aider ?

Mais, après avoir bien ri, force était de convenir qu'en répondant à l'illégalité par l'illégalité, jamais on n'obtiendrait la légalité. C'était simple : il n'y avait pas d'autre voie. De même, en répondant par la violence à la violence, on ne peut qu'accroître la violence, et en répondant par le mensonge au mensonge, jamais vous n'obtiendrez la vérité. Une fois de plus notre ordinateur ébouriffé avait raison.

L'idée d'Alexandre était géniale et démente à la fois. A des citoyens las de la terreur et de l'arbitraire, on proposait simplement de ne plus les admettre. On aurait pu assimiler cela à de l'insoumission civique, n'eût été l'ambiguïté des lois, qui faisait d'un tel comportement le modèle de l'héroïsme civique.

Imaginez que vous vous retrouvez en compagnie de bandits et que vous essayez de vous conduire avec eux comme avec des gens de bonne éducation, des personnes convenables. L'idée revient pratiquement à ne pas admettre la réalité, mais à la manière d'un schizophrène, à vivre dans votre univers imaginé, dans le monde que vous auriez voulu voir. Folle entreprise, semblerait-il.

Mais voilà justement toute l'affaire avec les communistes : admettre la réalité de la vie qu'ils ont créée, adopter leurs représentations, signifie devenir à son tour des bandits, des délateurs, des bourreaux ou de muets complices. Le pouvoir vient uniquement du consentement à se soumettre et tout homme qui refuse de se soumettre à l'arbitraire le diminue d'un deux cent cinquante millionième, tandis que tout compromis le renforce.

Et la réalité soviétique vécue, n'est-elle pas un monde schizophrène imaginé, peuplé de Soviétiques inventés, bâtisseurs d'un communisme mythique ? N'est-il pas vrai non plus que tous mènent une vie double, sinon triple. Le génial, en cette idée, c'est qu'elle liquidait ce dédoublement, qu'elle réduisait en miettes toutes les autojustifications intérieures qui nous font complices du crime. Elle presupposait en chaque homme un brin de liberté, la conscience de sa « capacité juridique », comme s'exprimait Essénine-Volpine. En d'autres termes, la responsabilité personnelle. Et c'est cela, la libération intérieure.

Supposons qu'un tel point de vue soit adopté par un nombre important de personnes. Où se retrouvera alors le Comité central avec ses orientations idéologiques ? Que fera le K.G.B. de son armée de mouchards ? Le citoyen n'a rien à cacher, il n'a à se justifier en rien ; il ne fait que respecter les lois. Et plus ouvertement il le fait, mieux c'est. (pp. 228-229)

La position de citoyen

JAMAIS nous ne nous débarasserons de la terreur, jamais nous n'obtiendrons la liberté et la sécurité, tant que nous ne refuserons pas catégoriquement d'admettre ces réalités paranoïaques, tant que nous ne leur opposerons pas nos réalités, nos valeurs.

Des milliers de livres ont été écrits en Occident, des centaines de doctrines diverses ont été élaborées par les plus éminents politiciens pour trouver une voie de compromis. Et ils essayent tous d'éviter l'unique véritable solution : la résistance morale. Les démocraties occidentales, amolies, ont oublié leur passé, leur essence : la démocratie ce n'est pas la maison douillette, la belle voiture ou l'indemnité de chômage, mais avant tout le droit de lutter et la volonté de lutter.

Toutes ces théories subtilement naïves ne font que renforcer la servitude, attiser les appétits des carnassiers ; elles introduisent un double système de références, sapent les bases morales des sociétés occidentales elles-mêmes, engendrent des illusions et des espoirs insensés. C'est cette politique à courte vue, faite de concessions et de compromis sans fin, qui a créé cet Etat monstrueux, qui l'a nourri et armé. Après quoi, n'ayant rien trouvé de mieux, elle nourrit et arme Hitler et mis l'humanité entière dans l'obligation de faire la guerre pour savoir de quelle couleur seraient dans le monde les camps de concentra-

tion : rouges ou bruns. A vous de choisir à présent : l'esclavage ou la mort. Vos théoriciens ne vous ont pas laissé d'autre issue.

Non, ni les bombes atomiques, ni les dictatures sanguinaires, ni les théories de la « modération » ou de la « convergence » ne sauveront les démocraties. Pour nous, qui sommes nés et avons grandi dans une atmosphère de terreur, nous ne connaissons qu'un moyen : la position de citoyen.

Dans une situation extrême, il y a une différence qualitative entre la conduite d'un homme seul et celle d'un groupe. Un peuple, une nation, une classe, un parti ou simplement une foule, dans une situation exceptionnelle ne peuvent aller au-delà d'un point déterminé : l'instinct de conservation se révèle le plus fort. Ils peuvent sacrifier une partie, dans l'espoir de sauver le reste, ils peuvent s'éparpiller en groupuscules et chercher ainsi le salut. Et voilà ce qui les perd.

Etre seul, c'est une énorme responsabilité. Acculé au mur, l'homme réalise : « C'est moi, le peuple ; c'est moi, la nation ; c'est moi, le parti ; c'est moi, la classe ; et il n'y a rien d'autre. » Il ne peut pas sacrifier une partie de lui-même, il ne peut se diviser, se dissoudre et continuer à vivre malgré tout. Il n'a désormais plus où reculer et l'instinct de conservation le pousse aux extrêmes : il préfère la mort physique à la mort spirituelle.

Et, chose frappante, en sauvegardant son intégrité, il sauve-

garde du même coup son peuple, sa classe ou son parti. Ce sont les hommes de cette trempe qui conquièrent le droit à la vie pour leur groupe social, quand bien même peut-être ils ne songeraient pas à lui.

— Pourquoi justement moi ? s'interroge tout un chacun dans une foule. A moi seul, je ne ferai rien.

Et les voilà tous perdus.

— Si ce n'est pas moi, qui sera donc ? s'interroge l'homme acculé au mur.

Et il les sauve tous. (pp. 237-238)

La conscience de chacun

Il est difficile à présent de se remémorer tout ce que nous faisions alors. C'était la venue au monde de cette étonnante fraternité, plus tard baptisée « mouvement », dans laquelle il n'y avait ni dirigeants ni dirigés, où l'on ne répartissait pas les rôles, où l'on ne cherchait à enrôler, ni à endoctriner quiconque. Mais, en l'absence totale de structures d'organisation, l'activité de cette fraternité était réglée d'une manière stupéfiante. Du dehors, impossible de saisir comment cela fonctionne. Le K.G.B., suivant sa vieille routine, recherchait toujours les leaders et les complots, les cachettes et les appartements où se réunissaient les conspirateurs et chaque fois qu'on avait arrêté le « leader » de service, on

découvrait avec étonnement que le mouvement n'en était pas affaibli, qu'il y trouvait même souvent un regain de vigueur.

Nous ne jouions pas à la politique, nous ne rédigeions pas de programme de « libération du peuple ». Notre arme unique était la publicité. Pas la propagande, la publicité, afin que personne ne pût dire ensuite « je ne savais pas ». Le reste était l'affaire de la conscience de chacun. Et nous n'attendions pas de victoire — il ne pouvait y avoir le moindre espoir de victoire. Mais chacun voulait avoir le droit de dire à ses descendants : « J'ai fait tout ce que j'ai pu. J'ai été un citoyen, j'ai essayé d'obtenir la légalité et jamais je ne suis allé contre ma conscience. » (p. 262)

Vladimir BOUKOVSKY



(C) Novelpress 77, 1978. Extrait de « Et le vent reprend ses tours » (traduction Jacqueline Lafond et René Marichal). Co-édition Robert Laffont-Opera Mundi ».

L'HUMOUR : une forme de résistance

Dans bien des pays, les « histoires drôles » à contenu politique sont, traditionnellement, un moyen d'exprimer l'esprit critique vis-à-vis du pouvoir en place. Mais dans les pays de l'Est, cet humour prend une signification plus large : ce n'est plus seulement un esprit de « chansonniers », c'est une réelle manifestation d'opposition. Car c'est la seule manière qui reste aux citoyens pour échanger des opinions non conformes. Le pouvoir stalinien l'avait bien compris, lui qui, dans les années 30 et 40, envoyait au Goulag ceux qu'on appelait les « bavards », et dont la seule « faute » avait consisté à raconter imprudemment une de ces histoires au cours d'une soirée d'amis ou d'un repas familial (1). De cette répression elle-même, les russes ont fait une « histoire » :

On demande à un détenu pourquoi il est en taule.

— Eh bien, voilà, comprends-tu, j'ai un peu lambiné. J'étais à une soirée. Un original a raconté une petite histoire, à propos du communisme. Je me suis dit :

« Oh, il est déjà tard aujourd'hui. J'irai rapporter cela demain. » Et le lendemain, j'ai découvert qu'ils étaient tous venus la veille : j'étais le dernier à me présenter.

Voici donc quelques-unes des perles de cet humour de l'Est (2) :

Question : « Résumez d'un trait la différence fondamentale entre le capitalisme et le socialisme. »

Réponse : « Le capitalisme est l'exploitation de l'homme par l'homme ; le socialisme, c'est le contraire. »

Un ouvrier demande à un autre :

— Combien il y a de travailleurs chez vous ?

— La moitié.

(1) Dans *Le Vertige*, p. 174, Evgenia Guinzbourg raconte qu'elle a rencontré beaucoup de « bavardes » ou de « langues trop longues », condamnées en vertu du paragraphe 10 de l'article 58 (activités antisoviétiques) à des peines de 5 à 8 ans de camp. C'était en 1937.

(2) La plupart d'entre elles sont rapportées dans le numéro spécial des *Temps Modernes* « Vivre à l'Est », Nov.-Déc. 1977.

A Prague

« Est-il vrai que la vaillante armée rouge a été appelée au secours par le peuple tchécoslovaque ? »

— Oui, l'appel date de 1938, et il a pu y être répondu de façon positive en 1968.

Les nouveaux statuts du Parti communiste tchécoslovaque sont désormais les suivants :

1. Tout militant qui recruterait un nouveau candidat ne paiera plus de cotisation.

2. Tout militant qui recruterait deux nouveaux candidats aura le droit de quitter le Parti.

3. Tout militant qui recruterait 3 ou 4 nouveaux candidats recevra une attestation certifiant qu'il n'a jamais appartenu au Parti.

Quel est le pays le plus neutre du monde ?

La Tchécoslovaquie : elle ne s'occupe même pas de ses affaires intérieures.

Les cinq nouveaux commandements :

- Ne pense pas
- Si tu penses quand même, ne parle pas
- Si tu parles quand même, n'écris pas
- Si tu écris quand même, ne signe pas
- Si malgré tout, tu signes, ne t'étonne de rien.

— Quelle est la caractéristique la plus durable des économies socialistes ?

— Les difficultés passagères.

— Quel visage aura le Sahara après 5 ans d'économie planifiée ?

— Il importera du sable.

Histoires hongroises

A l'époque où la manière obligatoire de se saluer était « Liberté ! », un fonctionnaire cantonal en visite d'inspection arrive dans un village :

— Liberté ! Camarade !

— Ben oui, c'est bien c'qui nous faudrait, répond le paysan, et aussi une bonne petite pluie.

Quelle différence y a-t-il entre la Constitution de la République populaire hongroise et la Constitution du royaume de Suède ?

— Je ne sais pas.

— Il n'y en a aucune : dans chacune des deux Constitutions, la liberté de parole est garantie. Mais en Suède, elle est garantie aussi après...

En 1956, le chef de l'Etat hongrois s'appelait Matyas Rakosi. Un tzigane se rend au ministère de l'Intérieur pour demander l'autorisation de faire modifier son nom.

— Comment vous appelez-vous donc ?

— Matyas Fumier !

— Ah ! Je comprends. Ce n'est pas de chance. Et comment voudriez-vous vous appeler ?

— Istvan Fumier.

En août 1978, pour célébrer comme il convenait le 10^e anniversaire de l'intervention militaire contre la Tchécoslovaquie, il y eut des manifestations en diverses villes de la planète. A Paris, devant Beaubourg, 3 manifestants assis par terre avec leurs pancartes devaient revivre d'autres souvenirs : 10 ans plus tôt, le 25 août 1968, c'est à Moscou, sur la place Rouge, qu'ils avaient manifesté leur solidarité avec les Tchèques, leur honte d'être Soviétiques ce jour-là. Cette action non-violente qui, en d'autres pays, se

solderait par quelques heures au commissariat, les exposait à des années de prison ou d'hôpital psychiatrique, et ils le savaient. Nous avons rencontré l'une d'entre eux, Natalya GORBANEVSKAIA, pour tenter d'expliquer le sens d'un tel geste. Pour comprendre cet entretien, un rappel des événements était nécessaire : nous l'empruntons au numéro 7 de Non-violence politique, mensuel du MAN (1). Un récit plus détaillé a été écrit par Natalya dans un livre publié chez Laffont en 1970, *Midi, place Rouge*.

25 août 1968 : Midi, Place Rouge

Le 25 août 1968, peu avant midi, une jeune femme longe le parc Alexandrovski avec un landau dans lequel dort paisiblement un bébé de trois mois. C'est un dimanche, le temps est clair et ensoleillé et les promeneurs sont nombreux. Mais cette jeune femme, Natalia Gorbanevskaia, ne se promène pas. Elle va au rendez-vous qu'elle s'est donné avec quelques amis à midi sur la place Rouge, exactement au lieu dit « Lobnoïe », près de la cathédrale Basile-le-Bienheureux. Là, elle retrouve effectivement Larissa Daniel-Bogoraz, Tonia Baeva, Pavel Litvinov, Vadim Delaunay, Victor Feinberg, Constantin Babitzky et Vladimir Dremliouga. Lorsque midi sonne, les huit s'assoient à même le sol et déplient des banderoles. Sur l'une d'elles, écrite en tchèque, on peut lire : « Vive la Tchécoslovaquie

(1) **Non-violence politique**, 20, rue du Dévidet, 45200 Montargis. Abonnement (1 an) : 45 F. Chèques à l'ordre du MAN.

libre et indépendante. » Les autres portent, écrites en russe, les inscriptions suivantes : « *Bas les mains en Tchécoslovaquie* », « *A bas les occupants* », « *Pour votre liberté et la nôtre* », ce dernier mot d'ordre étant celui des insurgés polonais combattant pour libérer leur patrie et qui avait été repris par les démocrates russes du siècle dernier. Natalia porte un petit drapeau tchécoslovaque, pareil à ceux que l'on distribuait à la population soviétique lors de l'arrivée à Moscou du président Svoboda, deux jours plus tôt.

A peine un attroupement avait-il commencé à se former que des hommes accourent et se ruent sur les manifestants, leur arrachent les banderoles et les mettent en pièces. « *Je n'oublierai jamais, écrira plus tard Natalia, ce bruit d'étoffe déchirée.* » Tout en les injuriant, les mêmes hommes se mettent à frapper les huit qui restent assis et n'opposent aucune résistance. Victor Feinberg reçoit un coup violent en plein visage et tiendra bientôt dans ses mains plusieurs de ses dents fracassées. Les spectateurs regardent la scène d'un œil approbateur et seule une femme ose s'indigner : « *Pourquoi les frapper ?* »

De nombreux curieux s'approchent et cherchent à savoir ce qui se passe. Les huit leur expliquent alors qu'il s'agit d'une « *manifestation non-violente en signe de protestation contre l'occupation de la Tchécoslovaquie* ». Pour réplique, on leur offre « *toute la collection des arguments impérialistes, y compris que « les Tchécoslovaques avaient eux-mêmes demandé qu'on envoie des troupes »* ». Comme quelqu'un les interpelle en leur lançant : « *Vous n'avez pas honte !* », Natalia répond tranquillement : « *Oui, j'ai honte. Honte que nos tanks soient dans Prague.* » Puis les manifestants se trouvent embarqués dans des voitures noires, réquisitionnées par les mêmes hommes qui avaient détruit les banderoles. Natalia restera la dernière avec son bébé qu'elle aura le temps de changer avant d'être embarquée à son tour dans une *Volga*. La manifestation n'aura duré que quelques minutes.

Un peu plus tard, les huit se retrouvent dans les locaux de la 50^e division de la police, rue Pouchkine. « *J'ai gardé, notera Natalia, un souvenir ému de ces*

trois heures passées au dépôt avant le début des interrogatoires. La manifestation avait eu lieu et nous étions heureux. Nous avions tous le cœur léger. » Pour sa part, Natalia refuse de répondre aux questions qui touchent la manifestation elle-même, sa préparation, son organisation. « *Je justifiai, écrira-t-elle, mon refus de parler par le fait que les véritables auteurs de l'atteinte à l'ordre public sur la place Rouge étaient ceux qui avaient empêché la manifestation et frappé les manifestants pacifiques et que, en conséquence, je ne parlerai que de leurs violences.* »

Les huit n'allait pas tous connaître le même sort. D'abord, Tania Baeva se rétracta au cours de l'interrogatoire et affirma qu'elle se trouvait sur la place Rouge par hasard et qu'elle n'avait pas participé à la manifestation. Le juge d'instruction décida d'arrêter toute poursuite à son encontre et la remit en liberté. Cependant, une semaine après la manifestation, elle fut exclue de son institut. Elle dut donc tout de même payer le prix du courage qu'il lui avait fallu pour participer à la manifestation.

Natalia Gorbanovskaia sera également bientôt remise en liberté du fait de son « *irresponsabilité* ». Les conclusions de l'expertise psychiatrique révèlent en effet que « *le danger d'une schizophrénie à évolution lente n'était pas à exclure...* » et qu'en fonction de quoi elle « *devait être considérée irresponsable et subir un traitement dans un asile psychiatrique de type spécial* ». Mais, peut-être parce qu'elle avait deux enfants en bas âge, elle fut d'abord laissée en liberté. Elle fut cependant arrêtée le 24 décembre 1969 et emprisonnée à la prison Bouthyrky à Moscou.

Le 12 septembre 1968, l'instruction était terminée et cinq des huit : Larissa Daniel-Bogoraz, Vadim Delaunay, Pavel Litvinov, Constantin Babitzki et Vladimir Dremlionoga étaient poursuivis en vertu des articles 190/3 et 190/L du Code pénal. Le dossier de Victor Feinberg fut transmis à d'autres instances. Selon l'acte d'accusation dressé contre les cinq, la manifestation pacifique du 25 août devient « *une affaire criminelle répondant du chef d'accusation d'activités de groupe portant une atteinte grossière à l'ordre public* ». Il est précisé que les accusés

« désapprouvent la politique du comité central du P.C.U.S. et du gouvernement de l'U.R.S.S. au sujet de l'aide fraternelle apportée au peuple tchécoslovaque dans sa lutte pour la défense des conquêtes du socialisme, aide qui a été approuvée par tous les travailleurs d'U.R.S.S. ». Les inscriptions portées par les banderoles, notamment « Vive la Tchécoslovaquie libre et indépendante », sont qualifiées d'« assertions notoirement mensongères et calomniant le système social et politique soviétique ».

Le procès des cinq s'ouvre le 9 octobre 1968 devant le tribunal de Moscou. Il durera trois jours. Au cours des débats, les accusés tenteront de faire valoir que, contrairement aux termes de l'acte d'accusation, ils n'entendent nullement dénoncer une politique d'« aide fraternelle » envers les Tchécoslovaques, mais qu'ils entendent protester contre l'entrée des troupes soviétiques en Tchécoslovaquie. Ils s'efforceront également de montrer que les textes écrits sur leurs banderoles n'étaient ni des assertions mensongères ni des calomnies. Constantin Babitzky, qui portait la banderolle sur laquelle était écrit en tchèque : « Vive la Tchécoslovaquie libre et indépendante », croira pouvoir affirmer : « Il n'y a pas un homme en Union soviétique qui soit prêt à mettre en doute la soif de liberté et d'indépendance de la Tchécoslovaquie. Je suis sûr qu'il n'y aurait pas un homme de bon sens pour s'élever contre le texte de cette banderole. »

Sur le fond de l'affaire, les cinq feront valoir qu'en manifestant pacifiquement sur la place Rouge, ils n'ont fait que jouir d'un droit qui est formellement reconnu aux citoyens soviétiques par l'article 125 de la constitution de l'U.R.S.S. Vadim Delaunay fera remarquer qu'ils ne sont pas les seuls à avoir usé de ce droit : « Il est vrai, dira-t-il avant de se faire interrompre par le juge, que j'ai brandi une banderole. Mais n'a-t-on pas vu à d'autres occasions défilier des groupes sur la place Rouge avec toutes sortes de banderoles ? »

Pour sa part, le procureur n'éprouvera aucune difficulté à prouver que les manifestants du 25 août se sont bel et bien comportés comme des rebelles et non point comme des citoyens responsables. « En effet, fera-t-il remarquer, l'article 125 de la Constitu-

tion prévoit bien le droit de manifester. Mais les actes auxquels se sont livrés les manifestants ne peuvent être définis comme une manifestation. Quand nous disons manifestation, nous entendons par là une action organisée. En se référant de manière démagogique à une partie de l'article seulement, les accusés passent sous silence le texte qui définit une manifestation comme un cortège organisé dans l'intérêt des travailleurs et dans le but de renforcer le régime socialiste. Par conséquent, il est impossible de définir l'attroupement du 25 août comme une manifestation, que ce soit sur le fond comme sur la forme. »

Les manifestants du 25 août avaient tout simplement feint d'oublier que les lois de l'Etat soviétique garantissent précisément les droits de l'Etat et non pas ceux des citoyens et que, par voie de conséquence, les citoyens ont le droit de manifester pour exprimer leur soutien à l'Etat mais non pas pour exprimer leur désaccord avec lui...

Evoquant la situation en Tchécoslovaquie, qui était à l'origine de la manifestation, le procureur stigmatisera les accusés, dans lesquels il ne verra qu'une poignée d'agitateurs irresponsables. « Les citoyens soviétiques, fera-t-il remarquer, ont su analyser la situation et riposter dignement à la propagande bourgeoise. Hélas ! Il reste cependant parmi nos deux cent quarante millions d'habitants des individus qui ont une morale vacillante et qui se laissent prendre au piège de la propagande bourgeoise. Non seulement ils sont incapables de juger sainement, mais ils répandent des mensonges en connaissance de cause et commettent ainsi des crimes graves. Ce procès en est un exemple. » Et il croit pouvoir conclure en affirmant : « Les accusés ont en commun une immaturité politique et une grande instabilité d'idées. Le pouvoir soviétique leur a tout donné ; il leur a offert les moyens de développer leurs capacités créatrices. Je pense que les accusés se sont obstinés à ignorer toutes les réalisations admirables de notre monde. »

Les avocats demandèrent tous l'acquittement des accusés en apportant la preuve que la loi ne permettait nullement d'établir que la manifestation du 25 août était un délit. Mais le tribunal passera

outre et il condamnera Vladimir Dremliouga à « *trois ans de privation de liberté en une colonie de travail correctif de régime de droit commun* », Vadim Delaunay à deux ans de la même peine, Larissa Daniel-Bogoraz, Pavel Litvinov et Constantin Babitzki respectivement à quatre ans, cinq ans et trois ans de déportation.

La presse soviétique consacrera quelques articles au procès et les concitoyens des accusés purent ainsi apprendre que « *ce qui les unit tous, ce ne sont pas seulement leurs opinions antisociales, mais encore leurs agissements antisociaux ainsi que leur passion irrésistible des boissons alcoolisées, de la débauche et de la fainéantise* ». Comme on le voit, la constitution de l'Union soviétique garantit la liberté d'informer avec autant de rigueur qu'elle garantit la liberté de manifester..

Les autorités compétentes avaient décidé de séparer le dossier de Victor Feinberg de celui de ses cinq compagnons. On peut raisonnablement penser qu'elles prirent cette décision parce que Feinberg n'était pas présentable au procès du fait qu'il avait eu toutes les incisives de la mâchoire supérieure fracassées au cours de la manifestation. Le moyen le plus simple de ne pas le laisser paraître au tribunal, c'était de le déclarer « irresponsable ». C'est ainsi que les experts établirent qu'il était atteint de « *schizoneconformisme* » et, le 2 décembre 1968, un tribunal *ad hoc*, en dehors même de la présence du délinquant, lui prescrivit un traitement coercitif dans un hôpital psychiatrique de type spécial. Il devait y rester cinq ans, avant de pouvoir quitter l'Union soviétique.

Tels sont donc les faits qui sont d'une simplicité parfaite. Pourtant, certains seront peut-être tentés de faire valoir le caractère dérisoire de la manifestation non-violente du 25 août à Moscou en la comparant à la manifestation des chars soviétiques, le 21 août à Prague, à laquelle précisément elle entendait s'opposer. C'est pourquoi il faut encore laisser parler les acteurs. Pourquoi donc les manifestants du 25 août décidèrent-ils d'aller ainsi délibérément au-devant d'une répression dont ils ne pouvaient pas ne pas savoir qu'elle viendrait les briser pendant de longues années ? Ils s'en expliquent les uns et les

autres avec la même simplicité. « *Y aller ou ne pas y aller ?* s'interroge Pavel Litvinov. *Cette question ne se posait pas pour moi. En tant que citoyen soviétique, je m'estimais obligé d'exprimer mon désaccord avec cette faute extrêmement grossière de notre gouvernement, faute qui m'avait bouleversé et indigné.* »

Vadim Delaunay dira pour sa part : « *Je présumais que ma protestation allait, pour une longue période, me priver de ma liberté. Je comprenais que cinq minutes de liberté sur la place Rouge pourraient me coûter des années de privation de la liberté. Mais j'ai senti que si je n'exprimais pas mon désaccord, mon silence même cautionnerait cet acte. Aussi devais-je exprimer ma protestation.* »

Victor Feinberg expliquera que lorsqu'il apprit que la Tchécoslovaquie avait été envahie par les chars soviétiques, « *ce fut comme un coup de poing au-dessous de la ceinture. (...) Le coup était si violent que seule une manifestation, dans les conditions russes — où effectivement il n'y a pas de manifestations du tout — serait une mesure assez forte pour répondre à ce défi. (...) Je pensais que cela relevait de ma responsabilité, comme citoyen soviétique. Et je pensais franchement que je me sentirais plus à l'aise en prison... J'avais le sentiment de partager la responsabilité de l'invasion.* »

Vladimir Dremliouga dira simplement : « *Pendant dix minutes, j'ai été un citoyen.* » Larissa Daniel-Bogoraz s'expliquera plus longuement : « *J'ai agi de manière délibérée. Je me rendais parfaitement compte des conséquences de ce que j'allais faire. J'aime la vie et j'ai le goût de la liberté. Je comprenais que je risquais ma liberté et je ne voulais pas la perdre. (...) Pour prendre la décision de manifester, il m'a fallu surmonter mon inertie ainsi que ma phobie de tout ce qui est ostentatoire. (...) J'avais un choix à faire : protester ou me taire. A mes yeux, me taire aurait signifié me joindre à l'approbation d'actes que je n'apprécie pas. A mes yeux, me taire aurait signifié mentir. (...) Il ne me suffisait pas de savoir que ma voix ne figurait pas parmi celles qui sont « pour ». A mes yeux, il était grave que ma voix ne puisse pas s'exprimer « contre ». Si je ne l'avais pas fait, je me serais consi-*

dérée comme responsable de ces actes de notre gouvernement, car tous les citoyens adultes de notre pays sont responsables de tous les actes de notre gouvernement de la même façon que tout notre peuple est responsable des camps de Staline et de Béria, des sentences de mort des... » Mais Larissa ne put finir sa phrase, car elle fut interrompue par le procureur qui lui reprocha de « sortir du cadre de l'acte d'accusation » et lui signifia qu'elle n'avait pas le « droit de parler des actes du gouvernement et du peuple soviétique »... Avant d'agir, elle n'avait pas manqué de s'interroger sur la portée de la manifestation : « Ce qui me faisait hésiter, dira-t-elle plus tard, c'était l'inutilité pratique de la manifestation ; l'idée qu'elle ne pouvait rien changer à la marche des événements. Mais, en définitive, après mûre réflexion, j'ai décidé que le problème qui se posait à moi n'était pas celui de l'utilité mais celui de ma responsabilité personnelle. »

Et, en effet, si l'on s'en tient au court terme, la manifestation sacrilège du 25 août 1968 ne changea rien à la marche des événements qui suivit, en Union soviétique comme en Tchécoslovaquie, la logique implacable fixée par les maîtres du Kremlin. Cependant, si l'on veut prendre un peu de recul, cette manifestation apparaît elle-même comme un événement majeur de l'histoire de l'Union soviétique. Un événement qui annonce l'avenir en anticipant sur lui. Ces quatre hommes et ces trois femmes qui eurent le courage de surmonter leur peur et de risquer leur propre liberté afin de témoigner pour celle des autres, ceux-là ont sauvé l'espérance. La leur et la nôtre.

Jean-Marie MULLER

entretien avec n. gorbanevskaia

— Comment avez-vous appris l'invasion de la Tchécoslovaquie et quelle a été votre réaction ?

— J'ai appris l'invasion par la radio de Moscou le matin du 21 août. Ce jour-là avait lieu le procès d'Anatole Martchenko. Il avait écrit une lettre ouverte dans laquelle il protestait contre la campagne de calomnie menée par la presse à l'égard de la Tchécoslovaquie. Pour cela, il avait été arrêté le 29 juillet, et le 21 août était précisément le jour de son procès. C'était la seule pensée qui occupait mon esprit. Moi même, je ne pouvais pas me rendre au procès car j'étais seule chez moi avec mon bébé. Ma mère et mon fils aîné n'étaient pas à Moscou. Mais je savais que plusieurs de mes amis avaient passé la nuit chez Larissa Bogoraz pour aller au procès tous ensemble. J'ai téléphoné immédiatement à Larissa. Je lui ai dit : « Ils ont fait intervenir les chars ». Elle m'a répondu : « Je le sais, nous écoutons la radio. » J'étais très inquiète parce que j'avais le sentiment qu'après l'invasion de la Tchécoslovaquie, les autorités soviétiques pouvaient arrêter tout le monde sans que personne ne le remarque en Occident et que, par conséquent, mes amis qui voulaient assister au procès de Martchenko étaient en danger. Heureusement, ils ne furent pas inquiétés et plusieurs d'entre eux purent même entrer dans la salle du procès, ce qui, généralement, n'était pas possible.

Evidemment, tout de suite, mes amis et moi-même, chacun séparément, nous nous sommes demandé ce qu'il était possible de faire. Dans une telle situation, il est évident qu'il n'y a rien à faire si l'on s'en tient au seul critère d'efficacité. Mais l'idée de la manifestation est venue en même temps à plusieurs d'entre nous.

Pour mieux vous préciser la situation, je dois vous raconter une autre arrestation qui a eu lieu avant l'invasion de la Tchécoslovaquie. Après l'arrestation de Mart-

chenko, quelques-uns de ses amis, dont moi-même, avions écrit une lettre ouverte pour prendre sa défense. Une fille fut arrêtée pour avoir diffusé cette lettre. Le 23 août, je me suis rendue à l'interrogatoire, ayant été convoquée comme signataire de la lettre. C'était une situation très désagréable car les huit signataires de cette lettre étaient convoqués en tant que témoins et celle qui était persécutée n'avait fait que la diffuser. Et on nous disait : « Quelqu'un d'autre souffre pour vous. » Je suis donc allée à l'interrogatoire. C'était ma première rencontre avec le juge d'instruction qui devait ensuite mener l'enquête relative à la manifestation. Je suis allée avec mon bébé qui n'était âgé que de trois mois et quelques jours et qui, ce jour-là, n'était pas très bien. Le juge pensait que j'avais fait exprès de le prendre avec moi pour l'embarrasser. Mais en fait ma mère était déjà partie et je ne pouvais pas laisser seul le bébé. L'interrogatoire fut très simple : j'ai dit que j'étais en effet l'un des auteurs de la lettre et l'un de ses signataires mais que je ne savais rien au sujet des personnes qui l'avaient diffusée. Que je me sentais pleinement responsable de sa rédaction et de sa diffusion. Après l'interrogatoire, je suis allée chez la mère d'Alexandre Guinzbourg et c'est là que Larissa Bogoraz m'a dit qu'ils avaient décidé définitivement de faire la manifestation, probablement sur la place Rouge. L'heure et l'endroit exacts me seraient précisés le lendemain.

Le matin du 23 août, Victor Feinberg est venu de Léningrad à Moscou. Il est venu très tôt chez moi et nous sommes sortis dans le parc avoisinant car nous ne voulions pas prendre le risque de parler de ces choses-là chez moi, parce qu'il y avait peut-être des micros. Victor m'a dit qu'il était venu à Moscou avec l'idée de faire une manifestation. Ses amis de Léningrad lui avaient dit qu'il ne trouverait personne pour manifester car les Moscovites étaient des gens raisonnables. Il m'a dit : « J'ai décidé que si vous étiez si raisonnables que cela, je trouverais bien quelqu'un qui ne le serait pas. J'irai chez Grigorenko et nous irons manifester tous les deux. » Je lui ai dit : « Premièrement, Grigorenko n'est pas à Moscou et deuxièmement nous ne sommes pas aussi raisonnables que l'imaginent nos amis de Leningrad. »

Le samedi 24, un ami est venu chez moi et m'a écrit sur un petit bout de papier l'heure et l'endroit de la manifestation : à midi, sur la place Rouge au lieu dit Lobnoe Mesto, face au Musée Historique et devant la Basilique Basile-le-Bienheureux. Il m'a dit : « Moi, je n'irai pas avec vous. J'ai mes raisons. » Je l'ai compris car il a passé des années en prison psychiatrique. Il m'a dit aussi : « Je ne pense pas qu'il faille aller à la manifestation mais je ne me sens pas le droit de vous en dissuader. » Il y avait d'autres amis qui ont essayé, pendant

tout le temps précédent la manifestation, pendant presque toute la nuit du 24 au 25, de nous persuader de ne pas y aller. La raison habituelle était : « Ca ne donnera rien, ce ne sera pas efficace. Vous irez à la manifestation mais, pour autant, les autorités soviétiques ne feront pas sortir les troupes de Tchécoslovaquie. » Quand des amis parlent ainsi, c'est très dur de discuter. C'était beaucoup de temps, d'énerver, d'émotion qui nous étaient nécessaires pour le lendemain mais, quand même, nous avons dû les écouter et leur répondre.

— Tout cela n'ébranlait pas votre détermination ?

— Il y avait un peu d'hésitation mais ce n'était pas une hésitation capable de nous influencer définitivement. L'idée de la manifestation était si intérieure et si spontanée que les raisons d'efficacité politique étaient très loin de ce que nous éprouvions.

Le même jour, le samedi 24, Victor Feinberg est venu chez moi. Je lui ai dit à quelle heure et à quel endroit était prévue la manifestation. Plus tard, lorsqu'il sera déclaré irresponsable et envoyé à la prison psychiatrique de Léningrad, j'ai beaucoup souffert parce que j'ai eu le sentiment d'être moi-même responsable de son arrestation car c'est moi qui l'ai en quelque sorte envoyé à la place Rouge. Mais d'un autre côté, vraiment, il a eu cette idée tout à fait indépendamment de nous tous, comme chacun d'entre nous.

— Vous avez pu dormir un peu pendant la nuit précédant la manifestation ?

— Je n'en ai pas eu le temps. Des amis sont venus chez moi avec leurs raisons. Puis je suis allée rejoindre Pavel Litvinov et sa femme et nous avons discuté. Ensuite nous sommes allés chez Larissa et nous sommes restés chez elle jusqu'à quatre heures du matin. Quand nous sommes sortis de chez elle avec la décision définitive de ne plus écouter personne, il y avait encore un ami qui venait chez elle pour la persuader de ne pas aller à la manifestation. Je suis revenue chez moi et j'ai encore dessiné deux pancartes. L'une portant l'inscription : « Pour votre liberté et la nôtre » et l'autre, en tchèque : « Vive la Tchécoslovaquie libre et indépendante ». Le matin, j'ai dû partir de chez moi très tôt. Je fis en tramway les deux tiers du chemin et le reste à pied car on ne peut pas prendre le métro avec le landau. J'ai fait une halte dans l'appartement de Pavel Litvinov — lui-même n'y logeait plus — et j'ai pu allaiter mon bébé. Dans cet appartement, j'ai vu beaucoup d'exemplaires du Samizdat ainsi que des brouillons du deuxième numéro de la « Chronique des événements

courants » que j'avais moi-même écrits à la main. J'en ai profité pour les brûler et jeter les cendres aux toilettes. Ensuite je suis sortie pour me rendre sur la place Rouge.

— Pouvez-vous préciser quels étaient les sentiments qui vous animaient juste avant la manifestation ? Vous saviez que vous alliez probablement vous retrouver en prison. Est-ce que vous aviez peur à l'approche de la manifestation ?

— Non, je n'avais pas peur, parce que le sentiment qui était le plus fort était la honte. La honte que nous avions éprouvée dès le premier jour en entendant le communiqué de l'agence Tass qui de toute évidence n'était que mensonge, et que nous avons éprouvée ensuite en voyant la presse pleine des résolutions des usines, des écrivains, etc... qui approuvaient avec admiration l'aide fraternelle... C'était insupportable.

— Il n'y avait pas de place pour la peur telle-ment vous aviez le sentiment qu'il fallait agir ?

— Oui. Plus exactement, ce n'était pas qu'il fallait agir mais qu'il était impossible de ne pas agir. Pour ce qui est de la prison, en Russie, on dit : « Plus tôt tu seras détenu, plus tôt tu seras libéré. »

— Vous et vos amis formiez un réseau. Quel était ce réseau ? Était-ce le réseau du Samizdat ?

— Oui, mais il y avait bien sûr dans ce réseau des gens qui n'étaient pas, comme moi, rédacteurs du Samizdat.

— Dans votre cheminement vers la dissidence, quels sont les événements qui vous ont déterminée à critiquer fondamentalement la société soviétique ?

— Ce n'étaient pas les événements de Tchécoslovaquie. Le début de mon évolution remonte aux événements de Hongrie en 1956. Oui, la Hongrie plutôt que le rapport de Krouchtchev. Je pense que ce fut un tournant pour toute ma génération.

— Mais seulement pour une partie de votre génération ?

— Je pense qu'à ce moment-là, en 1956, ce fut pour la grande partie de ma génération.

— Vous aviez vingt ans en 1956 ?

— Oui, c'est cela. Je me rappelle une discussion avec un ami, ancien détenu politique, au cours de

laquelle il me faisait remarquer que, dans notre mouvement, et pas seulement dans notre mouvement mais aussi dans la poésie indépendante et d'autres mouvements, la plus grande partie était composée de personnes nées entre 34 et 41, donc la génération qui est née juste avant la guerre. Bien sûr, il y a des exceptions, des gens plus jeunes ou des gens plus âgés, mais ils n'étaient pas nombreux. Il est très étrange que, dans les années 70, ma génération ait perdu cette première place : des gens d'autres générations sont venus nous rejoindre, et pas seulement des plus jeunes mais aussi des gens des générations précédentes. Jusqu'à la fin des années 60, les gens plus âgés que nous n'osaient pas parler



N. GORBANEVSKAIA (photo C. Brunier)

ouvertement, écrire ouvertement, agir ouvertement et c'est étrange que ces gens-là, qui aujourd'hui sont encore plus âgés, ont le courage de le faire. Il y a quelques années, c'était donc ma génération qui était au centre du mouvement. C'est la Hongrie qui a tout déclenché. D'une part, nous n'étions plus des adolescents et nous ne pouvions pas ne pas comprendre et, d'autre part, nous n'étions pas encore des adultes blasés : pour nous, le mensonge officiel que nous avions appris à l'école, que nous avions accepté, n'était pas encore devenu notre chair. C'était seulement comme un vieux vêtement que nous avons pu jeter très facilement.

Pour en revenir à la question sur « moi et mes amis », très souvent, je dis « mes amis » à propos de gens que je ne connais pas ou presque pas. Par exemple, nous étions sept sur la place Rouge : je connaissais bien Pavel Litvinov et Larissa Bogoraz, c'étaient des amis parmi les plus proches ; je connaissais très bien Feinberg ; je connaissais très peu Delaunay et Dremlouga, je les avais vus quelques fois seulement ; quant à Babitzky, je ne le connaissais que de vue. Mais, vraiment, quand nous nous sommes retrouvés sur la place Rouge, chacun de nous ressentait les autres comme ses plus proches amis.

Il est difficile de parler du réseau du Samizdat parce qu'il y a beaucoup de gens qu'on ne connaît pas personnellement mais dont on lit les textes. Ce sont des liens invisibles mais extrêmement forts. C'est pourquoi, maintenant, je peux parler de « mes amis » qui sont emprisonnés et je peux inclure parmi eux certains que je n'ai jamais connus. Mais je sais qu'ils connaissent mon histoire comme moi je connais la leur. Ce sont des gens de mon espèce. J'éprouve pour eux une espèce d'émotion amicale.

— Revenons à la manifestation. Vous vous êtes retrouvée en liberté assez rapidement après votre arrestation ?

— Oui, dans la nuit même du 25 au 26 août. Je suis arrivée chez moi à 10 heures du soir pour la perquisition et les miliciens sont partis à 2 heures du matin.

— A l'époque, aviez-vous un emploi ?

— J'avais un emploi mais je bénéficiais encore d'un congé de maternité et, de ce fait, on ne pouvait pas me licencier. J'étais traductrice dans un institut de recherche scientifique et j'avais le titre d'ingénieur. Normalement, il était possible d'obtenir un congé sans solde jusqu'au premier anniversaire du bébé mais lorsque j'ai demandé la prolongation de mon congé, j'ai été prévenue que le personnel ne me supporterait plus en

son sein. Quand mon congé s'est terminé, j'ai abandonné mon emploi de mon propre gré. Mais j'ai eu un contrat avec une maison d'édition pour la traduction d'un livre polonais, j'ai donné des leçons, donc j'ai pu gagner ma vie.

— En fin de compte, vous avez été arrêtée puis détenue pendant de longs mois. Pouvez-vous préciser les circonstances de votre arrestation ?

— J'ai été arrêtée le 24 décembre 1969 après avoir eu le temps de terminer la rédaction de mon livre « *Midi, Place Rouge* » (1). Ce livre était précisément l'un des points de l'accusation ; mais il y en avait beaucoup d'autres, dont la diffusion du Samizdat, la rédaction de la « Chronique des événements courants », la rédaction de « l'Aide médicale gratuite » (2), la participation au Groupe des Droits de l'Homme en URSS, etc... Après les premiers interrogatoires, l'enquête a pratiquement cessé. Ensuite, le juge d'instruction m'a convoquée de ma cellule dans son bureau pour me dire que je serais envoyée à l'expertise psychiatrique.

Après la manifestation et l'expertise qui l'avait suivie (3), j'avais été convoquée une fois au dispensaire psychiatrique mais, ensuite, on m'avait laissée tranquille. Puis, soudainement, on m'avait convoquée et on m'avait dit que j'allais très bien, que je n'avais pas besoin d'aide psychiatrique et que je n'avais plus besoin d'être sous la surveillance du dispensaire. J'étais allée à la commission du psychiatre en chef de Moscou. Cette commission avait conclu qu'il n'y avait aucune donnée qui puisse justifier un diagnostic de schizophrénie et que je n'avais pas besoin d'un traitement psychiatrique.

Un mois après, on m'arrête et deux mois après mon arrestation on m'envoie de nouveau à l'expertise à l'Institut Serbski (4). Le juge d'instruction me dit : « Nous avons la conclusion de la commission du psychiatre en chef de Moscou mais nous avons aussi l'acte de l'expertise faite après la manifestation. Les deux conclusions sont contradictoires et nous devons faire une nouvelle expertise. Suite à cela, on a établi un diagnostic de schizophrénie mais, cette fois-ci, les psychiatres de l'Institut Serbski n'ont pas fait l'erreur d'utiliser à nouveau la formule du premier diagnostic : « la possibilité d'une schizophrénie larvée n'est pas à exclure... », car j'ai ridiculisé cette formule dans « *Midi, place Rouge* ».

(1) Ed. R. Laffont.

(2) Cf. *Condamnés à la folie*, éd. Stock.

(3) Cf. *Midi, place Rouge*, pp. 64 et suivantes.

(4) Institut légal pour les expertises psychiatriques.

Ensuite, je suis revenue à la prison Boutyrki où je suis restée encore plusieurs mois parce que je devais attendre le procès — l'expertise n'est pas un acte juridique et c'est aux juges qu'il appartient de décider si la personne concernée est responsable ou non. Mais, pour cela, ils n'ont pas besoin de voir la personne intéressée. Mon avocat a demandé que je sois convoquée au procès, et immédiatement le professeur Luntz, qui était l'expert au procès, a dit qu'il ne fallait pas convoquer Gorbanevskaia parce que ça pourrait la « traumatiser ». La veille du procès, mon avocat est venu me voir en prison et m'a dit que le juge qui me jugerait le lendemain était le meilleur juge de Moscou mais que cela ne pourrait rien changer. Le lendemain de mon procès, elle m'a raconté que le juge avait maintenu les yeux baissés pendant tout le procès. C'était son premier procès politique ; ensuite, il fut moins timide. La première fois, il était un peu gêné mais il s'est vite habitué...

Le juge m'a déclarée irresponsable et m'a ordonné un traitement arbitraire dans un « hôpital psychiatrique de type spécial », c'est-à-dire dans la prison psychiatrique. Quand mon avocat a demandé à l'expert de préciser quels étaient les symptômes de la schizophrénie dont je souffrais, le professeur Luntz lui a répondu : « Elle a une forme de schizophrénie qui n'a pas de symptômes évidents... » Vous voyez, c'est vraiment de la comédie. Mon avocat lui a alors demandé pourquoi on avait choisi pour moi un hôpital psychiatrique de type spécial plutôt qu'un hôpital psychiatrique de type commun et le médecin lui a dit que j'avais besoin de ce régime pour guérir. Ça s'appelle le « traitement par les murs »...

— Dans ce genre de condamnation, on ne précise jamais la durée de la peine ?

— C'est ce qu'il y a de plus terrible. Quand je suis arrivée à la prison psychiatrique, j'ai vu des femmes détenues pour des raisons politiques ou religieuses depuis 8, 10, 12 et même 16 ans. Pour ce qui me concerne je suis allée jusqu'aux limites de mes forces psychiques.

— Vous subissez un traitement ? On vous donnait des drogues ?

— Oui, des médicaments.

— On vous forçait à les prendre ?

— Oui. Une fois, j'ai essayé de cacher les comprimés et je les ai jetés immédiatement, mais une vieille femme m'a dénoncée au médecin. En général, on nous les met dans la bouche et on nous regarde la bouche.

Même dans ce cas, il y a bien des moyens de les cacher sans les prendre mais il faut être moins maladroit que moi pour y arriver... Et si on s'en aperçoit, la prochaine fois on administre le médicament par piqûre et les réactions sont beaucoup plus fortes.

— Quel était l'effet des comprimés sur vous ?

— Le médicament qui m'était donné, l'halopéridol, est censé guérir des hallucinations et des délires. Comme je n'ai jamais eu d'hallucinations, je ne peux pas juger de l'efficacité du traitement ! Quant aux délires, je pense qu'il s'agissait de mes opinions : donc je ne suis pas guérie. Mais l'halopéridol a une action supplémentaire : il donne les symptômes de la maladie de Parkinson. Pour ma part, je n'avais pas de tremblements, mais je me sentais immobilisée et en même temps j'avais une grande envie de changer tout le temps de position. Quand on a un livre, on lit une page avec difficulté. Quand on est debout on veut se coucher puis s'asseoir. Aucune position ne nous satisfait. Le premier soir, je ne pouvais pas comprendre ce qui m'arrivait. Après avoir pris mon médicament dont je ne connaissais pas l'action, je me suis couchée mais je n'étais pas bien. J'ai pris l'oreiller et je l'ai mis à l'autre bout du lit, mais je n'étais pas mieux. Le gardien m'a dit que je devais me coucher de telle sorte qu'il puisse voir ma tête. J'ai alors appelé une infirmière et je lui ai dit que je ne pouvais pas dormir. Elle m'a expliqué que c'était le médicament que j'avais pris qui avait cette action et elle m'a donné un calmant très faible qui n'a pas supprimé l'action de l'halopéridol.

— Et ce traitement a duré combien de temps ?

— Tout le temps, c'est-à-dire pendant les neuf mois de mon séjour là-bas. Si j'étais restée neuf ans, le traitement aurait duré neuf ans.

— Vous êtes restée neuf mois dans une prison psychiatrique, mais combien de temps avez-vous été détenue ?

— Je suis restée détenue deux ans et deux mois. Je suis sortie le 22 février 1972. Après mes neuf mois de séjour dans la prison psychiatrique, je suis revenue à la prison Boutyrki. J'avais l'impression de me retrouver chez moi, comme si je revenais dans ma maison natale. C'était le bonheur.

— Qu'est-ce qui se passe dans la tête de celui qui est détenu dans une prison psychiatrique ?

— Une seule pensée : quand je sortirai et dans quel état je sortirai ? Serai-je encore moi-même ?

— C'est une obsession ?

— Absolument ; et cela parce que le détenu ne connaît pas la durée de sa détention. Etre au camp, même après une condamnation très sévère, mais en connaissant le jour de la sortie, c'est plus facile.

— Si finalement, vous avez été libérée, c'est parce qu'ils estimaient que vous étiez guérie ?

— Oui, parce que pour être libérée, il a fallu que je reconnaisse avoir été malade ; et dire qu'on a été malade, ça veut dire qu'on est guéri. Dans le jargon de la psychiatrie soviétique, cela s'appelle la « critique ». Il s'agissait évidemment d'une autocritique. Il suffisait aux psychiatres que j'accepte la conception de ma maladie et de ma guérison. J'ai dit aussi qu'étant la mère de deux enfants, je devais cesser mes activités. Bien sûr, j'ai essayé de me tenir dans certaines limites. Je n'ai parlé que de moi et je n'ai jamais dit que le Samizdat était une activité répréhensible. Mais les psychiatres de l'institut Serbski me connaissaient et ils étaient très contents de cette autocritique limitée. Je pense même qu'ils comprenaient quelle souffrance me valait cette autocritique et qu'ils se sentaient vainqueurs. Bien sûr, de mon côté comme du leur, il était évident que cette autocritique était purement formelle ; mais, pour moi, vraiment, c'était douloureux parce que j'avais conscience de mentir.

— Pour vous, recourir à cette tactique, c'était avoir la possibilité d'être libérée et c'était devenu pour vous une nécessité psychologique...

— Oui. Et puis j'avais peur pour mes enfants qui étaient restés avec ma mère. J'ai eu tout le temps l'idée que les autorités attendraient la mort de ma mère, que mes enfants seraient alors placés dans un orphelinat, qu'ensuite on me laisserait sortir mais que je ne trouverais plus mes enfants.

— Finalement, vous avez été libérée et vous avez retrouvé vos enfants et vos amis ?

— C'est cela. Mais avant d'être libérée, le professeur Luntz m'a dit : « Si nous décidons de vous libérer, vous allez rencontrer vos amis et ils vous engageront de nouveau dans les mêmes activités. » Je comprenais bien ce qu'il voulait insinuer. Il savait que j'avais une grande envie d'être libérée et que je pourrais donc faire n'importe quelle promesse. Ensuite, on aurait pu très facilement me dire : « Vous nous avez fait une promesse mais vous ne l'avez pas tenue. » Il attendait donc que

je lui dise : « Maintenant que je suis guérie, je changerai d'amis. » Mais j'ai dit : « Premièrement : mes amis ne voudront pas me voir arrêtée de nouveau ; deuxièrement : jamais personne ne m'a forcée à m'engager, au contraire, on a plutôt essayé de me retenir ; troisièmement : si quelqu'un essayait de m'engager, je saurais lui faire la réponse qu'il faudrait ». C'est pourquoi, je n'ai fait aucune promesse d'abandonner mes amis et je les ai tous rencontrés juste après ma libération. En revanche, j'ai dû promettre d'abandonner mes activités, car, sans cela, je n'aurais pas été libérée.

Après ma libération, je n'ai pas fait grand chose ; j'ai seulement rédigé quelques textes pour la « Chronique » et, à l'exception d'une amie, personne ne savait que c'était moi qui les avait rédigés. Ensuite, j'ai subi un chantage psychiatrique constant. Je devais aller chaque mois au dispensaire où l'on m'interrogeait, non pas sur mon état de santé, mais sur ce que je faisais, sur les personnes que je rencontrais, etc.. j'ai refusé de me rendre au dispensaire. On m'a dit : « Bon, si vous ne voulez pas venir, nous irons chaque mois chez vous. » Mais cela aurait été très dur pour ma mère, alors je leur ai dit : « Bon, j'irai chez vous. »

Mais j'ai senti qu'il était très difficile d'agir toujours dans la clandestinité. Ce n'est pas dans mon caractère. Je ne suis pas un conspirateur et, tôt ou tard, je serai de nouveau arrêtée et détenue à la prison psychiatrique. Je serai alors incapable de faire une deuxième fois mon autocritique. J'ai compris que la seule solution était l'émigration. Quand je suis sortie de prison, je n'avais pas eu l'idée d'émigrer mais en décembre 1975 je quittais l'Union Soviétique.

— Votre demande a-t-elle été satisfaite aussitôt ?

— Non, j'ai fait une première demande en 1974 pour aller en France, mais elle m'a été refusée. Après quoi, j'ai demandé à aller en Israël et, après avoir rempli beaucoup de papiers, j'ai reçu l'autorisation d'émigrer. Je suis partie avec mes deux enfants et j'ai d'abord séjourné à Vienne un peu plus d'un mois. Ensuite, je me suis installée en France.

— Vos amis ont-ils compris votre position, ou ont-ils eu le sentiment que vous les abandonniez ?

— La seule personne qui pensait que c'était une désertion, c'était moi ; parce que, vraiment, nous n'avons pas l'habitude de raisonner de la sorte. Nous savons que c'est à chacun qu'il revient de décider lui-même de son

propre destin. Si quelqu'un veut émigrer, qu'il émigre. Si quelqu'un veut rester, qu'il reste. Chez nous, c'est plutôt l'inverse : beaucoup de gens tentent de persuader d'émigrer un ami qui se trouve en danger. Mais moi, j'ai toujours été opposée à de telles tentatives.

— Vous pensez que chacun doit se sentir absolument libre de son propre cheminement ?

— Oui, tout à fait. Mais je sais que beaucoup de gens qui ont décidé d'émigrer se reprochent à eux-mêmes d'être des déserteurs.

— Maintenant que vous êtes dans l'émigration, quelles sont vos activités ?

— Je fais tout ce qui est possible. Je parle aux gens, aussi bien à travers des rencontres personnelles qu'à travers des meetings. J'écris, j'explique, je raconte. Je travaille au sein du « Groupe Vladimir » qui s'occupe de la défense des détenus politiques de la prison de Vladimir. Ni moi, ni mes amis nous ne nous considérons comme des experts ou des conseillers. S'il faut taper des textes, je les tape. S'il faut coller des affiches, je le fais, etc...

Je voyage beaucoup en Europe où je rencontre les Groupes d'Amnesty International. Une part très importante de mon travail qui me relie à mes amis restés là-bas, c'est la publication ici des textes du Samizdat. Je travaille encore pour la radio « Liberté » où je fais des émissions en russe pour l'U.R.S.S. J'y traite les problèmes de l'Europe de l'Est, qui sont très peu connus en Union Soviétique. C'est très important pour l'avenir car les peuples de l'Europe de l'Est et de l'Union Soviétique doivent se connaître et se comprendre.

Je considère notre activité comme une aide à la résistance qui se fait à l'intérieur de notre pays. Nous sommes sûrs que le destin de notre pays sera décidé par ceux qui y vivent et nous ne voulons pas imposer nos propres conceptions. La seule chose que nous connaissons mieux que nos amis qui vivent là-bas, c'est l'Occident, les réactions possibles de l'Occident, les possibilités d'agir, ici, mais c'est la seule chose.

— Dans la mesure où précisément vous pensez que c'est la résistance en U.R.S.S. qui sera déterminante pour l'avenir, comment voyez-vous le présent et l'avenir de cette résistance ?

— Cette résistance change et a déjà changé la conscience de la société. Les gens osent faire des choses

qui étaient complètement inimaginables il y a dix-quinze ans. Par exemple, maintenant tout le monde écoute les radios étrangères et en parle ensuite librement. C'est déjà beaucoup parce que dans un pays où non seulement il n'y a pas de liberté d'information mais où il n'y a pas d'information — au lieu de l'information, il n'y a que de la propagande —, dans un tel pays, l'information est la première chose nécessaire.

Il y a plusieurs signes qui indiquent que la résistance, malgré la répression, s'élargit quand même. On voit que dans les coins éloignés du pays, il y a des gens qui, de manière indépendante, commencent la résistance. Les gens simples, les petites gens commencent à bouger. C'est une espérance. Mais c'est un processus très long car pour opérer un changement en profondeur, il faut que le changement se fasse dans la conscience ; sinon ce sera presque la même chose parce que les gens feront la même chose que les Bolcheviks, même s'ils procèdent de manière inverse. Je pense que quand la liberté viendra, notre peuple ne fusillera pas les communistes. Je ne les aime pas, mais je ne veux pas qu'on les fusille.

— Vous abordez directement le problème de la violence et de la non-violence. Quelle réponse apportez-vous à ce problème ?

— Je pense que ma réponse est justifiée par notre expérience historique. Nous avons vu que le sang, même un peu de sang, appelle nécessairement du sang et c'est une progression géométrique. La violence n'engendre que de la violence. Comment peut-on espérer faire triompher la liberté en commençant par imposer la mort ou la détention, ou la torture. Pour nous, c'est un sentiment presque général. Bien sûr, il y a la violence de l'homme en colère, en folie, et je peux la comprendre ; mais la violence fondée théoriquement, la violence justifiée théoriquement, la violence perpétrée de sang froid, non. Que ce soit la violence individuelle ou que ce soit la violence du parti ou de l'Etat, du parti clandestin ou du parti au pouvoir, pour moi, c'est la même chose. Pour moi, et pour presque tous mes amis, c'est la chose inacceptable, inacceptable intérieurement aussi bien par le cœur que par la raison.

Propos recueillis par Jean-Marie Muller.

(Octobre 1978)

Soljénitsyne : Refusons de coopérer avec le mensonge

On ne peut sous-estimer l'importance de Soljénitsyne, tant vis-à-vis de ses compatriotes que vis-à-vis de l'Occident. Même pour ceux des dissidents qui ne partagent pas ses idées, il reste un symbole. Le marxiste Pliouchtch par exemple souligne sans réticence tout ce qu'il doit à Soljénitsyne, à son œuvre, à son combat. « Il a montré, écrit B. Morand, qu'un homme seul pouvait s'opposer au pouvoir, à la censure, à la répression. Il a fait la preuve que la résistance existait, qu'elle était une réalité vivante et que la génération forgée par les camps n'avait pas été anéantie physiquement et moralement... D'autres avant lui avaient bien essayé de dire la vérité, de faire entendre leur voix, mais ils avaient suscité peu d'échos, alors que Soljénitsyne a réussi à soulever l'émotion du monde entier, à faire réfléchir et réagir des hommes sur toute la

planète. Et, en ce sens, son cas présente quelque chose d'exceptionnel » (1). Quiconque aura lu *Le chêne et le veau*, ce récit étonnant de la lutte d'un seul homme contre tout un appareil d'Etat, ne pourra que tomber d'accord avec ce jugement (2).

Il ne serait pourtant pas honnête de taire certaines réticences, certains malaises que l'on peut éprouver devant tel ou tel aspect de la pensée de Soljénitsyne, devant telle ou telle de ses déclarations sur le Chili, sur la « faiblesse » de l'Occident, sur la gauche européenne. Le fait qu'un homme ait beaucoup souffert, qu'il ait été un adversaire courageux d'un ré-

gime de violence et de mensonge, qu'il nous ait aidés à prendre conscience des réalités concentrationnaires soviétiques, ne nous crée pas l'obligation d'approver tout ce qu'il dit, quel que soit le sujet. Quand Soljénitsyne parle de ce qu'il a connu, vécu, éprouvé, nous écoutons son témoignage. Quand il exprime ses opinions, il entre dans un débat où il n'est qu'une voix parmi d'autres, sans plus ni moins d'autorité qu'un autre. Les épreuves qu'un homme a traversées ne lui donnent pas l'inaffabilité, et il faudrait se méfier d'une certaine tendance à entourer le mot « dissident » d'une auréole de respect absolu éteignant tout esprit critique. Quand Soljénitsyne est en URSS, il fait *l'Archipel du Goulag*, et c'est bouleversant (aux deux sens du mot : cela bouleverse à la fois nos sensibilités et nos schémas politiques). Mais quand il est aux USA, il fait les

(1) B. Morand, *l'URSS des profondeurs*, p. 227.

(2) A. Soljénitsyne, *Le Chêne et le veau*, Seuil 1975.

Discours américains (3), et on croirait entendre un vulgaire politicien cherchant les voix de la « majorité silencieuse ». Soljénitsyne est dissident en URSS, mais il ne l'est pas en Occident, c'est le moins qu'on puisse dire !

Certains sont tout heureux de tirer prétexte de ces errements du Soljénitsyne de l'Ouest pour discredit rétrospectivement le témoignage, trop gênant pour eux, du « dissident » d'avant 1974. Leur rêve oriental, déjà fêlé par Budapest en 56 et Prague en 68, s'est définitivement brisé sous les 1 300 pages, lourdes comme du plomb, de *L'Archipel du Goulag*, et ils voudraient en sauver des débris. Piètre consolation que de prendre l'auteur du sacrilège en flagrant délit d'idolâtrie nouvelle !

(3) A. Soljénitsyne, *Discours américains*, Seuil 1975.

Le 12 février 1974, Soljénitsyne n'a plus que quelques heures à passer en URSS. Le dernier texte qu'il écrit dans son pays sera un véritable appel à l'insurrection, adressé à tous ses compatriotes. Mais il s'agit d'une insurrection non-violente, très semblable à celle qu'aurait pu demander un Gandhi ou un King dans les mêmes circonstances. Une lecture superficielle de ce texte pourrait s'arrêter au vocabulaire trop « moral » et nous aiguiller sur une fausse piste, comme si le but de Soljénitsyne était seulement que chacun, par une rupture ferme avec le « mensonge », garde sa dignité personnelle. En fait, par delà ce but (qui n'est d'ailleurs pas négligeable, comme exigence minimale), Soljénitsyne vise bien une épreuve de force avec le pouvoir. Son analyse rejoint celle que nous avons apprise de Thoreau, Gandhi, et d'autres : c'est la colla-

boration, la complicité, ou le silence résigné des victimes qui fait une bonne part du pouvoir des oppresseurs. Certes, nous savons que rompre, individu par individu, avec le mensonge de la complicité n'est pas une solution « politique », au sens où elle néglige la dimension nécessairement collective de toute rupture qui se veut efficace. L'insistance sur le courage individuel met en relief l'aspect moral (certains diront moralisateur) de cet appel et atténue sa force d'insurrection proprement politique. Mais qui pourrait le lui reprocher, lorsqu'on sait les conditions de répression intense contre tout ce qui essaierait de coordonner, de rassembler une opposition concertée ? Tel quel, ce texte mérite une réelle attention de tous ceux qui sont à la recherche d'alternatives non-violentes.

C. M.

Il fut un temps où nous n'osions même pas murmurer. Maintenant, nous écrivons, nous lisons le Samizdat, et parfois, quand nous nous rencontrons dans le fumoir de l'Institut Scientifique, nous allons jusqu'à nous plaindre ouvertement dans nos discussions : Quelles difficultés vont-ils encore nous créer, où vont-ils encore nous entraîner ? Ils se vantent de leurs succès dans l'espace, alors que, chez nous, il y a toujours la pauvreté et la destruction.

Ils soutiennent des régimes non-civilisés qui sont au loin. Ils alimentent des guerres civiles. Ils n'ont pas

hésité à soutenir Mao Tsé-toung à nos frais, et maintenant ils sont prêts à nous envoyer en guerre contre lui, et nous serons obligés d'y aller. N'y a-t-il donc pas d'issue ? Ils conduisent qui ils veulent devant les tribunaux et mettent des hommes parfaitement sains d'esprit dans des maisons de fous — toujours eux, et nous sommes impuissants.

Il est devenu pratiquement impossible de s'abaisser encore plus bas. Une mort spirituelle englobant tout, nous a déjà tous atteints et la mort physique va bientôt s'élever comme une immense flamme et va nous engloutir avec

nos enfants. Mais nous continuons à sourire lâchement devant notre destin et nous murmurons avec une langue paralysée.

Que pouvons-nous faire pour mettre un terme à tout cela ? Nous sommes sans force. Nous sommes si désespérément déshumanisés que nous sommes prêts à abandonner, pour notre pauvre pain quotidien, tous nos principes, notre âme, tous les efforts et les luttes de ceux qui nous ont précédés, et à enlever toutes leurs chances à ceux qui nous suivront. Et tout cela, uniquement pour qu'on ne touche pas à notre existence si fragile. Nous manquons de fermeté, de fierté et d'enthousiasme. Nous ne craignons même pas la mort atomique générale, ni la troisième guerre mondiale (nous nous sommes déjà réfugiés dans les caves et dans les grottes). Nous avons peur seulement d'une chose. Nous avons peur du courage civique.

Nous avons peur seulement de rester derrière le troupeau et de marcher seul — et de nous retrouver brusquement sans pain blanc, sans chauffage à gaz et sans permis de résidence à Moscou.

On nous a endoctrinés dans des cours politiques et, ainsi, nous avons nourri l'idée d'avoir une vie confortable, nous nous sommes persuadés que tout irait bien pour le reste de notre vie, nous ne pouvons pas échapper à notre milieu et à notre conditionnement social. C'est la vie de tous les jours qui détermine notre conscience. Mais en quoi cela peut-il nous concerner ? Nous n'y pouvons rien. Si, nous pouvons faire quelque chose, nous pouvons tout faire. Mais pour nous tranquilliser nous nous mentons à nous-mêmes. Ce n'est pas eux qui portent toute la responsabilité, c'est nous-mêmes et seulement nous. Nous pouvons encore objecter en disant : Bien sûr, nous pouvons penser ce que nous voulons, mais ils nous ont mis un bâillon. Personne ne veut nous écouter et personne ne nous consulte. Comment pouvons-nous les obliger à nous écouter ? Il est impossible de changer leur manière de penser.

Il serait tout à fait naturel de leur enlever le pouvoir par un vote — mais il n'y a pas d'élections dans notre pays. En Occident, les gens peuvent organiser des grèves et des manifestations de protestation — mais, nous, nous sommes trop opprimés ; il est terrible de nous poser cette question : Comment pourrions-nous arrêter brusquement notre travail et descendre dans la rue ?

Cependant les autres chemins meurtriers qui ont été explorés dans les siècles passés, au cours de notre cruelle histoire russe, ne sont pas des chemins pour nous et, en vérité, ils ne nous sont d'aucune utilité.

Maintenant, alors que la hache a fait son œuvre, alors que tout ce qui a été semé a pu lever, nous pouvons voir que les jeunes gens arrogants qui ont cru pouvoir rendre notre pays juste et heureux par la terreur, l'insurrection sanglante et la guerre civile, ont été induits en erreur par l'endoctrinement qu'ils ont subi. Non, merci, Pères de la Révolution ! Nous savons maintenant que des méthodes aussi infâmes ne peuvent donner que des résultats infâmes. Gardons les mains propres.

Le cercle est-il fermé ? N'y a-t-il vraiment pas d'issue ? Ne nous reste-t-il qu'une chose : attendre sans agir ? Peut-être quelque chose arrivera-t-il tout seul ? Non ! Rien n'arrivera tant que nous reconnaîtrons et fortifierons tous les jours le mensonge, tant que nous n'y renoncerons pas.

Quand la violence fait irruption dans la vie paisible des hommes, sa figure brille d'espérance et d'assurance comme si elle portait un drapeau, et s'écriait : « Je suis la violence, allez-vous en. Je vais vous écraser ! ».

Mais la violence vieillit rapidement. Après quelques années, elle perd son assurance et afin de pouvoir garder son apparence respectable, elle cherche à s'allier au mensonge. Car la violence ne peut se cacher que derrière le mensonge. Le mensonge ne peut vivre que par la violence. La violence ne met pas tous les jours sa main lourde sur toutes les épaules : elle n'exige de nous que l'obéissance au mensonge, la participation quotidienne au mensonge — c'est la seule loyauté qui est exigée de nous. La clef la plus simple et la plus accessible de notre libération, que nous avons négligée jusqu'à présent, se trouve dans la **non-participation personnelle au mensonge**. Bien que les mensonges cachent tout, bien qu'ils envahissent tout, nous voulons persévérer dans cette manière d'agir et de nous libérer.

Laissons-les tout envahir, mais en leur refusant notre aide. Cela ouvrira une brèche dans cet encerclement imaginaire qui n'est créé que par notre passivité. C'est la chose la plus facile que nous puissions faire, mais c'est la grande atteinte au mensonge. Car si les hommes renoncent au mensonge, cela mettra très rapidement un

terme à l'existence même des mensonges. Comme une infection, le mensonge ne peut exister que dans un organisme vivant.

Nous ne sommes pas appelés — car nous ne sommes pas assez mûrs pour cela — à marcher sur les places publiques afin de crier la vérité et de dire à haute voix ce que nous pensons. Ce n'est pas nécessaire. C'est dangereux. Mais nous voulons refuser de dire ce que nous ne pensons pas !

Voilà notre chemin, le moins difficile, le plus accessible, qui prend en considération cette lâcheté congénitale qui est si profondément enracinée en nous. Et ce chemin est beaucoup plus facile (bien qu'il soit déjà dangereux d'en parler), que la désobéissance civile prêchée par Gandhi.

Notre méthode consiste à ne rien soutenir de ce qui est lié au mensonge. Quand nous avons découvert où se trouve la frontière qui délimite le mensonge — que chacun voie cela selon son propre jugement — alors notre méthode est de nous retirer au-delà de cette frontière gangrénée. Si nous ne collions pas ensemble les vieux os ramollis et les écailles de l'idéologie, si nous ne cousions pas ensemble de vieilles guenilles, alors nous nous étonnerions de voir avec quelle rapidité les mensonges se déséquilibreraient et s'effondreraient. Ce qui devrait être nu, se manifestera alors nu aux yeux du monde entier.

Au milieu de notre peur, faisons notre propre choix : voulons-nous consciemment rester esclaves du mensonge (bien sûr, ce n'est pas de notre propre gré, mais afin de nourrir notre famille, que nous élevons nos enfants dans l'esprit du mensonge), ou nous libérer du mensonge, et devenir des hommes vrais, dignes du respect de leurs enfants et de leurs contemporains ?

L'homme qui a fait ce choix agira ainsi à partir d'aujourd'hui :

- Il n'écrira désormais, ne signera ou n'imprimera aucune phrase qui, selon lui, déforme la vérité.
- Il ne prononcera pas une telle phrase que ce soit en privé ou en public, que ce soit de sa propre initiative, ou en obéissant à un ordre, que ce soit dans le rôle

d'un propagandiste, d'un professeur, d'un éducateur ou d'un acteur de théâtre.

- Il ne reproduira, ne soutiendra ou ne propagera aucune idée qu'il considère fausse ou déformant la vérité, que ce soit en peinture, en sculpture, en photographie, dans les sciences techniques ou en musique.
- Il ne fera jamais, que ce soit oralement ou par écrit, une citation qui soit sortie de son contexte, afin de plaire à quelqu'un, d'acquérir des priviléges ou d'avoir du succès dans son travail, s'il ne partage pas complètement les pensées citées ou si la citation ne reflète pas précisément le sujet traité.
- Il ne se laissera pas obliger à participer à des manifestations ou à des rencontres contre son désir ou sa volonté. Il ne portera pas de pancartes ni de banderoles dont il n'accepte pas complètement le contenu.
- Il ne lèvera pas la main pour exprimer son accord avec une proposition, si celle-ci ne correspond pas à sa pensée. Il ne donnera pas son vote, que ce soit ouvertement ou en secret, à une personne qu'il considère être indigne ou dont il doute de la capacité.
- Il ne permettra pas qu'on l'entraîne à une réunion où il peut s'attendre à une discussion faussée sur un problème donné.
- Il quittera immédiatement toute réunion, session, conférence, présentation ou film, quand il s'apercevra qu'un orateur énonce des mensonges ou des sottises ou se laisse aller à une propagande indécente.
- Il n'achètera ni ne s'abonnera à un journal ou à un périodique dans lesquels les informations sont déformées et dans lesquels les simples faits sont cachés.

Bien sûr, nous ne pouvons pas énumérer toutes les possibilités, ni toutes les nécessités de refuser le mensonge. Mais un homme qui se purifie découvrira, à cause de son regard purifié, d'autres cas où il pourra agir.

Non, dès que nous commencerons, rien ne sera plus comme maintenant. Quelques-uns perdront leur travail. La vie des jeunes qui veulent vivre selon la vérité sera très difficile au commencement, car toutes les paroles

qu'on exige d'eux sont pleines de mensonges et il est nécessaire de choisir. Il n'y a pas d'échappatoire pour celui qui veut être vrai: un jour viendra où il sera confronté à l'un au moins des choix mentionnés ci-dessus, fut-ce dans une matière scientifique ou technique. Il se trouvera devant le choix entre la vérité et le mensonge, entre l'indépendance spirituelle et la servitude spirituelle.

Celui qui n'a pas assez de courage pour défendre au moins son âme, qu'il ne soit pas fier de ses attitudes « progressistes », qu'il ne se vante pas d'être un membre de l'Académie ou un artiste du peuple, une personnalité émérite ou un général... Qu'il se dise plutôt à lui-même : « Je ne suis qu'une bête dans un troupeau. Je suis un lâche. Tout m'est égal pourvu que j'aie à manger, pourvu que j'aie une chambre chauffée. »

Même ce chemin, qui est le plus humble entre tous les chemins de la résistance, ne sera pas facile. Mais il est plus facile que de se brûler vif ou de faire une grève de la faim. Les flammes ne dévoreront pas ton corps, tes yeux n'éclateront pas sous la chaleur et, toi et ta famille, vous aurez toujours du pain noir et de l'eau claire.

Un grand peuple d'Europe, le peuple tchécoslovaque, celui-là même que nous avons trompé et trahi, ne nous a-t-il pas montré comment une poitrine nue, vulnérable, peut même se confronter aux chars, pourvu qu'un cœur digne batte en elle ?

Tu dis que ce ne sera pas facile ? Mais ce sera le plus facile entre tous les chemins possibles. Ce n'est pas un choix facile pour le corps, mais l'unique choix pour l'âme. Non ce n'est pas un chemin facile, mais il y a déjà des hommes, même des dizaines, qui depuis des années s'en tiennent à ces points et vivent avec la vérité.

Ainsi tu ne seras pas le premier qui prend ce chemin et tu te joindras à ceux qui l'ont déjà pris. Ce chemin deviendra plus facile et plus court pour nous tous, si nous le prenons dans un effort commun et en rangs serrés. Si nous sommes des milliers, ils ne pourront plus rien contre nous. Et quand, un jour, nous serons des dizaines de milliers, nous ne reconnaîtrons plus notre pays.

Mais si nous restons prisonniers de notre peur, nous devrons cesser de nous plaindre qu'ils nous étouffent, car c'est nous-mêmes qui le faisons. Alors nous devrons nous abaisser encore plus et attendre le jour où nos frères les biologistes pourront lire nos propres pensées et modifier nos gènes.

Et si déjà nos pieds deviennent glacés en faisant ce premier pas, c'est que décidément nous ne valons pas grand-chose et que nous ne pouvons rien espérer ; nous méritons alors le mépris de Pouchkine : « A quoi bon donner aux bœufs le don de la liberté puisque, de génération en génération, leur héritage sera un joug, des grelots et un fouet ».

Moscou, le 12 février 1974.

Alexandre SOLJENITSYNE

LES CAHIERS DU SAMIZDAT

Il n'est plus nécessaire de connaître le russe pour lire le Samizdat ! Depuis plusieurs années ces textes sont accessibles en français, grâce à la publication, à Bruxelles, du mensuel « Cahiers du Samizdat ». Pour s'abonner, écrire à :

Cahiers du Samizdat
Drève-du-Duc, 105
1170 Bruxelles.

Abonnement : 60 F français (400 francs belges) à verser par mandat postal, ou par virement au CCP 000-097-1885-42, mais pas par chèque bancaire.

rencontre avec Pliouchtch

L'affaire Pliouchtch est encore dans toutes les mémoires. En janvier 1976, à la suite d'une très large campagne d'opinion déclenchée par ses confrères mathématiciens du monde entier, Léonide Pliouchtch fut arraché à l'hôpital psychiatrique spécial où l'on soignait sa « maladie mentale » : l'opposition au régime. Expulsé de son pays, réfugié en France, Pliouchtch y est devenu l'un des initiateurs du « Comité contre la répression à l'Est et à l'Ouest ». Il raconte son histoire mouvementée dans un ouvrage remarquable, dans le carnaval de l'Histoire, l'un des trois ou quatre livres qu'il faut absolument lire pour connaître la réalité actuelle de l'URSS et les luttes des « dissidents ».

Pour les lecteurs d'A.N.V., Jean-Marie MULLER est allé interroger Léonide Pliouchtch sur quelques-unes des idées qu'il exprime dans son livre et qui concernent de plus près notre propre recherche.

— A plusieurs reprises, dans votre livre *Dans le carnaval de l'Histoire*, vous parlez de la « dégénérescence de la révolution d'octobre ». Pourriez-vous préciser quelle est l'explication que vous donnez à cette dégénérescence ?

— Il me semble que dans la révolution trois tendances se rejoignaient. La première est la tendance bourgeoise-démocratique, mais elle n'avait pas assez de force dans la bourgeoisie elle-même pour mener une action conséquente. Une autre tendance était représentée par les socialistes, au sens occidental de ce mot, c'est-à-dire les sociaux-démocrates. Enfin, pour d'autres, il s'agissait de résoudre le problème posé par la situation arriérée de la Russie, c'est-à-dire de faire le saut et de rattraper les pays occidentaux plus développés ; il s'agissait donc de mettre en œuvre le processus d'un développement capitaliste accéléré. La conjugaison de ces trois tendances, démocratie bourgeoise, socialisme et capitalisme, pouvait mener à deux issues : soit l'émergence des gens de tendance fasciste, représentant l'extrême-droite russe, soit l'émergence des bolchéviques ; et ce fut ce dernier phénomène

qui se produisit. A mon avis, les bolchéviques ont essayé de conjuguer les trois tendances dont j'ai parlé tout à l'heure ; mais, en fin de compte, ils n'ont réalisé que le développement accéléré de la Russie, et cela par des méthodes volontaristes, fascisantes, par les moyens du capitalisme d'Etat. Le refus de la démocratie, le refus du socialisme, c'est cela, pour moi, la dégénérescence de la révolution.

— Vous pensez donc que la seule fonction remplie par la révolution d'octobre a été le développement économique et que celui-ci s'est fait au détriment de la démocratie ?

— Oui, je le pense et j'ajoute que cela a mené à une nouvelle forme de la société d'exploitation. C'est une contradiction parce que, d'une part, on est retourné aux moyens de la « production asiatique » — selon la dénomination de Marx — c'est-à-dire qu'on est revenu à l'esclavagisme d'Etat, au féodalisme d'Etat, au capitalisme d'Etat avec quelques éléments du socialisme d'Etat et, d'autre part, on a utilisé l'Eglise, les syndicats et les autres structures qui existaient auparavant seulement dans la mesure où elles pouvaient servir les buts du bolchévisme.

— Il semble que dans votre démarche, vous attachiez une grande importance à la morale, à l'éthique. Vous écrivez : « L'une des raisons de l'échec de la révolution d'octobre relève de la morale », et vous affirmez vouloir un « socialisme moral ». Voulez-vous dire par là que le socialisme d'Etat est immoral, c'est-à-dire qu'il a renié l'éthique révolutionnaire ?

— Oui, c'est principalement leur immoralité qui les a amenés au pouvoir, et qui les maintient au pouvoir. En cela, ils ont un point commun avec les fascistes. C'est Hitler qui a dit que la conscience morale était une chimère et que l'Etat devait libérer les citoyens en prenant en charge leur conscience ; Lénine a dit la même chose : « Tout est moral dès lors que ça sert la cause de la révolution ». La cause de la révolution, c'est, selon Lénine, celle du prolétariat, c'est-à-dire, selon Lénine, celle du parti, c'est-à-dire, selon Lénine, celle des dirigeants du parti, c'est-à-dire celle de Lénine. Et tout cela afin qu'aucun préjugé moral n'empêche de faire la révolution.

— Pour vous, il ne fait donc aucun doute que le stalinisme s'enracine dans le léninisme ?

— Je le pense ; mais je pense en même temps que le stalinisme est une punition historique pour Lénine qui gardait encore quelques illusions. Un célèbre monarchiste russe, Choulgine, a très bien dit cela dans les années vingt : parlant de ce que serait plus tard la Russie, il disait qu'elle serait gouvernée par un autocrate. Et quand on lui a demandé qui serait cet autocrate, si ce serait Lénine ou Trotsky, il a répondu : « ni l'un, ni l'autre, parce qu'ils sont trop attachés au socialisme ».

— Parmi les problèmes éthiques que vous posez, vous parlez des rapports entre la fin et les moyens. Ne pensez-vous pas que si la fin de la révolution était juste, les moyens employés pour la faire étaient injustes ?

— A propos de « *Crime et châtiment* » de Dostoevski, le critique littéraire Youri Kaliakine essaie

de comprendre le crime commis par Raskolnikov (1) et pose la question suivante : « Est-ce que la fin qu'il poursuivait était noble et étaient-ce les moyens seulement qui étaient ignobles ? Ou bien dans la fin elle-même les motivations nobles n'étaient-elles pas mélangées avec des motivations ignobles ? » En fin de compte, il ne pense pas qu'il soit possible que la fin soit vraiment noble si elle est poursuivie par des moyens ignobles. Pour ma part, je n'ai pas d'avis définitif sur cette question mais la réflexion de Kaliakine me semble très satisfaisante.

On peut poser le problème de façon plus simple : peut-on, par des moyens inhumains, réaliser un but humain ? A cette question, il n'y a pas de doute pour moi : c'est impossible.

— Cette question ne pose-t-elle pas directement le problème de la violence ? L'échec de la révolution d'Octobre n'est-il pas l'échec du recours à la violence en politique ?

— Le mot de violence est un peu indéterminé parce que toute action contient une part de violence. Mais lorsque des gens se trouvent dans une situation de guerre, que ce soit une guerre entre Etats, une guerre de libération nationale ou une guerre de partisans, l'homme qui lutte pour la cause juste doit quand même comprendre qu'il commet un crime et ne doit pas faire de ce crime une vertu. Il est obligé de commettre ce crime, il ne peut pas l'éviter, mais il ne doit pas le justifier.

Le même monarchiste Choulgine dont j'ai parlé tout à l'heure écrit que, pendant la guerre civile en Russie, Runiatcharski a essayé de convaincre de cela la population : « Nous sommes obligés de lutter, disait-il, mais il ne faut pas faire de cette obligation une noblesse ; il faut comprendre que c'est une chose qui nous est imposée mais qui n'en est pas noble pour autant. »

— Vous parlez, dans votre livre, de répulsion, notamment parmi les intellectuels, vis-à-vis du ma-

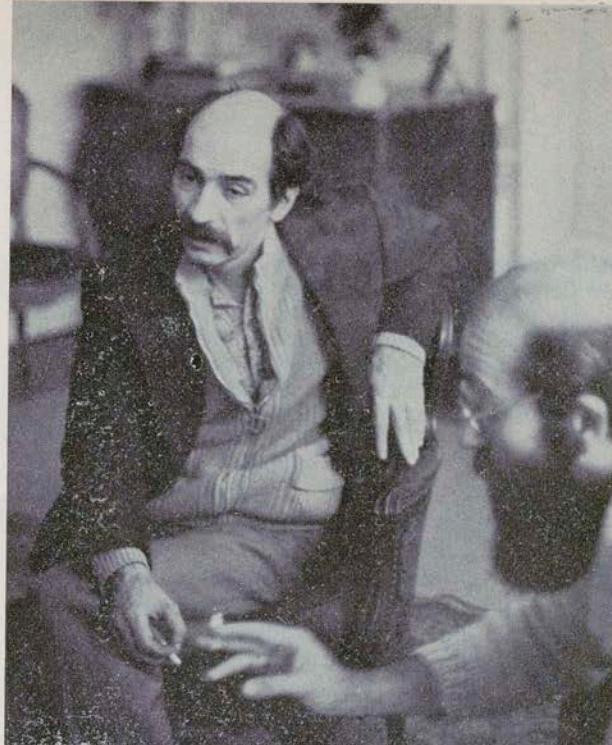
(1) Dans « *Crime et châtiment* », le héros Raskolnikov est présenté comme ayant de bons sentiments mais l'exercice faussé de sa raison le conduit à tuer afin de prouver son indépendance et son droit à disposer de lui-même (N.D.L.R.).

térialisme officiel de la société soviétique. Pensez-vous que ce matérialisme est un des éléments qui a provoqué la dégénérescence de la révolution ? Pensez-vous que ce matérialisme officiel doit être remis en cause pour que la société soviétique s'oriente vers la démocratie ?

— En réalité, le matérialisme de Marx, qui ne fut pas repris par ceux qui l'ont suivi, contenait en lui une part de « spiritualité », mais il avait besoin d'un dialogue constant avec les philosophies spirituelles non matérialistes. La vulgarisation des théories de Marx par le pouvoir soviétique a eu deux conséquences : d'une part, le volontarisme pratique des pouvoirs, qui n'a rien de commun avec le matérialisme philosophique et, d'autre part, le matérialisme primitif, vulgaire, petit-bourgeois des masses. C'est-à-dire que le pouvoir définit lui-même ce qui est nécessaire sans compter avec l'Histoire, tandis que le peuple, lui, doit se soumettre à cette nécessité avec le consentement des esclaves. Le pouvoir est construit sur ces bases. Pour sortir de cette impasse, il faudrait opérer un retour au matérialisme spirituel, c'est-à-dire à un matérialisme qui dialoguerait avec les autres idéologies.

— Ce qui a donc conduit à une impasse, c'est que le matérialisme dominant en Union Soviétique a refusé tout dialogue avec d'autres pensées. Vous estimez donc que si ce dialogue avait existé, il aurait permis un véritable pluralisme culturel, alors qu'aujourd'hui on se trouve en face d'un bloc idéologique parfaitement monolithique ?

— Il me semble que la philosophie de Marx ne rend pas impossible ce dialogue. C'est une philosophie ouverte. Mais simplement cette partie du marxisme est restée sur le papier, elle est restée lettre morte. L'une des théories du marxisme, c'est que le développement matériel n'est que l'outil permettant de développer la conscience spirituelle. Le pouvoir soviétique a doublement trahi le marxisme : d'une part, il ne compte pas avec la réalité, il ne prend pas la réalité en considération, et, d'autre part, il ne prend pas appui sur le développement économique pour permettre un développement de la personnalité de l'homme, de son esprit. Et, aujourd'hui, le but officiellement déclaré de l'Etat sovié-



L. PLIOUCHTCH et J.M. MULLER

(Photo C. Brunier)

tique ne diffère aucunement du but de l'Etat bourgeois : plus de choses, plus de matériel, mais rien de spirituel. Seulement, pour cela, la société capitaliste réussit mieux.

— Vous pensez donc que la philosophie de Marx était une philosophie ouverte et que l'Etat soviétique en a fait une philosophie fermée ?

— Non seulement fermée mais figée. En réalité, il n'y a plus de philosophie du tout. C'est une espèce de cadavre que l'on utilise lorsque ça sert les intérêts du pouvoir.

— Dans votre livre, vous dites que « le patriottisme n'a d'autre synonyme que le militarisme » et vous parlez aussi d'une « industrie militaro-policière ». Pouvez-vous développer ce que vous entendez par le « militarisme » de la société soviétique ?

— Quand je parle de patriotisme, je parle du patriotisme officiel. Celui-ci commande d'être dévoué à l'Etat, c'est-à-dire au Parti, c'est-à-dire au sommet du parti. Toute manifestation de vrai patriotisme — et, pour moi, celui-ci est une partie essen-

tielle du véritable internationalisme — est considérée par le pouvoir comme de l'anti-patriotisme. Cela concerne non seulement les peuples non-russes mais aussi le peuple russe lui-même. Le patriotisme russe est manipulé dans le cadre de la justice soviétique tandis que les autres peuples sont obligés de se conformer au patriotisme russe.

En ce qui concerne la militarisation de l'industrie soviétique, on peut en expliquer ainsi le développement : on a décidé de développer en priorité l'industrie lourde par rapport à l'industrie légère et surtout par rapport à l'agriculture. Cela était logique au départ, dans les années vingt, afin de rattraper le retard industriel dans lequel se trouvait la société russe. Mais, par la suite, l'industrie militaire a pris une importance de plus en plus grande à l'intérieur du secteur de l'industrie lourde. Aujourd'hui, la disproportion continue à s'accentuer et cela est en contradiction avec les objectifs mêmes du socialisme qui prévoit un développement régulier et planifié de la production industrielle. Pour atténuer cette disproportion, il faudrait démocratiser les prises de décision dans l'industrie, car un développement harmonieux des différentes industries ne peut pas se faire dans une société totalitaire lorsque tous les pouvoirs de décision n'appartiennent qu'à un petit groupe de personnes. Le centralisme de la planification, le totalitarisme de la direction de l'industrie permettent de concentrer tous les efforts vers un seul but ; c'est ce qui constitue la force d'un régime totalitaire : il peut développer ce qui lui paraît important. Et aujourd'hui ce but c'est la militarisation.

— Dans votre livre, vous parlez du « mouvement démocratique soviétique ». Pouvez-vous préciser quels sont les espérances, les objectifs et les moyens de ce mouvement ?

— En me référant aux bases mêmes du marxisme, je pense que le système soviétique s'enfonce dans une crise de plus en plus profonde et cela à tous les niveaux : économique, technique, spirituel, culturel. Quel que soit le domaine que l'on considère, on peut dire que l'absence de démocratie fait que rien ne se produit. Tout mouvement, qu'il soit

social, culturel ou religieux, demande la démocratisation de la société. Cela veut dire que tous les mouvements ont des exigences en faveur des droits de l'homme et entrent ainsi en contradiction avec le système, quel que soit l'objectif recherché. Par exemple, les religieux luttent pour la liberté religieuse, les nationalistes luttent pour la liberté d'expression, les ouvriers luttent pour des changements sociaux, tous les mouvements en arrivent à comprendre que la lutte pour les droits de l'homme est universelle.

Pour une partie des dirigeants, ceux qui occupent dans la hiérarchie une position moyenne, le problème est celui du manque d'efficacité de l'appareil et du système. En constatant cette inefficacité, on peut tirer deux conclusions différentes selon que l'on est « démocrate scientifique » ou « socialiste ». Les premiers rejoignent l'opposition démocratique, tandis que les seconds réclament l'ordre, c'est-à-dire une direction raisonnable, intelligente, de la discipline, l'arrêt du chaos qui s'est installé dans les couches inférieures de la société soviétique : c'est l'opposition non démocratique à l'ordre technologique. Quelques-uns des dirigeants qui la constituent sont assez proches des nationalistes. Alors que l'ordre technologique veut ignorer les émotions du peuple, eux veulent construire un ordre qui soit fondé sur la compréhension des tâches que doit accomplir le peuple et cela dans une perspective nationaliste. Ces gens-là, en fin de compte, réclament une administration plus efficace et un pouvoir plus fort. Par exemple, Chemanoff considère que seul le pouvoir soviétique peut sauver la Russie. Pour lui, l'Ouest est tellement pourri que l'on ne peut rien attendre de lui. Ce qui d'ailleurs n'est pas tout à fait faux ; disons que c'est à moitié vrai. Par ailleurs, il récuse totalement le marxisme et il voudrait que le pouvoir soviétique soit fondé sur la religion orthodoxe et il pense qu'alors la Russie sauverait son propre peuple de la déchéance et sauverait le monde. Pour Chemanoff, le peuple russe a des qualités que les autres peuples ne possèdent pas. Mais d'autres refusent l'orthodoxie en disant que la religion orthodoxe est fille du judaïsme et ils veulent se débarrasser de toutes influence des « Youpins ».

— Pouvez-vous préciser quelles sont les formes d'organisation et d'action de l'opposition démocratique ?

— L'opposition démocratique est elle-même constituée de plusieurs tendances. Une tendance défend purement et simplement les droits de l'homme, surtout les droits politiques des citoyens. Il y a ensuite les tendances sociales, nationalistes et religieuses qui se retrouvent pour défendre également les droits de l'homme.

Pour l'instant, l'opposition démocratique fait surtout un travail d'information et d'explication qui passe par le réseau des Samizdats. Si on considère la dissidence comme un fait historiquement nouveau, ce qui est effectivement nouveau c'est la tentative de créer une « organisation non organisée ». Dans sa structure, c'est un réseau d'information. Les points de liaison entre les différentes parties du réseau, ce sont les gens qui tout simplement essaient de réfléchir. A l'intérieur du réseau, il y a un échange constant d'informations ; mais, en plus, il y a un dialogue constant entre les personnes qui en font partie. Beaucoup considèrent que cette forme « d'organisation non organisée » est étroitement liées aux conditions de filature policière permanente dans lesquelles vivent les gens. Il y a du vrai dans cette remarque, mais elle ne me paraît pas mettre en évidence le plus important, car toutes les organisations illégales ont été détruites tôt ou tard. Or celle-là subsiste et il me semble précisément que cela est dû au dialogue constant qui s'est créé entre les personnes qui s'y trouvent.

Si on veut faire une analyse marxiste traditionnelle, on peut dire que ce nouveau phénomène est un reflet de la révolution industrielle, une conséquence de celle-ci. Jusqu'à présent on a estimé que l'important dans la révolution industrielle c'était *la production*. Moi, je pense que la révolution technique et scientifique d'aujourd'hui est d'abord caractérisée par l'importance de *l'information*. Cela m'intéresse beaucoup, car cela rejoint le problème moral, c'est-à-dire le problème de la vérité. Dans cette perspective, je ne connais pas à l'Ouest l'idéologie qui reflète cette révolution scientifique et technique. Il me semble que la dissidence, en tant que mouvement démocratique, reflète les deux aspects de cette

révolution qui sont les deux faces d'une même réalité : l'importance de l'information et l'importance de la vérité. Dans la langue russe, il existe deux concepts qui sont : la vérité de la vérité et la vérité de la justice. Il me semble que les dissidents reflètent ces deux aspects : d'un côté la protestation (par exemple, la protestation d'un écrivain comme Soljénitsyne) et de l'autre l'information, vraie, exacte, c'est-à-dire l'information de la vérité ou finalement la vérité de l'information.

Ici, je ne connais que l'exemple de LIP où on a essayé de faire en sorte que l'information soit véritable et que l'individu ne soit pas manipulé par l'information.

Une bonne manière d'expliquer comment l'information se trouve « personnalisée » dans la dissidence est de montrer quelle est la censure qui existe dans les Samizdats. Par exemple : je lis un livre et il me plaît. Alors je dépense mon temps pour le taper et le diffuser et j'en prends les risques. S'il ne me plaît pas, je le donne à quelqu'un d'autre. Si ce livre que je n'ai pas aimé reflète les motivations et les intérêts d'un groupe de personnes, il va de toute façon être diffusé. Et si c'est un livre mauvais qui n'a d'intérêt pour personne, il n'y en aura qu'un ou deux exemplaires.

— Comment, au niveau de l'action, vous situez-vous par rapport au problème de la violence ?

— Il se peut que la situation nous oblige, nous opposants démocratiques, et à plus forte raison les opposants non démocratiques, à employer la violence. Par exemple, dans une guerre, une guerre civile, une révolution, lorsque ces événements sont imposés au peuple, il me semble que notre rôle sera d'essayer de minimiser les violences en essayant de recourir le plus possible aux méthodes de lutte non-violente. Aujourd'hui, le terrorisme individuel ne s'est pas développé. Seuls quelques individus isolés qui agissent pour leur propre compte ou bien des organisations clandestines non démocratiques ont essayé de planifier le terrorisme individuel. On peut cependant citer quelques exemples de la violence des masses : la révolte qui s'est produite dans l'Ouzbekistan qui n'était pas liée au

mouvement démocratique, les révoltes de Géorgie où la situation est confuse car il existe une opposition démocratique et un mouvement spontané des masses.

Si des révolutionnaires me disent que ce que je fais n'est pas efficace et qu'il faut employer la violence et faire la révolution, je dis que la crise même du pouvoir mène inévitablement à la démocratisation. Si le pouvoir nous impose la guerre

civile, notre devoir sera de canaliser la violence pour la réduire au minimum. C'est pourquoi, il est si important de développer les idéologies humanistes à l'intérieur du mouvement démocratique, qu'il s'agisse de l'humanisme chrétien ou de l'humanisme athée.

Propos recueillis par Jean-Marie MULLER.
(Octobre 1978)

Dans le Carnaval de l'Histoire, l'ouvrage de Léonide Pliouchtch, a été édité en 1977 par les Editions du Seuil (traduction Simon Vincent). En voici quelques extraits, que nous reproduisons avec l'autorisation des Editions du Seuil.

Comment vivre hors du mensonge ?

ES derniers temps ont vu se renforcer au sein de l'intelligentsia le refus de collaborer aux crimes de l'Etat. Les savants capables d'honnêteté et de réflexion essaient de ne pas mentir, de ne pas contribuer au développement des industries de guerre. Les pédagogues honnêtes préfèrent enseigner les sciences exactes : là, au moins, le mensonge ne peut trouver place... (Ainsi, ma femme était passée avec satisfaction du service de l'éducation pré-scolaire à celui des jouets et des jeux : là, au moins, le mensonge paraissait bien incapable de s'immiscer. Les échecs et les poupées n'ont pas grand-chose à voir avec l'idéologie...)

Soljénitsyne a appelé à « vivre en dehors du mensonge », c'est là un des principes du « mouvement démocratique » dissident. Mais, dans notre patrie, il est quasiment impossible de mettre en pratique un tel principe.

Ainsi, lorsque Tania étudia la théorie de l'éducation ludique et ses applications aux jardins d'enfants, elle comprit que les jeux pouvaient eux aussi servir au mensonge. Jusqu'à une époque récente, l'un des principes de la pédagogie soviétique consistait à limiter jeux et jouets d'inspiration guerrière : fusils, tanks, canons, etc. Puis on en vint à la nécessité de propager l'« esprit militaro-patriotique », à l'inculquer en classe, ainsi qu'à travers jeux et jouets. Pour les idéologues soviétiques, patriotisme n'a d'autre synonyme que militarisme... C'est ainsi que les autorités diffusent à travers tout le pays le jeu guerrier dénommé « ZARNISTSA », cependant que les polémistes officiels raillent la militarisation des écoles chinoises ou la surabondance des jeux militaires aux USA.

Par inertie, les vieux pédagogues mettent au rebut ces jeux militaires. Les autorités critiquent leur conservatisme, leur incompréhension des formes ludiques d'éducation. Et elles abreuvent les jeunes enfants de jeux

chargés d'« idées » et intitulés : « Comme il est vaste mon pays natal », « La révolution d'octobre », « Les héros de la guerre »... Des pédagogues lucides tentent d'expliquer que toutes ces idées sont bien trop complexes et dépourvues d'intérêt pour les enfants en bas âge, qu'il vaudrait bien mieux introduire par le jeu des éléments de la morale humaine, de la logique, de l'esthétique, qui constituent la seule base sur quoi enseigner à l'école l'histoire du pays et du monde, avant même d'aborder un certain nombre d'« idées ». Aux yeux des autorités, pareils propos constituent, dans le meilleur des cas, des symptômes d'immaturité idéologique.

L'impossibilité de « vivre en dehors du mensonge » conduit la majorité des gens à vouloir fuir, fuir en forêt, à la campagne, à l'étranger, vers Dieu, quelque part loin de ce royaume du mensonge, de la peur et du christianisme. (p. 98)

Sur la course aux armements

La discussion s'achevant, je me sensis incapable de me contenir plus longtemps et leur reprochai de vouloir préparer la guerre.

— Mais si nous ne renforçons pas notre potentiel militaire, les Américains nous dépasseront !

— Les savants américains raisonnent exactement de même ! L'armement va se renforcer de part et d'autre, et comme il ne peut rester éternellement sans servir, on finira bien par l'utiliser !

— Mais il n'est pas possible de capituler devant eux !

— Il faut s'efforcer à tout prix de parvenir à un désarmement réciproque. De toute façon, l'accumulation d'armements a atteint aujourd'hui un niveau si élevé qu'en disposant même de deux fois plus d'armes que le voisin, nous n'arriverions pas à le vaincre : en cas de guerre, les deux camps périraient et les neutres par la même occasion. Seuls les Papous arriveraient peut-être à s'en sortir !

— Quelle vue de l'esprit !

— En Occident, une fraction des savants boycottent les recherches militaires. Pourquoi n'en est-il pas ainsi chez nous ? Parce que nous sommes pour la paix ? (p. 132)

Objection de conscience

Peu après se tint le troisième procès de Mikhaïl Ryjik, jugé pour refus de partir sous les drapeaux : il avait déjà fait ses trois ans de service de 1961 à 1964, mais refusait de répondre à l'appel décrété en 1968 à la suite de l'invasion de la Tchécoslovaquie et des plans d'agression contre la Roumanie, qui avaient entraîné un rappel massif d'anciens conscrits. Les tribunaux l'avaient déjà relaxé par deux fois... Lors de ce troisième procès, l'avocat moscovite Monakhov le dé-

fendit en démontrant avec beaucoup de conviction l'inconséquence juridique de l'accusation. Le tribunal condamna cependant Ryjik (qui est juif) pour refus d'être un occupant et probablement pour impureté raciale, à un an et demi de camp. (p. 254)

Droits de l'Homme : une lutte politique

Avec le temps, l'activité pratique du Comité (1) le rapprocha peu à peu du Mouvement démocratique. Malheureusement, beaucoup d'opposants moscovites s'étaient laissé gagner au principe de l'apolitisme du Comité. Il me semblait et il me semble toujours aussi faux de considérer que la lutte pour les droits de l'homme est une activité non politique. Le droit est un élément constitutif de l'Etat. Si nous exigeons d'un Etat fondé sur l'arbitraire qu'il respecte la légalité, nous exigeons par là même une modification de son contenu, sa transformation en Etat fondé sur le droit, en Etat démocratique. Cette exigence constitue une activité politique. Ce mot « politique » déplaît ? Ce déplaisir a beau exprimer la psychologie de nombreux opposants, ce n'est pas là une attitude sérieuse. Et une plate-forme politique inconsciente ou inexprimée ne vaut jamais une plate-forme politique identique mais formulée **consciemment...** (p. 284)

La lutte pour la liberté : une lutte sans frontières

Malades et détenus sains d'esprit débordaient de haine. Voici un jeune travailleur, envoyé ici pour une bagatelle et qui ne s'est jusqu'alors jamais intéressé à la politique. C'est un brave gars, toujours prêt à donner un coup de main, mais dès qu'on aborde

(1) Comité créé par Sakharov pour la défense des droits de l'Homme.

avec lui le moindre sujet politique, il écume de rage :

— Pinochet fait très bien ! Il faut égorguer tous ces communistes et toute cette lie socialiste-libérale, il faut noyer ces pourris dans leur propre sang...

Combien de pensionnaires à l'esprit réformé par cet hôpital psychiatrique réagissent autrement ? En l'écouter, je me jurais de ne pas m'aigrir ainsi, de ne pas devenir l'esclave de ma propre haine, de ne pas m'abandonner au sentiment de vengeance.

Oui certes, l'existence sociale détermine la conscience sociale. Mais cela ne signifie pas que la personne devienne inéluctablement l'esclave de son existence individuelle, de son mode de vie. Si on me frappe à gauche, j'y regarderai d'abord à deux fois : les coups viennent-ils bien des gens de gauche et comment leur répondre ?

Ma liberté, c'est la nécessité bien comprise, c'est-à-dire acceptée par ma conscience et acceptable pour elle, le devoir placé devant moi, devant une personnalité consciente d'elle-même ; c'est la voie sur laquelle je choisis d'engager mon existence dans des conditions données, avec des possibilités données.

Lors d'un meeting à New York, j'évoquais les tortures endurées par des détenus chiliens, et ce guitariste auquel la police avait tranché les mains... A la sortie, une de mes anciennes relations de Moscou, aveuglée par la fureur, s'approcha de moi et me lança :

— La Russie ne te suffit pas, il faut encore que tu t'occupes du Chili ? Qu'est-ce que tu en sais du Chili ? D'où tiens-tu tes renseignements sur ce musicien ?

Je le considérais comme l'un des opposants moscovites les plus équilibrés. Et voici sous mes yeux un homme suffoquant de haine, et qui se disait chrétien ! Mais pourquoi donc

considérer les tortures au Chili comme plus agréables que les tortures dispensées dans nos hôpitaux psychiatriques ? Pourquoi donc l'Occident devrait-il croire nos témoignages sur le Goulag et devrions-nous rester sceptiques sur le Chili ? Il pourrait d'ailleurs se montrer assurément plus sceptique à notre égard, car on sait beaucoup mieux tromper les gens en URSS et les Occidentaux connaissent plus facilement les atrocités commises en Iran ou en Uruguay que chez nous...

Le trotskyste péruvien Hernan Cuentas m'a raconté que, dans sa prison du Pérou, les détenus se sont réjouis en lisant dans les journaux officiels et para-gouvernementaux la nouvelle de ma libération. Pourtant cette nouvelle était diffusée par leurs ennemis. Comment pouvaient-ils savoir que je ne soutiendrais pas ensuite leur propre gouvernement, que je ne me livrerais pas à la propagande fasciste ? Je suis très heureux que notre Comité (1) ait aidé à faire sortir de prison Cuentas et son avocat.

En prison, je me suis réjoui de la libération d'Angela Davis. J'étais pourtant bien sûr que cette idiote soutiendrait les tenants du Goulag. Je participe aujourd'hui à la campagne pour la libération du mathématicien Massera, membre du Comité central du Parti communiste uruguayen et très probablement une créature de Brejnev. Mais la police a brisé les jambes de Massera, a monté contre lui une affaire de dépôt d'armes trouvées à son domicile. Si ce n'est pas elle qui a déposé chez lui ces armes, que le gouvernement uruguayen admette donc une commission d'enquête de juristes occidentaux, et qu'il laisse cette commission enquêter sur les tortures et autres activités barbares de sa police.

Devant n'importe quel mur couvert de crachats

Je chanterai sans baisser la tête
Je maudis tous les bagnes de la terre
A Santiago, Athènes ou bien Moscou

(Nekipelov, *Après mon interrogatoire*, 1973).

Les tortures et le mensonge ne deviennent jamais meilleurs ni plus humains, qu'ils soient pratiqués au nom de la noble idée chrétienne du salut ou bien de l'idéal humanisto-communiste. Tortures et mensonge ont la faculté d'irradier à travers le pays qui y recourt, de ne faire qu'un avec leurs utilisateurs, de les transformer en bêtes féroces, et de contaminer l'adversaire, de l'infecter de la psychodéologie du service : œil pour œil, dent pour dent. Les hôpitaux psychiatriques d'URSS portent en eux les germes des futurs hôpitaux psychiatriques d'Occident, et les tortures d'Iran, d'Uruguay et du Chili portent en elles les germes des tortures de Géorgie. La Gestapo, la Guépéou et le NKVD se sont jadis stimulés les uns les autres pour donner essor à la science de la torture. Evguenia Guinzbourg le souligne dans *le Vertige* : les communistes allemands tombés des pattes de la Gestapo dans celles du NKVD se demandaient avec étonnement quel avait été le maître de l'autre en ce domaine. Lors du procès Slanski, le KGB tchécoslovaque avait pris des leçons de tortures auprès de vieux policiers des temps du fascisme et de leurs « référents » soviétiques.

Lorsqu'en France fut posée cette question scolaire : « Doit-on torturer un homme qui a caché une bombe capable de faire périr des dizaines de paisibles citoyens ? », la majorité des personnes interrogées se prononcèrent en faveur de l'usage de la torture : que ne ferait-on pas au nom du salut de dizaines de gens ? Mais les

moyens de lutte ont la propriété d'irradier. Demain on torturera un assassin, après-demain un révolutionnaire convaincu de complot, le surlendemain un révolutionnaire seulement soupçonné de complot. Dans son abattage de têtes, Robespierre passa par tous ces stades : de la suppression de la peine de mort à l'établissement d'une exception pour le roi, pour finir par la décapitation de masse qui préluda à Thermidor, à Bonaparte puis à la Restauration. La révolution d'Octobre et la révolution chrétienne ont connu des formes de répression encore plus effrayantes.

Lorsque Angela Davis soutint les procès truqués contre les opposants socialistes de Tchécoslovaquie, elle ne fit qu'encourager l'infiltration dans le droit américain de méthodes de falsification des dossiers et de chasse aux sorcières. Ce qui la sauvera, elle et ses amis, des hôpitaux psychiatriques et des prisons, c'est l'habitude qu'a prise le peuple américain de peser peu ou prou sur l'Etat et de renâcler devant tout retour au maccarthysme, sans parler bien sûr de son refus de voir s'instaurer chez lui quelque Goulag à la sauce soviéto-tchécoslovaque.

Tel était le genre de discussions que nous menions à l'hôpital psychiatrique avec les partisans de Pinochet et du Ku Klux Klan... (pp. 375-377)

Signalons enfin une petite remarque, à propos de la Tchécoslovaquie, lancée par l'auteur dans une conversation qu'il rapporte (p. 235) :

« — Dubcek a eu le tort de ne pas organiser un mouvement de résistance populaire passive, une sorte de variante tchécoslovaque du gandhisme. »

EMERGENCE d'une OPPOSITION OUVRIERE

S I l'on parcourt les divers articles et publications du Samizdat, on peut constater depuis quelques mois un double mouvement :

— D'une part, se manifeste un glissement dans les préoccupations des milieux démocratiques soviétiques : ceux-ci étaient jusqu'à présent essentiellement engagés dans un combat pour les libertés intellectuelles et les droits de l'individu. Désormais, ce sont de plus en plus souvent des problèmes sociaux qui sont soulevés : licenciements injustifiés, accès aux biens de consommation courante et aux services, conditions de travail, conditions de logement, sécurité sociale et retraites, condition des handicapés physiques...

— D'autre part, un mouvement d'opposition spécifiquement ouvrier émerge en URSS. Ces derniers mois, les initiatives d'ouvriers et d'employés pour la défense de leurs droits se sont multipliées : tenue de plusieurs conférences de presse où ont été exposées toute une série de revendications, tentatives de création d'un syndicat libre (indépendant du syndicalisme officiel).

Le glissement des préoccupations des milieux démocratiques

L'opposition démocratique s'est structurée en URSS à la suite du procès d'Alexandre Guinzbourg et de Iouri Galanskov, qui s'est ouvert le 8

janvier 1968 à Moscou (1). Quelques jours avant le procès, un groupe d'écrivains, d'artistes et de savants soviétiques avait adressé une pétition aux autorités « protestant contre les anomalies de l'instruction, réclamant la publicité des débats et un compte rendu dans la presse ». De nombreuses protestations avaient été diffusées pendant et après le procès ; les pétitions devaient recueillir en quelques semaines près de 2 000 signatures, fait exceptionnel en URSS. En février 1968 était diffusé, dactylographié, le premier numéro de « La chronique des événements courants », entièrement consacré à l'affaire Guinzbourg-Galanskov. La diffusion clandestine des numéros de « La chronique » a par la suite joué un grand rôle dans l'essor du mouvement démocratique. Ainsi Pliouchtch note : « Dès ses premiers numéros, « La Chronique » constitua une précieuse source d'informations sur ce qui se passait dans le pays, nous donnant la possibilité de nous familiariser avec la situation, avec les méthodes du KGB, l'existence de tel ou tel courant d'opposition ; grâce à elle, nous pouvions savoir où se trouvaient les gens les plus proches de notre état d'esprit... » (2). En 1969,

(1) Procès organisé un an après l'arrestation de Guinzbourg, coupable d'avoir rédigé un « livre blanc » sur le procès Siniavski-Daniel. Le 12 janvier, Guinzbourg était condamné à 5 ans de camp et Galanskov à 7 (il devait y mourir). Cf. « Les nouveaux procès de Moscou : l'affaire Guinzbourg-Galanskov », Ed. du Seuil, coll. « Combats ».

(2) Léonide Pliouchtch « Dans le carnaval de l'Histoire », Ed. du Seuil, coll. « Actuels » 1977.

était créé le Groupe d'initiative pour la défense des droits de l'homme, puis en 1970 le Comité de défense des droits de l'homme animé par Sakharov.

L'intelligentsia constitue la base sociale de cette opposition qui revendique « le respect des droits de l'homme et des garanties constitutionnelles, le respect de la légalité et la publicité des procès ». De ce fait, on peut relever à la fois les forces et les faiblesses de l'opposition démocratique : elle peut « mettre à profit toutes ses qualités de classe, son érudition, ses connaissances, sa capacité de penser, d'analyser » (3), mais en même temps se manifeste en son sein un certain individualisme intellectuel que reflète cette phrase de P. Iakir (l'un des fondateurs du groupe d'initiative) : « Peu me chaut de savoir si les masses nous suivent ou pas... ». L'opposition démocratique, dans un premier temps du moins, luttera essentiellement pour les libertés intellectuelles, n'évoquant que rarement toutes les libertés concrètes qui concernent l'ensemble de la population soviétique. Pliouchtch note à ce propos : « Pourquoi ne publions-nous pas de documents sur les grèves ? Pourquoi ne nous liions-nous pas avec les révoltés de Novotcherkassk, de Priolouki, etc ? J'avais personnellement transmis à « la chronique » trois communications sur des grèves ouvrières en Ukraine, mais elle ne les avait pas publiées : « C'est de la politique, et nous ne nous occupons pas de politique ! » En quoi le droit de grève est-il moins fondamental que la liberté de conscience ? En ce qu'il serait secondaire et dépendrait des autres droits ? Mais c'est un régulateur des tensions entre les travailleurs et l'Etat, un régulateur des rapports de production, un pas vers l'auto-administration, une arme spécifiquement prolétarienne dans la lutte pour les autres

(3) Pliouchtch, dans le même ouvrage.

droits, et la plus compréhensible aux travailleurs. Le caractère « idéal » des libertés auxquelles aspirent les intellectuels présente-t-il une quelconque supériorité ? Oui, pour autant que la liberté de pensée et ses manifestations constituent les prémisses politiques à la jouissance des droits nationaux et économiques. Mais cette liberté abstraite est impuissante si elle ne souille pas sa « pureté » dans l'exercice des libertés concrètes : le droit de vote, le droit de grève, de créer des organisations de masse, le droit des masses à contrôler leurs dirigeants. »

Ce glissement des préoccupations des milieux démocratiques vers des problèmes essentiellement sociaux est de première importance. Les textes publiés dans « la chronique des événements courants », les documents du groupe pour l'application des accords d'Helsinki et d'autres documents du Samizdat témoignent de cette évolution. Il est difficile d'en analyser de l'extérieur les causes. Il semble cependant qu'il y ait eu ces dernières années tout à la fois un **élargissement de la base sociale de la « dissidence » et une prise de conscience, de la part de certains membres de l'opposition démocratique, de l'importance des autres formes d'opposition au système qui se manifestent plus ou moins spontanément** : mouvements nationalistes et religieux, nombreuses grèves et révoltes. Relevons quelques faits et événements :

— le 13 février 1977, une ménagère moscovite, mère de deux enfants, Elena Andronova, un chauffeur, Vadim Baranov et sa femme Galina, adressent une lettre ouverte au gouvernement soviétique : « ... L'arbitraire pratiqué par les autorités envers les « inakomysliachi » (ceux qui pensent autrement) en URSS m'oblige, moi une femme de 40 ans, mère de deux enfants, simple ménagère à l'écart de toute politique, à éléver ma voix pour la défense de nos droits ».

— le numéro 42 de la « chronique des événements courants » signale : « Il y a quelques mois, près de 400 personnes ont fait une grève à l'italienne de trois jours à l'usine de Kirov : semblant de travail, 3-4 % du plan. Ceci pour protester contre la conduite révoltante de l'administration envers les prisonniers travaillant à l'usine ».

— interviewé par l'agence TASS, Garry Bridgest — président du syndicat des travailleurs portuaires des USA — avait déclaré qu'il était heureux qu'il n'y ait pas de représentants de la classe ouvrière parmi les dissidents en URSS ! En avril 1977, Guennadi Bogolioukov — peintre en bâtiment à Magadan, ayant une expérience professionnelle de 20 ans — lui adresse une lettre ouverte : « Vous vous trompez profondément, M. Garry Bridgest. Il y a beaucoup d'ouvriers chez nous parmi les « dissidents » qui luttent pour leurs droits humains, mais ils sont sévèrement réprimés... par les organes du KGB. » Bogolioukov cite des noms d'ouvriers victimes de la répression dans sa ville.

— fin 1977, le groupe de Moscou pour le respect des accords d'Helsinki soulève les cas de Serge Frolov, Ianis Varna, Mikhaïl Lartchenkov et André Goldenberg, ouvriers du port de Riga condamnés à diverses peines de privation de liberté pour avoir participé à la grève qui a eu lieu dans le port en mai 1976.

Le « groupe de Moscou » a publié en février 1978 deux documents très importants ayant trait à la condition sociale en URSS :

L'un sur l'insuffisance des pensions (retraites et sécurité sociale) en Union Soviétique : « ... Il existe dans notre pays des groupes importants de citoyens inaptes au travail qui ne reçoivent aucune pension ni allocation, et des groupes encore plus importants de personnes âgées, d'invalides et d'enfants qui ne bénéficient que de

pensions et d'allocations n'assurant pas, même selon les normes soviétiques, le minimum vital. Dans la mesure où les **droits économiques** (4), y compris celui des invalides, des personnes âgées et des membres de leurs familles inaptes au travail (parmi lesquels des enfants), à un niveau de vie minimum, sont à ranger parmi les **droits civiques imprescriptibles**, le groupe pour le respect des accords d'Helsinki en URSS considère qu'il est de son devoir d'attirer l'attention des chefs des Etats signataires sur ces violations massives, sanctionnées par les lois en vigueur, des droits de citoyens soviétiques. »

L'autre sur la situation des handicapés physiques : « ... Les invalides sont de fait privés en URSS du droit à un travail convenable, à l'éducation, au repos, à une alimentation décente, aux soins médicaux (les médicaments sont trop chers pour les pensionnés), à une vie personnelle normale, à l'entraînement physique et au sport. (...) Nous invitons les invalides à ne pas se résigner à leur situation humiliante, et à organiser sans attendre aucune aide extérieure leurs propres groupes d'initiative et d'entraide, qui deviendront dans l'avenir l'ossature d'une association libre des invalides. »

L'opposition démocratique cherche actuellement à favoriser l'auto-organisation de tous ceux qui subissent l'oppression sous toutes ses formes en URSS : qu'il s'agisse des handicapés physiques, des diverses communautés religieuses (Pentecôtistes, Chrétiens évangéliques, Baptistes, Adventistes,...), des minorités nationales, des Juifs qui luttent pour le droit à l'émigration, des détenus politiques, ou de la classe ouvrière dans son ensemble.

Enfin, en février 78 toujours, le groupe pour le respect des accords

(4) Souligné par nous.

d'Helsinki a rendu public une déclaration de soutien à la tentative de création d'un syndicat libre en URSS.

L'émergence d'un mouvement d'opposition ouvrier

Fin novembre 77, les représentants d'un groupe de travailleurs soviétiques tiennent une conférence de presse où ils exposent toute une série de plaintes individuelles ou collectives contre l'Etat et le gouvernement. Plusieurs d'entre eux sont au chômage : « On nous a privés abusivement de notre travail, on nous a licenciés et laissés sans moyens de subsistance. On ne cherche pas à résoudre véritablement nos problèmes, et nous sommes en butte à une répression constante. » Pourquoi ? « Pour la seule raison que nous sommes des gens honnêtes et que nous avons des principes, que nous sommes intervenus contre la pratique des pots-de-vin, le gonflement des résultats, la dilapidation de la propriété socialiste, la dissimulation des accidents du travail et autres abus des dirigeants des entreprises où nous travaillions. » Le 26 janvier 78, cinq travailleurs du groupe, dont le porte-parole est un ancien chef d'équipe mineur Vladimir Klebanov, annoncent la création prochaine d'un syndicat libre en Union Soviétique. Le 1^{er} février, au cours d'une autre conférence de presse, sont distribués les statuts du nouveau syndicat, une liste de plus de cent de ses membres, ainsi qu'une lettre ouverte à l'Organisation Internationale du Travail (5). Les autorités du Kremlin, décelant l'importance historique de cette tentative, ripostent immédiatement :

(5) Un ensemble de documents qui éclairent « la gestation et l'histoire de cette première tentative de mettre sur pied une organisation syndicale ouvrière indépendante en URSS depuis Staline » a été publié par le comité international contre la répression : « Syndicat libre en URSS », Ed. du Seuil, coll. Politique, 1978.

internements en hôpitaux psychiatriques et arrestation des principaux animateurs.

Dans une lettre (non datée) du printemps 78, adressée aux syndicats américains, un ouvrier d'Odessa — Leonid Mikhailovitch Sery, tourneur dans un atelier du port — expose les mauvaises conditions de travail dans son atelier. Il dresse le tableau très noir de la situation sociale à Odessa : bas salaires, prix élevés, pénurie de nombreux produits alimentaires et de consommation courante, vol et corruption, alcoolisme. Il évoque la tentative de création du syndicat libre : « Il n'y a pas longtemps, un groupe d'ouvriers avec à leur tête Vladimir Klebanov a décidé de créer un syndicat qui défendait réellement les droits des travailleurs, mais les autorités l'en empêchent de toutes les façons et jettent ses dirigeants derrière les barreaux. Voilà comment est notre vérité. Ta famille a faim, mais tu peux te taire ; on te fait travailler pour rien, mais ne te plains pas ; on te fait travailler au-dessus de la norme, et toi fais leur éloge, autrement on te mettra en prison. Si on ne donne pas à notre intelligentsia la liberté de création, de pensée et de parole, pour nos ouvriers c'est encore pire : c'est la liberté de gagner leur vie, de manger, de se reposer, de faire la grève et de s'unir dans leurs syndicats qu'ils n'ont pas. N'est-ce pas vraiment l'esclavage ? »

Le 25 avril 78 est reçu à Londres un appel aux ouvriers américains dont l'auteur, Youri Grimm, est de ceux qui participent à une tentative de formation d'un « syndicat indépendant », pour poursuivre l'initiative de Klebanov : « En ce moment, le groupe de Klebanov a été décapité mais d'autres se lèveront sûrement pour continuer ce qu'il a commencé. »

Enfin, plus récemment (fin octobre 78) une nouvelle tentative de création d'un syndicat libre vient d'avoir lieu. Les sept porte-parole de l'« associa-

tion interprofessionnelle libre des travailleurs » ont indiqué, lors d'une conférence de presse à Moscou, que leurs efforts prolongent ceux des militants du « syndicat libre » et du « syndicat indépendant ». Ils ont déclaré qu'ils tiendraient compte, dans leur entreprise, des « erreurs et des insuffisances » de ces deux syndicats « pratiquement écrasés par les organes du pouvoir ». L'un des fondateurs de ce nouveau syndicat libre, Evgueni Nikolaiev — récemment libéré d'un hôpital psychiatrique — avait été à l'initiative de la création du « syndicat libre » avec Vladimir Klebanov, début 78.

Quel lien y-a-t-il entre cette opposition ouvrière qui cherche à s'organiser et l'opposition démocratique qui s'est structurée depuis 1968 ? Dans un avant-propos au dossier réuni par le comité international contre la répression, Jean-Jacques Marie relève que cette opposition ouvrière qui commence à apparaître publiquement en URSS — « nouvelle dans son contenu et dans sa forme » — est indépendante de l'opposition démocratique qui s'est développée à partir de 1968, mais que l'existence et l'activité de celle-ci lui ont cependant ouvert la voie : « En luttant pour les droits de l'homme, pour l'exercice par tous de toutes les libertés fondamentales, les protestations exigeaient par là même le droit pour les travailleurs soviétiques de prendre la parole. Par leur combat acharné, ils ont ouvert la voie à cette « prise de parole » dont le monopole politique de la couche dirigeante vise, à l'évidence, à prévenir toute forme, toute publicité. Mais pour des travailleurs des entreprises, des bureaux, des écoles, des mines, prendre la parole c'est tenter d'agir, c'est donc chercher à s'organiser pour défendre leurs droits, leurs revendications, leurs aspirations. »

Si l'on rassemble les divers témoignages dont on dispose, on s'aperçoit que de nombreuses grèves et révoltes

locales ont eu lieu ces vingt dernières années en URSS. Les autorités soviétiques ont bien entendu tout fait pour passer ces événements sous silence. Ces révoltes sont souvent nées assez spontanément à partir de phénomènes de « ras le bol » ; la plupart du temps, elles ont été durement réprimées. Mais ce qui est nouveau aujourd'hui en URSS, c'est que des ouvriers et des employés tentent de s'organiser pour défendre leurs droits et leurs revendications de façon permanente.

Cette organisation ne peut être qu'indépendante du syndicalisme officiel, car : « Depuis plus de 50 ans, nos prétdus syndicats n'ont été rien d'autre qu'une filiale de l'organisation de l'Etat. Ils n'ont aucune compétence pour défendre les ouvriers contre l'oppression et l'exploitation, ils sont entièrement dévoués aux intérêts de l'Etat... » (6). Edmund Baluka — travailleur polonais, l'un des trois signataires de l'appel aux syndicats d'Europe occidentale « pour la défense du mineur soviétique V. Klebanov et de ses 200 camarades » — déclare : « Dans l'ensemble du bloc soviétique, en URSS même et dans les pays satellites, les « syndicats » officiels existants ne sont que de tristes parodies, de simples marionnettes entre les mains du Parti, ce qui, si l'on prend le cas de la Pologne par exemple, est même consigné noir sur blanc dans les statuts. Il y est dit que « les syndicats dépendent de la ligne politique du parti ouvrier unifié polonais ». Jean Kéhayan décrit ainsi le rôle des syndicats officiels en URSS : « Le rôle du syndicat consiste à faire appliquer la politique du Parti et à gérer les œuvres sociales de l'entreprise. (...) Le syndicat veille à la bonne marche de l'entreprise, participe aux commissions de contrôle financier, verse une partie des cotisations à la crèche ou

(6) Youri Grimm : « Appel aux ouvriers américains », publié dans le n° 53 (juin-juillet) des « Cahiers du Samizdat ».

au jardin d'enfants déficitaires, organise des sorties touristiques ; son rôle se ramène à celui d'un comité d'entreprise ; il n'a pas la possibilité d'agir sur les salaires qui sont fixés par le Plan. Par contre, il est présent dans les commissions disciplinaires, sortes de tribunaux populaires où le « coupable » est jugé par ses pairs pour mauvaise conduite, état d'esprit qui laisse à désirer ou, plus régulièrement, pour alcoolisme pendant les heures de travail. Sauf cas extrême, le syndicat prend en la circonstance la défense des travailleurs, mais ne s'oppose pas toujours à ce que la faute soit mentionnée sur le livret de travail » (7). Les élections syndicales sont purement formelles : les dirigeants syndicaux sont en fait nommés par l'administration (direction de l'usine, secrétaire du Parti, et comité de district du Parti). Ils sont des agents du pouvoir dans l'entreprise, et, la plupart du temps, ils profitent matériellement de leur fonction (nombreux avantages en nature). Dénoncer les abus très fréquents qui existent dans les entreprises (pillage des biens matériels par les dirigeants, pots-de-vin, falsification des chiffres, violations de la législation du travail...), c'est donc paradoxalement être amené à s'affronter en même temps aux dirigeants syndicaux.

La volonté de constituer une organisation ouvrière indépendante, qui s'exprime actuellement en URSS, n'est pas propre à ce pays. On constate le même mouvement dans la plupart des pays d'Europe de l'Est : Roumanie, Tchécoslovaquie, R.D.A. et Pologne. Dans ce dernier pays, l'opposition ouvrière est beaucoup plus implantée et mieux structurée (8).

(7) « Rue du Proletaire Rouge » : Nina et Jean Kéhayan, éd. du Seuil, 1978.

(8) Lire à ce propos les « Documents du comité de défense des ouvriers de Pologne », rassemblés et édités par le comité international contre la répression (BP 221, 75564 Paris Cédex 12).

Depuis les événements du 25 juin 1976 en Pologne (grève générale), on constate une « solidarité active et quotidienne des intellectuels avec les ouvriers » (9). Le journal « Robotnik » (l'ouvrier), créé en 1977 à l'initiative d'un groupe d'ouvriers et de membres du comité de défense des ouvriers, est imprimé à 15 000 exemplaires et diffusé clandestinement !

Ce que révèlent l'émergence d'une opposition ouvrière en URSS, tout comme le glissement des préoccupations des milieux démocratiques vers des thèmes sociaux, c'est que la société soviétique n'est pas seulement une société bureaucratique où sont niées les libertés individuelles ; c'est aussi une société fondamentalement inégalitaire. Et ce sont précisément les bénéficiaires de l'inégalité sociale qui contrôlent totalement et subordonnent entièrement à leur profit l'ensemble des organisations sociales existant en Union soviétique. D'où l'importance de toutes les tentatives qui visent à briser ce monopole. Cependant, le problème essentiel pour les opposants — qu'il s'agisse d'intellectuels ou d'ouvriers — c'est de réussir, en s'organisant malgré la répression, à toucher la masse de la population soviétique : cette masse qui est victime de « l'absence de toute interrogation dans l'information officielle inoculée à haute dose ». « On les a si bien habitués à passer une partie de leur vie dans les dédales de la bureaucratie qu'ils ne remettent pas en cause ce genre de structure » (10). Comment montrer qu'un « autrement » est possible à tous ces gens qui « ne se posent pas de questions et n'imaginent même pas que les choses puissent se faire autrement ? »

Jacques DELORME

(9) Krzysztof Pomian : préface aux « documents du comité de défense des ouvriers de Pologne ».

(10) Propos rapportés par Nina Kéhayan.

Un document du Samizdat :

LETTRE A L'OCCIDENT DE PRISONNIERS POLITIQUES DU CAMP DE PERM N° 36

L'Occident se trouve devant un choix auquel il ne peut se dérober et qui déterminera pour longtemps l'atmosphère non pas seulement politique mais surtout morale en Europe et dans le monde.

Bien que ce choix soit lié dans son principe aux questions des prisonniers politiques et des droits imprescriptibles de l'homme, il ne s'agit pas seulement du sort de quelques otages des camps et de « la grande zone » du mal, de la violence et du mensonge. Il s'agit essentiellement d'autre chose : quel prix attache-t-on à la liberté et au droit chez ceux qui en jouissent d'une manière habituelle et garantie ?

Aux yeux du monde entier, les leaders du bloc communiste ignorent cyniquement les obligations internationales auxquelles ils ont souscrit, dans l'ombre de tribunaux secrets ils violent insolemment leurs propres lois, dissimulant leurs crimes sous de falacieuses assertions de service du peuple, de forme supérieure de démocratie.

L'Occident, dans sa quête d'une sécurité précaire et d'avantages politiques et économiques temporaires, quand bien même ils seraient considérables, veut-il encore une fois ignorer l'arbitraire, feindre « l'absence d'information » et la crédulité, atténuer les aspérités par des phrases polies sur la fidélité de chacun à ses propres conceptions sociales ? L'Occident considère-t-il la puissance militaire et la détermination cruelle des

Etats totalitaires comme des motifs suffisants pour permettre à des criminels de condamner les autres, les faibles ?

Nous appellerons les choses par leur nom : vous estimez-vous contraints, au nom de la conciliation, de fermer les yeux sur ces crimes ? Car le mensonge n'a pas d'existence sans ceux qui y croient — même s'ils ne font que semblant d'y croire. Car être reconnus par vous n'est pas moins nécessaire aux criminels que vos dollars, votre indifférence non moins nécessaire que vos machines.

Ou bien, au contraire, l'Occident aura-t-il assez de sagesse pour comprendre que les peuples n'ont pas de but plus important ni plus urgent que de contenir la violence et de démasquer le mensonge qui la protège ;

assez de sagesse pour défendre, en tant que seule garantie de sécurité dans un monde aux interconnexions toujours plus étroites, la morale et le droit communs à tous ;

assez de sagesse pour préférer, aux nécessités pratiques immédiates, les valeurs spirituelles et pour les défendre aujourd'hui plutôt que demain ;

assez de sagesse pour surmonter les contradictions momentanées d'intérêts à court terme pour s'unir au nom d'un but supérieur.

Trouvera-t-on suffisamment de courage pour dire franchement que le sang et les larmes ne sont l'affaire intérieure de personne, pour ne pas abdiquer devant des problèmes dont la solution n'est certes pas évidente, et est en tout cas difficile, et pour s'efforcer de mettre un terme à l'illégalité là même d'où le mensonge et la tentation de la violence se répandent partout ?

Y aura-t-il suffisamment de fidélité à la notion du devoir moral ?

C'est en cela en réalité que réside le choix.

On veut vous convaincre que le despotisme peut être pacifique, que des dirigeants qui ont fait du mensonge, de la calomnie et de répressions illégales l'occupation professionnelle de centaines de milliers de citoyens à l'intérieur du pays, sont prêts à observer sincèrement leurs engagements au dehors. On vous dit : « Soyez réalisistes, n'oubliez pas combien nous sommes forts. Ne traînez pas la morale dans la politique, laissez la pour les sermons du dimanche. Est-ce vraiment réaliste de voir ce que nous cachons et d'en parler tout haut ? Cela peut compromettre la détente ».

Ainsi donc ce choix, moralement univoque, n'est en réalité pas simple du point de vue de la politique traditionnelle.

Mais si la liberté doit redevenir une valeur d'échange dans le jeu politique, cette liberté des autres que vos prédecesseurs ont contribué à faire perdre à tant de monde, alors rendez-vous bien compte que la funeste habitude du commerce de la liberté d'autrui menace aussi irrévocablement la vôtre.

Zinovi Antoniuk, Semion Glouzman, Igor Kalynets, Sergueï Kovaliev, Valeri Martchenko, Piatras Ploumpa, Evguen Sverstiouk, Ivan Svetlitchny, Bagrat Chakhverdian.

Cahiers du Samizdat, n° 52, pp. 7-8.

NOUS AVONS LU...

RUE DU PROLETAIRE ROUGE, par Nina et Jean KEHAYAN, Ed. du Seuil, nov. 1978, 222 pages.

Nina et Jean KEHAYAN, militants du Parti Communiste Français, ont travaillé en URSS pendant deux ans (de septembre 1972 à septembre 1974). Durant leur séjour dans ce qu'ils croyaient être la « mère-patrie du socialisme », ils ont toujours cherché à partager la vie quotidienne des soviétiques. Cette expérience leur a permis de découvrir, non sans malaise, la « partie cachée par le décor ». Après leur retour en France, ils garderont pendant quatre ans le silence « avec le désir frénétique d'oublier le long cauchemar » qui les a bouleversés : « Nous avons ainsi volontairement, consciemment, accepté notre propre normalisation. » Mais les événements qui se sont produits au sein du PCF après mars 1978 mettent à nu leurs illusions. Derrière le comportement de leurs propres dirigeants, refusant tout débat à l'intérieur du Parti, ils redécouvrent la « pratique soviétique ». Ils décident alors de raconter leur « parcelle de vérité » : « Non pas de mettre à mort un pays sur lequel on nous avait fait rêver, mais de briser ce rêve, de relater le quotidien soviétique tel que nous l'avons vécu et non tel qu'on nous l'avait inventé. »

Rue du Proletaire Rouge est un livre d'un très grand intérêt : Ce témoignage à la fois simple et très dense d'un couple de militants communistes, confronté aux réalités de la vie en URSS, démonte complètement le fonctionnement concret de la société soviétique ; cette société qui est « l'antithèse du socialisme ».

J. D.

L'EMPIRE ECLATÉ, par Hélène Carrère d'Encausse, Flammarion, 1978, 316 pages.

Il est probable que la dissidence politique ne sera pas, pour le pouvoir soviétique, le danger le plus important dans les années qui viennent. Une autre menace prend corps peu à peu : l'effritement de la domination russe sur l'ensemble de l'empire que constitue l'URSS. Dans quelques années, les Russes ne représenteront même plus la majorité de la population. L'empire qu'ils ont établi du temps des tzars et que le pouvoir soviétique a renforcé, va-t-il « éclater » sous la poussée des 100 nationalités diverses qui le composent ? Le livre d'Hélène

Carrère d'Encausse ne permet certes pas d'apporter une réponse à une telle question, mais il fournit les données de ce problème majeur, problème qui risque de peser lourd, y compris dans les relations internationales. Un livre qu'il est important de lire pour rééquilibrer l'impression que l'on pourrait garder de l'URSS si l'on ne s'attachait qu'aux phénomènes de « dissidence » politique.

Signalons au passage une intéressante analyse du rôle de l'armée comme facteur d'intégration au service du pouvoir russe : « En Occident, l'armée soviétique est toujours vue comme un instrument de la puissance internationale de l'URSS, tourné vers le monde extérieur. De là une méconnaissance partielle de l'armée soviétique, de ses tâches, de ses problèmes, de ses ambiguïtés. L'armée soviétique est-elle vraiment ce monolithe que voit se développer le monde occidental à ses frontières ? N'est-elle que puissance et menace externe ? La voir ainsi c'est, une fois encore, oublier que l'armée soviétique, comme l'URSS tout entière, est multinationale, qu'une de ses fonctions est d'aider à l'intégration des nations. » (p. 159).

C. M.

Le M.D.P.L., fidèle à ses 11 propositions pour le désarmement rendues publiques en mai dernier, publie un double dossier destiné à un large public :

- contre la politique de ventes d'armes françaises. Ce dossier en brosse un tableau, explique comment l'Etat aide les industriels de l'armement et dénonce les fausses justifications de ce commerce ;
- pour une politique de conversion du potentiel industriel travaillant pour l'exportation. Cette conversion doit se faire vers des produits socialement utiles, donnant une dynamique « différente » à notre économie et créant des emplois. Elle est possible techniquement, sans léser les intérêts des travailleurs et avec eux, comme le démontre déjà la lutte des travailleurs anglais.

Le dossier double à commander (6 F pièce) à :

M.D.P.L. - B.P. 2135 - 34026 MONTPELLIER.

Un de nos lecteurs vient d'éditer un petit recueil de poèmes, sans prétention, intitulé **Charnier**. On peut se le procurer pour 25 F (franco), aux Editions Millas-Martin, 14, rue Le Bua, Paris 20^e.

A nos lecteurs

DU NOUVEAU POUR A.N.V.

Si l'on en juge par vos réabonnements nombreux et par les mots d'encouragement que vous y joignez souvent, A.N.V. répond de façon satisfaisante à vos besoins de formation, de documentation, de réflexion. Il n'est donc pas nécessaire de changer ni sa formule, ni ses orientations...

Cependant, depuis sa fondation en 1973, le temps a peu à peu éclairci les rangs de ceux qui prennent en charge ce travail de réflexion, de rédaction, de publica-

Guy BOUBAULT, Michel De CERTEAU, Yves-Bruno CIVEL,
Christian DELORME, Jacques DELORME, Pierre FABRE,
Roger GARAUDY, Patrick GIROS, Jacques MARCHAND,
Christian MELLON, Jean-Marie MULLER, Hervé OTT,
Laurent SAMUEL, Jacques SEMELIN, Marlène TUININGA,
Jean VAN LIERDE, Olivier VIAL, Paul VIRILIO.

Vous ne verrez pas avant l'été 79 les fruits du travail de ce Comité. Considérant en effet que pour faire du travail sérieux il faut prendre du temps, échapper à la violence de la vitesse, ce Comité ne s'occupera pas des prochains numéros. Pour l'été, et pour l'année 79-80, il a mis en chantier quelques thèmes de réflexion sur lesquels vous pouvez envoyer vos propres suggestions et contributions si vous le désirez :

1. La politique de la peur : Comment l'Etat moderne administre la peur pour faire consommer de la « sécurité » ; comment il organise la dérégulation de la vie sociale de telle sorte que, peu à peu, chacun devienne l'ennemi des autres. Une sorte de guerre civile larvée, non plus contre l'Etat, mais menée par lui...

2. Education et contrôle social : parmi les lecteurs d'A.N.V., les militants des divers groupes non-violents, écologistes, autogestionnaires, etc... on constate que les enseignants, les travailleurs sociaux, para-médicaux, les éducateurs sont en nombre important. Et pourtant, nombreuses sont les violences qui s'exercent sur ces terrains-là. Essayons de les analyser pour mieux les dénoncer et chercher des alternatives : Education non compétitive, par exemple...

Autres idées lancées : Les violences banales ; les femmes confrontées à la violence et à un renouveau d'intérêt pour les questions de défense ; les Eglises et la violence, etc...

tion. Depuis deux ans, la revue commençait dangereusement à ne « tourner » que sur une très petite équipe, voire un seul homme. Il était donc nécessaire d'élargir à nouveau le cercle des artisans de la revue, à la fois pour mieux répartir les tâches et pour apporter un souffle nouveau à son effort de recherche. Un comité d'orientation, appelé à devenir (dans la mesure de la disponibilité de ses membres) un comité de rédaction, se met donc en place depuis octobre 78. Il se compose pour le moment de :

Cet effort de renouvellement de la revue ne sera possible que si, dans le même temps, elle n'est pas victime de difficultés financières. Nous n'avons encore jamais lancé d'appel au secours et nous espérons pouvoir l'éviter. Mais notre équilibre reste très précaire. Vous pouvez nous aider beaucoup avec des gestes simples :

- En vous réabonnant dès la première carte annonçant la fin de votre abonnement.
- En prenant un abonnement au tarif « de soutien ». Le tarif « normal » (35 F) est laissé volontairement bas pour éviter toute discrimination par l'argent. Mais cela n'est possible que si le tarif « soutien » est choisi par tous ceux qui en ont les moyens.
- En envoyant des listes de personnes à qui nous pourrons envoyer un exemplaire gratuit accompagné d'un mot de présentation de la revue et d'un bulletin d'abonnement.
- En vous proposant pour déposer A.N.V. dans une ou deux librairies proches de chez vous. Cela vous demandera moins d'une demi-heure, 5 fois par an !

Merci.

L'équipe de rédaction.

sommaire

A l'Est, la non-violence ? (C. Mellon)	1
Survol historique de l'opposition en URSS (B. Morand)	6
Tolstoï et Lénine (J. Van Lierde)	14
Boukovsky, le résistant	
(extraits de son livre « Et le vent reprend ses tours »)	21
L'Humour : une forme de résistance	30
Midi, place Rouge (J.M. Muller).....	31
Entretien avec Natalya Gorbanevskaia	35
Refusons de coopérer avec le mensonge (A. Soljénitsyne)	42
Rencontre avec L. Pliouchtch	47
Emergence d'une opposition ouvrière (J. Delorme)	55
Document du Samizdat : des prisonniers politiques s'adressent	
à l'Occident	59
Nous avons lu : Rue du Prolétaire Rouge - L'Empire éclaté	60

Numéro 32
Février 1979